

Xavier Raufer
avec **Stéphane Quéré**

Une menace pour l'Europe

***La mafia
albanaise***

**Comment est née cette superpuissance
criminelle balkanique ?**

FAVRE

Une menace pour l'Europe

La mafia albanaise



Xavier Raufer est Directeur des Études du Centre Universitaire de Recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines (Centre MCC, Université Panthéon-Assas, Paris II) et Chargé de cours à l'Institut de Criminologie de Paris.

Il est directeur des collections Criminalité Internationale et Défense & Défis Nouveaux aux Presses Universitaires de France.

Il est auteur ou co-auteur de :

Terrorisme, maintenant la France ?, Pauvert-Garnier, 1982

Sur la violence sociale, Pauvert-Alésia, 1983

Terrorisme-violence : réponses aux questions que tout le monde se pose, Pauvert-Carrère, 1985

Le cimetière des utopies, Pauvert-Suger, 1986

La nébuleuse : le terrorisme du Moyen-Orient, Fayard, 1987

Atlas mondial de l'islam activiste, La Table Ronde, 1991

Le chaos balkanique, La Table Ronde, 1992

Les superpuissances du crime, enquête sur le narco-terrorism, Plon, 1993

Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces, PUF, 1998

Violences et insécurité urbaines, (avec Alain Bauer), PUF - Que Sais-je, 1999

Le crime organisé, (avec Stéphane Quéré) PUF, Que Sais-je, 2000

Préface de l'éditeur

Voici un dossier qui complète notre collection « Documents ». Après des livres comme *Pour en finir avec la Corse*, *Peut-on rire de tout ? La Mondialisation sauvage*, *Irak – l'apocalypse*, *La Saga du Timor oriental*, il nous est apparu important d'accueillir dans cette collection, un ouvrage traitant d'un grave problème : l'émergence d'une nouvelle mafia en Europe. Bien entendu, cette publication peut paraître dérangeante aux yeux de certains. En ma qualité d'éditeur, je tiens, pour la première fois, à expliquer sans ambiguïté notre démarche. En effet, ce livre n'est en aucun cas dirigé contre une nation ou une communauté. En ce qui me concerne, j'aime l'Albanie, que j'ai bien connue déjà sous le régime d'Enver Hodja, tyran absolu de 1948 à 1985. Le fier *Pays des aigles* est, en effet, extrêmement intéressant et son histoire passionnante. Sa population généreuse, attachante, ne mérite pas la dérive actuelle d'une petite fraction de ses membres, dont les premiers à souffrir sont, bien entendu, les Albanais eux-mêmes. Après l'enfer stalinien, ce peuple mérite mieux.

J'ai, pour ma modeste part, tenté de contribuer à aider ce pays à sortir de son sous-développement, notamment dans le domaine des arts graphiques, en formant un stagiaire et en y envoyant du matériel. Mais il faut bien constater qu'une longue époque de terreur liée à un esprit clanique très développé a suscité, chez certaines familles albanaïses, une vocation mafieuse d'une violence extrême et d'une nuisance intolérable. L'auteur est un grand criminologue d'excellente réputation ; il nous permet de découvrir une réalité qu'il faut voir en face.

*Ce livre est dédié à Aldo,
qui sait ce que signifie
combattre mafieux et terroristes,
pour le compte de gouvernants
indifférents – et parfois complices.*

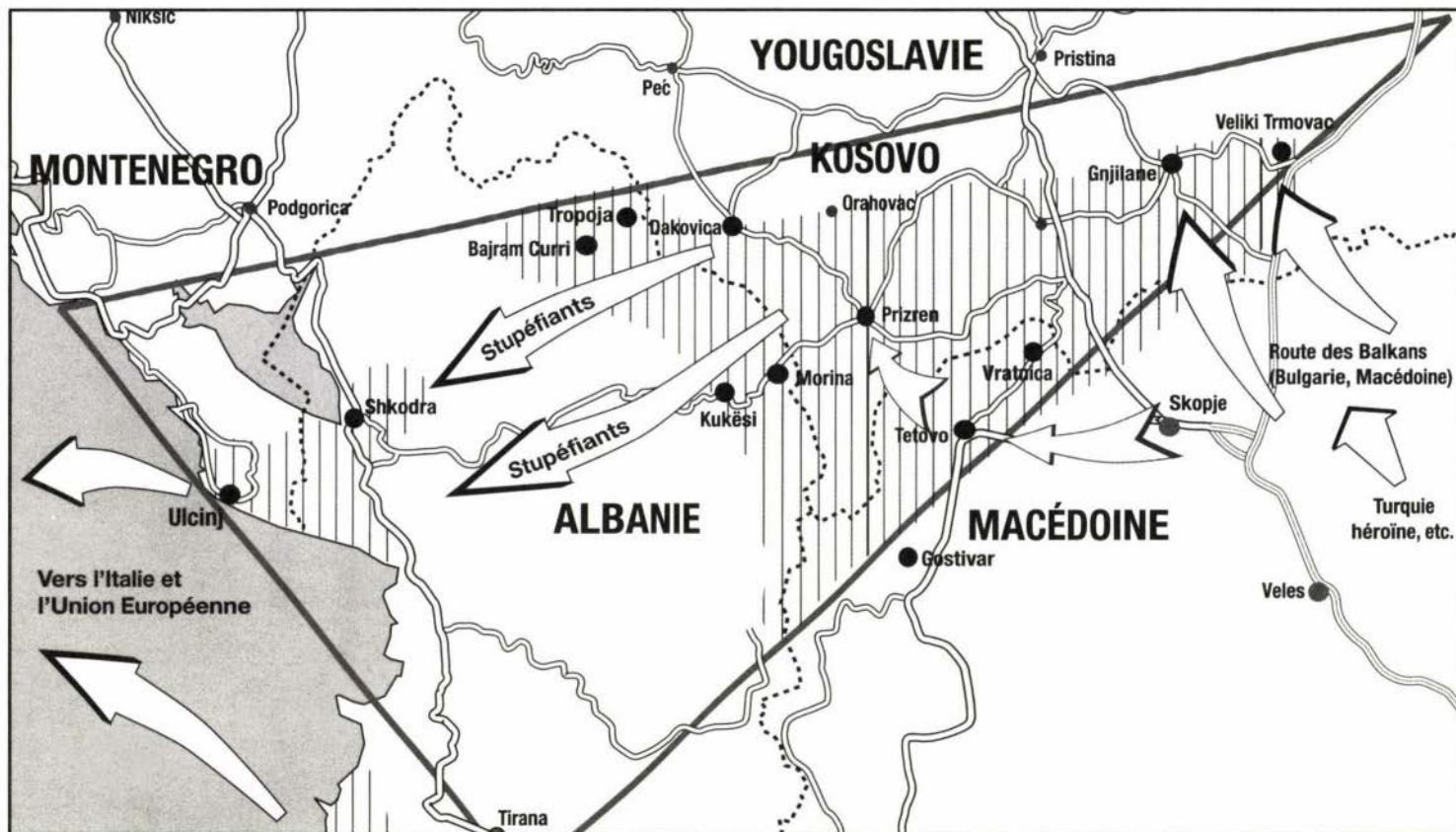
«All over the Balkans, there is an association between highway robbery and revolutionary idealism which the Westerner finds disconcerting, but which is an inevitable consequence of the Turkish conquest.»

Rebecca West

*Black Lamb and Grey Falcon :
a Record of a Journey through Yougoslavia in 1937,
London 1943*

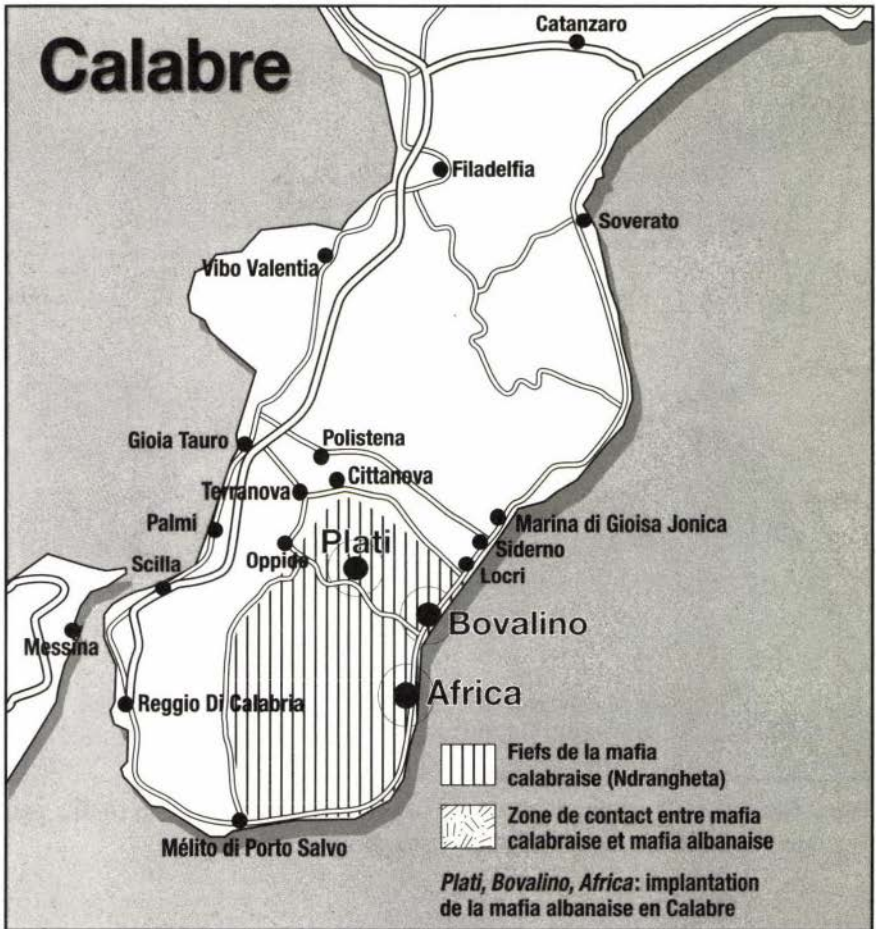
Cartes

- **Le triangle d'or des Balkans**
- **La mafia albanaise et la Calabre**
- **La mafia albanaise et les Pouilles**
- **Albanie : les fiefs mafieux au sud du pays**
- **La «route sud» des Balkans**

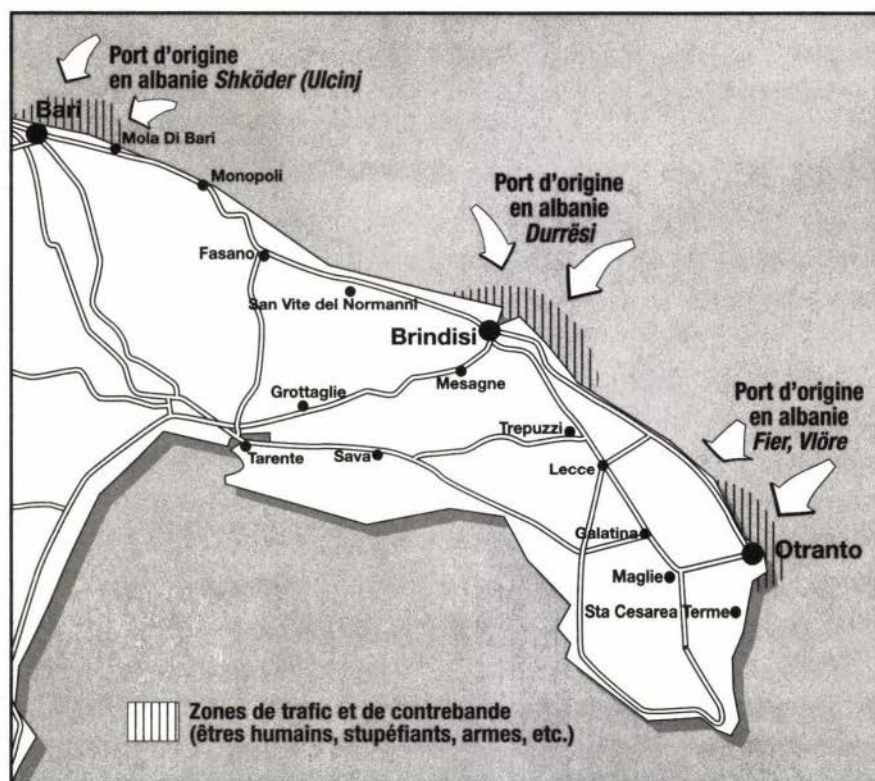


En hachuré : zones sous forte influence mafieuse

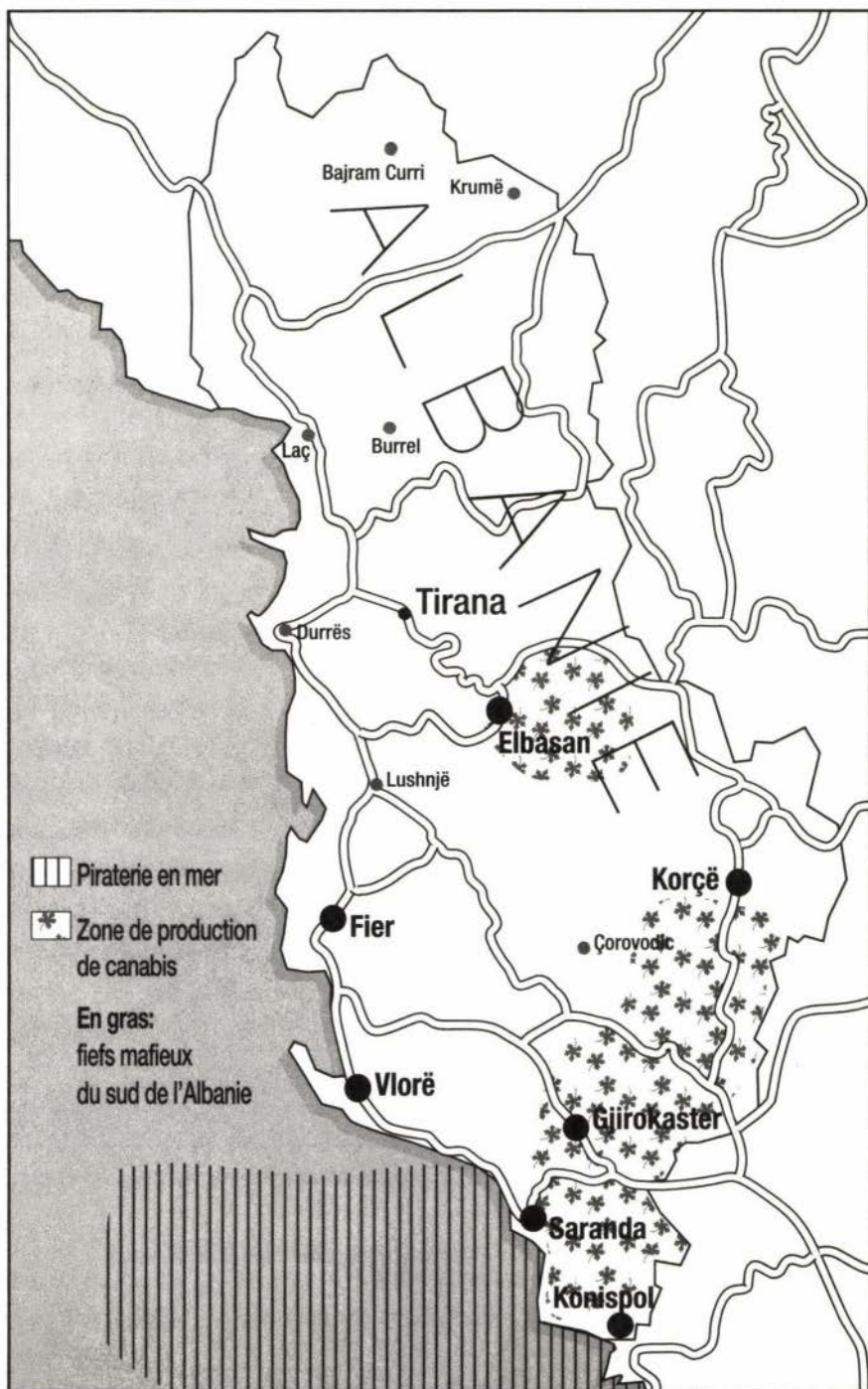
Balkans : le triangle d'or du narcotrafic



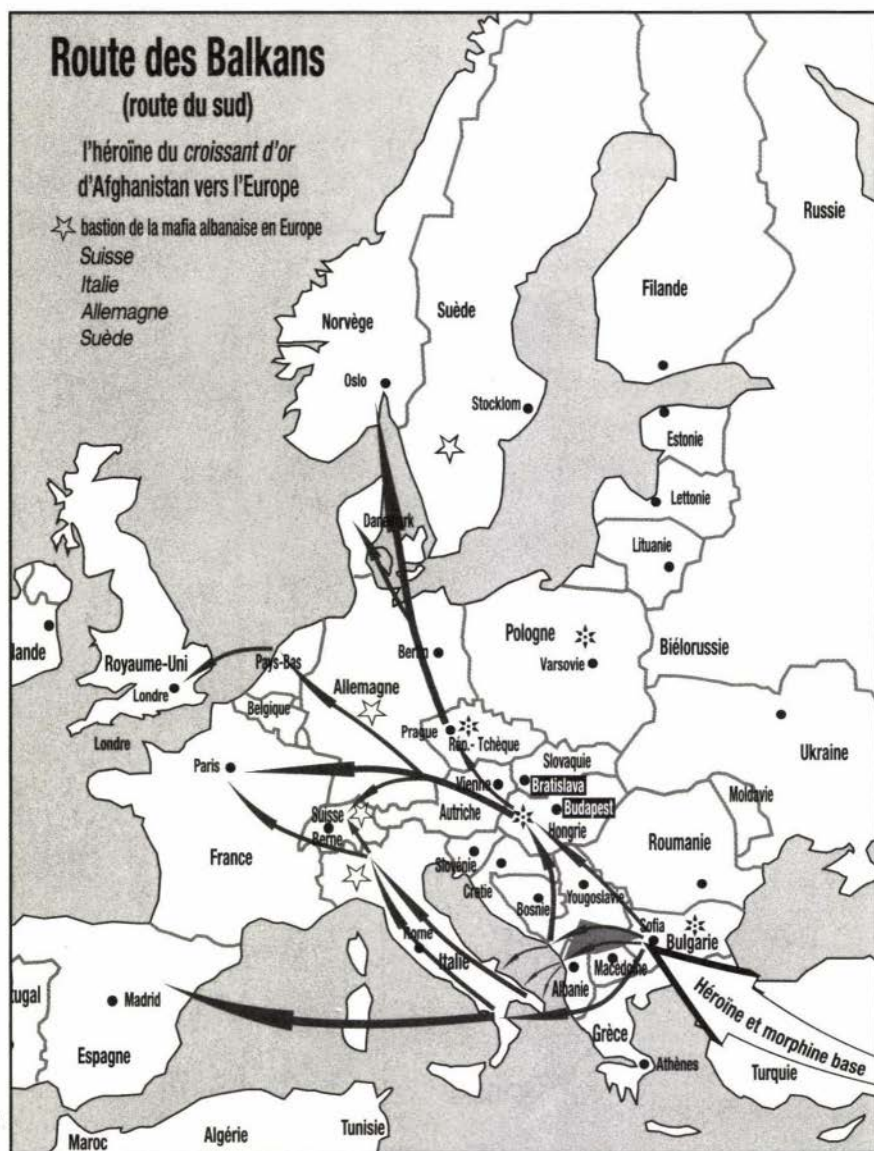
Les zones de contact entre la mafia albanaise et la mafia de Calabre (ndrangheta)



Bari, Brindisi, Otranto, sont des points de contact entre la mafia des Pouilles (Sacra Corona Unita) et la mafia albanaise.



Albanie : les fiefs mafieux du sud du pays.



Origine de l'héroïne : Afghanistan, zone de la mer Caspienne, Caucase, Kurdistan irakien et turc, Balkans.

☆ **Les entrepôts des semi-grossistes** : Bulgarie, Hongrie, Pologne, république Tchèque.

Bases : Bratislava, Budapest.

Au cours du texte, les abréviations suivantes sont utilisées :
FF = franc français, FS = franc suisse, DM = deutsche Mark

Introduction

Wo aber Gefahr ist, wächst das Rettende auch.
(Mais où est le danger, croît aussi ce qui sauve.)
Friedrich Hölderlin

J'entends d'ici les consciences morales : parler de la « mafia albanaise » ? C'est faire le jeu de Milosevic et donner dans le racisme antialbanais. Elles ont tort – et une fois encore, il se vérifie que la stratégie du soupçon n'est qu'un avatar de la politique de Gribouille. Car c'est naturellement tout le contraire. Voici pourquoi.

Préalable : le principe de réalité. « Je fais l'hypothèse que le monde existe tel qu'il est, qu'on peut le prendre pour réel et intelligible dans son fonctionnement interne »¹.

Partant de là, essayiste et directeur de collection, je m'efforce d'aller « droit aux choses mêmes » – « *zu den Sachen selbst* », comme le disait le philosophe Edmund Husserl. Jugeant qu'il est grand temps de sortir la criminologie de la critique sur la critique et du commentaire sur le commentaire, je crois que cette discipline doit s'intéresser d'abord au *crime* et aux *criminels*.

Comme criminologue enfin, j'écris sans nulle *intention*. Dans ses mémoires², Jung parle ainsi d'un de ses maîtres : « Flournoy ne désirait rien. Il regardait de loin et voyait clairement » – merveilleux modèle duquel l'expert doit s'inspirer. J'essaie ainsi de percevoir et d'enregistrer le réel, sans hésiter à mettre en cause les idées reçues et les bienséances du moment.

Car si j'ai une certitude, c'est bien celle-ci : le curieux dérange toujours. On peut appeler ça le « syndrome des *Dents de la mer* ». Souvenez-vous du film : le premier à signaler la présence du

¹ Jean Baudrillard, *Le Paroxyste indifférent*, Livre de Poche, Biblio-Essais 1999.

² Carl Gustav Jung, *Ma Vie*, Folio/Gallimard 1973.

requin embête tout le monde. Tel est le lot du criminologue. Vous dépeignez la Côte d'Azur ravagée par le crime ? Vous offusquez le lobby du tourisme. Vous montrez que les violences urbaines s'aggravent ? Vous gênez les politiciens-anesthésistes. Vous osez dire que les islamistes n'ont pas disparu du Maghreb ? Vous fâchez les docteurs Tant-Mieux de la diplomatie.

C'est ainsi. Car que fait le criminologue ? Il pose d'abord un diagnostic. En général, celui-ci déplaît : demandez au médecin qui annonce un cancer à son patient. Alors, comme le criminologue dérange, il est accusé de « faire le jeu ». Au cours des années, j'ai ainsi « fait le jeu » du KGB, de la CIA, des services secrets turcs, algériens... Que sais-je encore ? Du Vatican (malgré moi) et des 200 Familles (sans m'en douter). Ça m'a donné le cuir épais. Et dans la longue liste de mes maîtres putatifs, Slobodan Milosevic sera en bonne compagnie.

Passons au racisme antialbanais. Autre ânerie. Qui est l'auteur de la magistrale – et seule à ce jour – étude sur la mafia albanaise, publiée en 1996, dans une indifférence totale ? Gus Xhudo, Albanais lui-même.³ Qui dénonce la « symbiose de la politique et du crime » au Kosovo, la presse de Belgrade ? Non : le quotidien albanophone de Pristina, *Koha Ditore*. Qui annonce que « la mafia albanaise est entrée au Kosovo sur les talons de l'OTAN » ? *L'Albanian Daily News*. Et qui enfin écrit : « L'Albanie est devenue une plaque tournante du trafic de drogue, de la prostitution et de l'immigration clandestine » ? Le quotidien de Tirana *Gazeta Shqiptare*.

Comme en Sicile, comme partout où opère une mafia, la première victime du crime organisé albanais est la population albanaise elle-même. Et quand en juin 1994, j'ai suscité à Paris la première grande conférence internationale sur « La puissance financière des mafias », le procureur national antimafia italien, Bruno Siclari, et le procureur de Palerme, Giancarlo Caselli sont venus – non pour

³ « Men of Purpose : the Growth of an Albanian Criminal Authority », in *Transnational Organized Crime*, Spring 1996, vol. 2, N° 1, pp. 1-20.

m'inculper de « racisme antisicilien », mais dire combien de telles tribunes étaient utiles à leur combat, combien le silence bien-séant et l'indifférence étaient mortels.

Quel est enfin le seul vrai danger dans l'actuelle société de l'information ? L'aveuglement volontaire. « Il est une forme de fraude... rarement dénoncée, qui consiste pour les milieux autorisés à occulter délibérément les faits susceptibles de mettre en cause les vérités établies et à s'opposer à leur publication... Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autres critères de la vérité d'une théorie que son accord plus ou moins parfait avec des phénomènes concrets »⁴.

Ce qu'on occulte aujourd'hui, c'est ceci : au Kosovo, par ignorance de la réalité sociale, des traditions criminelles balkaniques, l'ONU et l'OTAN se sont mises dans un guêpier à peu près inextricable. Et pourtant ! Tout était dit dès le 19 juillet dernier. Dans une modeste lettre de lecteur adressée à l'hebdomadaire américain *Time* par un résident de Genève. Comment, disait ce monsieur, « l'OTAN est-elle assez stupide pour jubiler devant la soi-disant capitulation de Milosevic ? ». En précisément douze lignes, ce visionnaire annonçait tout ce qu'on a vu depuis. Et concluait en une formule prodigieuse de drôlerie et de justesse : « La mouche annonce fièrement qu'elle a conquis le papier tue-mouches ».

Au Kosovo, la colle du papier tue-mouches, c'est la mafia albanaise. C'est à elle qu'il faut s'intéresser. C'est elle qu'il faut combattre, nous dit (tardivement, certes...) Bernard Kouchner, administrateur de l'ONU au Kosovo⁵. Présenter, dévoiler la mafia albanaise : tel est l'unique objet de ce livre.

⁴ Maurice Allais, prix Nobel d'économie, « Réflexion sur les vérités établies », *Le Figaro*, 27/04/1999.

⁵ « Nous commençons à lutter très sérieusement contre la mafia », interview donnée au *Figaro*, 02/02/2000. Commençons ? Ladite mafia est enracinée dans la province depuis plus d'un semestre. Un démarrage tardif confirmé par des observateurs impartiaux : « La MINUK commence seulement à prendre officiellement conscience du danger mafieux », *Le Temps*, 18/12/1999.

Kosovo, Albanie : que se passe-t-il vraiment au début de l'an 2000 ?

*« Pousse hardiment la porte devant laquelle
tous cherchent à s'esquiver. »*

J. W. von Goethe (1^{er} Faust, la nuit)

Vers le mois de novembre 1999 et assez brutalement, l'actualité du Kosovo, telle que la rendent la plupart des grands médias, passe du registre des grands titres à la catégorie des brèves ; du devant de la scène droit à l'arrière-boutique de l'information. Mauvais pronostic. Quand un pays ou une région du monde voit les drames perdurer, les nouvelles sanglantes s'accumuler – quand la violence s'enkyste ou que la terreur y devient chronique, les opinions publiques et les médias des pays européens se font frileux. On évoque, on rappelle sans s'attarder dans les bas de pages. Le style devient télégraphique. Voir l'espace consacré dans les quotidiens nationaux français aux massacres en Algérie : le plus souvent des brèves de dix lignes.

De ce fait, la situation réelle au Kosovo, évoluant et s'aggravant depuis l'été 1999, est finalement mal connue. Il nous faut donc rappeler les faits un peu en détail, en une chronologie commentée dont les étapes diverses, d'une importance cruciale, méritent l'attention du lecteur : en effet, cette radiographie va nous permettre d'effectuer un diagnostic à peu près clair de la situation. Si en réalité une mafia opère bien au Kosovo – et partout et toujours quand une telle société criminelle s'implante, se déploie – il y a des symptômes, des traces. Une logique émerge

du chaos des faits ; une méthode se décèle. Car la génération spontanée n'existe pas plus dans le domaine criminel qu'ailleurs.

Le 17 janvier 2000, trois Serbes sont assassinés alors qu'ils regagnaient leur village du Kosovo, forts des assurances de la MINUK⁶. Encore un acte de vendetta consécutif aux exactions serbes dans la province, expliquent les officiels de l'OTAN. Mais l'explication est douteuse, comme on le verra plus bas.

Peu auparavant, on apprend⁷ que la prostitution explose au Kosovo, du fait de la présence des quarante-cinq mille hommes de la KFOR ; les maisons de passes se multiplient ; on y trouve des filles du pays bien sûr, mais aussi des Ukrainiennes, des Moldaves et des Bulgares, vendues par des proxénètes de la région aux souteneurs locaux. Or la prostitution n'est pas une délinquance secondaire ou anecdotique, mais une façon efficace et rapide de pratiquer « l'accumulation primitive du capital criminel ». Un capital qui sert ensuite à financer des opérations plus lourdes et sophistiquées : trafic de stupéfiants, d'armes, de migrants clandestins, etc.

Le 13 janvier, une famille de musulmans bosniaques installée à Prizren (Kosovo) est assassinée. Un couple sans histoire, dans la cinquantaine, la grand-mère septuagénaire et la fille (vingt et un ans). Les tueurs s'enfuient, pas de motif connu. Et une interrogation sérieuse : depuis ses débuts, le soutien régional le plus affirmé de l'UCK est venu des Bosniaques, les deux peuples étant rapprochés par la religion et une commune hostilité envers la Yougoslavie de S. Milosevic. Pourquoi assassiner des amis, des alliés ? Et dans ce cas, de quelle « vengeance » peut-il bien s'agir ?

Revenons un peu en arrière. Le 20 décembre 1999, la police internationale (connue sous le nom d'UNIPTF) arrête à Pristina

⁶ Le sens des sigles, acronymes etc. est donné en annexe, pages 136 à 138.

⁷ *Marianne*, 10/01/2000.

une bande coupable des meurtres d'au moins cinq Serbes ou gitans. Les quatre tueurs font partie du Kosovo Protection Corps, force « de sécurité civile » ayant succédé à l'UCK après le démantèlement supposé de cette dernière.

Pour l'envoyé spécial du quotidien suisse *Le Temps* du 18 décembre 1999 : « Le cycle des vendettas entre Albanais a repris de plus belle au Kosovo », où dix à vingt personnes sont assassinées chaque semaine. Evolution significative : depuis novembre, les victimes, naguère serbes ou roms, sont en grande majorité des Kosovars. Plus que de vendettas, il s'agit d'un étau qui se resserre lentement mais sûrement sur la province.

À la fin décembre 1999 et depuis juillet, il y a eu au Kosovo quatre cents à cinq cents meurtres (connus). La loi et l'ordre dans la province sont désormais assurés par mille huit cents policiers internationaux⁸ (issus de quarante pays) et cent soixante-dix policiers locaux, formés à la hâte depuis l'automne. Mais pour les médias albanophones comme pour les fonctionnaires internationaux présents sur place, le Kosovo est en réalité une cour des miracles et un repaire de narcotrafiquants. Dans le « Triangle d'or » sis à cheval sur le Kosovo, l'Albanie et la Macédoine⁹, se croisent deux cent mille à deux cent cinquante mille véhicules volés en Europe.

Le crime organisé prolifère d'autant plus aisément au Kosovo qu'il n'y a pas de système légal en vigueur, ni de codes¹⁰ dans la

⁸ Sur les quatre mille huit cents policiers promis par les pays de l'alliance, notamment. Bernard Kouchner estime qu'il faudrait six mille policiers pour pacifier la province. Selon le chef de la police de l'ONU au Kosovo, le Danois Sven Frederiksen, il y en avait mille neuf cent soixante-dix le 3 février 2000, issus de quarante-deux pays divers.

⁹ Voir les cartes, p. 11 et suivantes.

¹⁰ À la mi-novembre 1999, il y a au Kosovo quarante-sept magistrats nommés par la MINUK, qui refusent tous d'appliquer la loi yougoslave. A la fin de l'année 1999, la MINUK annonce qu'un nouveau code pénal est « en préparation » et que six cents magistrats sont « en cours de recrutement ».

province. S'ils ne filent pas doux, les policiers indigènes se font rosser par des truands ; « vols à main armée, cambriolages, extorsions et même meurtres se produisent dans une quasi-impunité, en partie du fait du crime organisé » ¹¹. Sur place, il n'y a « pas de justice, pas de sécurité, pas d'électricité, pas d'eau, pas de documents d'identité ». De fait « en cinq mois, il y a eu plus de quatre cents meurtres et seulement quatre procès pour meurtre » ¹². Et fin janvier 2000, lors du Colloque de Davos, Veton Surroi, directeur de *Koha Ditore*, peut s'indigner qu'au cours des derniers mois, on ait arrêté quatre mille personnes au Kosovo, « dont trois mille sept cent cinquante ont été libérés peu après ».

Sur place, les bonnes volontés étrangères ne manquent pas : trois cent trente-cinq ONG et agences internationales se marchent sur les pieds, aux premiers rangs desquelles le Haut-Comité aux réfugiés de l'ONU, l'Union européenne, l'OSCE, la MINUK disposant toutes de leurs immeubles, de leur flotte de voiture et de documents d'identification – au total pas loin de soixante mille « occupants » ¹³, jouant des jeux complexes avec la seule vraie administration autochtone : celle de l'UCK prétendument dissoute.

Résultat : confronté à cette criminelle pagaille, le nouveau commandant allemand de l'OTAN sur place (KFOR) décide le 21 décembre de reprendre en main la sécurité du Kosovo ¹⁴, la police de la MINUK n'arrivant à rien. À rien ? La preuve : selon le quotidien albanophone ¹⁵ *Koha Ditore* (la voix de la résistance kosovare tout au long de la guerre des 78 jours, citant un officiel de la MINUK) il n'y a, à la fin décembre 1999, aucun détenu pour

¹¹ « Chaos and Revenge Erode Kosovo Peace », *International Herald Tribune*, 23/11/1999.

¹² Bernard Kouchner, *Le Monde*, 15/12/1999.

¹³ Au total et dans les Balkans, on approche les quatre-vingt-dix mille personnels civils et militaires, expédiés par la « Communauté internationale » pour un temps indéfini, et des missions complexes.

¹⁴ « Filing a "gap", New Nato Commander Moves to Police Kosovo », *International Herald Tribune*, 22/12/1999.

¹⁵ *Courrier International/Koha Ditore*, 23/12/1999.

trafic de stupéfiants dans les prisons du Kosovo – ce au cœur du Triangle d'or balkanique !

Tels sont les événements criminels marquants au Kosovo, à la charnière des années 1999 et 2000. Mais comment expliquer ce chaos meurtrier ? Quelle est l'histoire criminelle du Kosovo depuis juin 1999 et l'instauration du protectorat de l'ONU ? Quelles ont été les étapes de ce qui ressemble de plus en plus, à mesure que les mois passent, à une descente aux enfers ?

Si problème de « business » il y avait pour les clans criminels kosovars au printemps de 1999, c'était uniquement au Kosovo même : leurs autres implantations en Europe (et au-delà) ne sont pas affectées par les dures représailles militaires yougoslaves à la guérilla de l'UCK. N'empêche : la zone sise à cheval sur le sud du Kosovo, le nord de l'Albanie et l'ouest de la Macédoine (le « Triangle d'or » dont nous avons parlé plus haut) est depuis des décennies le secteur crucial de la « route sud des Balkans » – route d'importation de l'héroïne afghane vers l'Europe occidentale, bien sûr. Que cette route sud soit coupée (exode, bombardements, etc.) est financièrement mauvais, très mauvais pour ceux qui contrôlent l'essentiel de ce trafic : les narcos albano-kosovars.

Aussi, dès la fin juin 1999, les clans criminels du Kosovo reviennent-ils en force sur leurs terres et dès le début juillet, des observateurs locaux signalent, preuves à l'appui, que le trafic des stupéfiants, des cigarettes et de l'essence a repris de plus belle, ainsi que le négoce des voitures volées en Europe – 80 % des véhicules circulant alors au Kosovo n'ont pas de plaques d'immatriculation...

À ce propos, Bernard Kouchner s'exprime le 2 août¹⁶. Il « évoque la présence de gangsters venus de l'Albanie voisine, qui ont aggravé le désordre au Kosovo ». Il y a à ce moment dans la province cent

¹⁶ Reuters le 02/08/1999.

cinquante-cinq policiers (envoyés par divers pays) à disposition de la MINUK, et une vingtaine de magistrats locaux payés 300 DM (soit quelque 1000 FF ou 250 FS) et de ce fait fort corruptibles ¹⁷.

Et la KFOR? Comptant alors trent-six mille cinq cents hommes, elle est, dit la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, « responsable de l'ordre public [au Kosovo] avant qu'une présence policière internationale ne la remplace dans ce rôle ». Or elle est étrangement passive dans le domaine criminel – et n'assure notamment aucune action de type douanier aux frontières de la province, au premier chef, l'albanaise.

Et cela alors que les avertissements crédibles abondent. Le 6 août par exemple, l'International Crisis Group, ONG respectée, publie *The Policing Gap: Law and Order in the New Kosovo*, étude qui ne mâche pas ses mots: « Le risque existe que le Kosovo devienne une Sicile balkanique ou pire encore, une Russie en réduction [...] Nombre de criminels arrêtés en flagrant délit sont relâchés sur le champ ».

En théorie, la manœuvre « sécuritaire » OTAN-ONU est la suivante :

- Les militaires de la KFOR commencent par faire la police,
- Ils passent le relais à l'UNIPTF, sous béret bleu de l'ONU,
- qui cède enfin la place à une police indigène, laquelle (pour faire simple) est recrutée par l'ONU, mais formée par l'OSCE ¹⁸; cette police voulue « démocratique et pluriethnique » comptera en fin de processus entre trois mille cinq cents et quatre mille hommes...

¹⁷ Le budget théorique de la MINUK est de 325 millions de dollars US par an pour payer l'énergie, les salaires des policiers, magistrats, employés, enseignants, personnel médical, etc. ; faire fonctionner l'administration et les services publics. En mars 2000, 120 millions de dollars manquent pour le budget 2000.

¹⁸ Le partage des tâches est en théorie le suivant : la MINUK administre la province au jour le jour et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe s'occupe de « construire à long terme la démocratie au Kosovo ».

À la mi-août, l'UNIPTF compte six cent cinquante hommes, venus sur place pour des rotations de six mois. Nul d'entre eux ne parle l'albanais ; ils viennent de près de quinze pays et ne se comprennent pas bien entre eux ; leurs interprètes sont au quotidien sous la coupe des criminels locaux. Et selon des sources européennes, des policiers de l'UNIPTF venus du sous-continent indien et d'Afrique australe passent plus de temps dans les cafés qu'à policer Pristina. Certains semblent même entretenir des liens fort cordiaux avec la pègre locale... Imaginons par exemple ce que donnerait le maintien de l'ordre en Corse, s'il était assuré, dans de telles conditions, par une telle arche de Noé...

Le 15 août, l'AFP dépeint ainsi la situation dans la province : « Maisons pillées, personnes âgées expulsées, voitures volées, racket, meurtres, kidnappings, viols, trafic : les troupes de la KFOR sont confrontées au crime, organisé ou sauvage, perpétré par des Kosovars ou par la mafia albanaise ». En deux mois dans le seul secteur britannique, il y a eu cent vingt-sept meurtres (connus), trois cent soixante-dix-huit incendies criminels, cinq cent quatre pillages recensés. Le Kosovo est sous la responsabilité de la MINUK depuis six semaines. Le mot mafia fait son apparition dans les médias. À bon escient ?

À la fin août, le général américain Wesley Clark, chef suprême des forces alliées en Europe, doit reconnaître que certains troubles survenus au Kosovo depuis la mi-juin sont « sans aucun doute liés au crime organisé ». Organisé est le terme puisqu'au même moment, un officier britannique de la KFOR décrit des « bandes très professionnelles équipées de matériel d'écoute, qui se déplacent en même temps que les patrouilles pour opérer ».

le 20 septembre, le Corps de protection du Kosovo (CPK) est créé après dissolution et désarmement¹⁹ de l'UCK. En théorie,

¹⁹ Dix mille armes ont été remises à l'OTAN en septembre 1999 : neuf mille armes légères, huit cents mitrailleuses, trois cents armes antichar, cent soixante-dix-huit mortiers...

c'est « une force d'urgence, civile, disciplinée, sous uniforme et multiethnique, sur l'exact modèle de la sécurité civile française ». Elle n'a « aucun rôle de maintien de l'ordre, ni de défense ou de sécurité intérieure ».

En pratique, affirme la très sérieuse revue militaire britannique *Jane's Intelligence and Defense Review*, le Kosovo grouille toujours d'armes de guerre « sans doute des dizaines de milliers ». Confirmation : le 2 février 2000, un bus (clairement marqué du sigle de l'ONU), escorté de deux blindés français de la KFOR et transportant quarante-neuf Serbes d'une enclave à une autre à travers la Drenica (bastion UCK), est attaqué au lance-roquettes. Deux morts et cinq blessés, victimes d'une organisation soi-disant dissoute et prétendument désarmée.

Ce qui n'empêche pas le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, de déclarer (sans rire), à Pristina et en septembre 1999, toujours, « Sous l'autorité de l'OTAN, un environnement sûr a été créé au Kosovo »²⁰...

À la mi-octobre, les choses s'aggravent encore : il y a désormais cinquante meurtres (connus) par semaine, la terreur règne et les agressions sont quotidiennes. Signe inquiétant : « La force de police internationale qui enquête sur plus de trois cents meurtres, avoue en privé ne recevoir que fort peu d'aide de la population civile ». Une loi du silence existerait-elle au Kosovo ?

Début novembre, nouvelle dégradation. Les attaques visant les minorités se multiplient ; désormais les « Goranis » (slaves musulmans) sont de façon systématique intimidés et chassés. Des maisons brûlent chaque nuit ; des grenades sont lancées dans des demeures, des jardins. Des fonctionnaires locaux de l'OSCE parlent d'« atmosphère horrible », d'« intimidation et de violences intenses » et avouent que la seule issue dans ces conditions est un État « monoethnique et intolérant ».

²⁰ *Koha Ditore*, 28/09/1999.

Nous voici de retour à la fin de l'année 1999²¹. Le quotidien *Koha Ditore* brise alors ce qui prend au fil des mois une réelle allure de loi du silence : « La drogue est en train d'affluer au Kosovo où l'on assiste à la naissance d'un puissant réseau mafieux » et la province devient peu à peu « une Colombie au cœur de l'Europe ».

Mafia ? Ce n'est pas la première fois que le terme sert à décrire la criminalité organisée albanaise. Mais le terme, si galvaudé, a perdu tant de sa force qu'il sert maintenant à qualifier n'importe quelle bande de voyous. Alors qu'une mafia, une vraie, est à l'inverse une entité criminelle bien précise, parfaitement définie et qui n'a que fort peu à voir avec le « milieu » des malfaiteurs que l'on trouve normalement à peu près partout dans le monde.

Les mafias, les vraies

Une mafia est une société secrète permanente, unissant une coalition de « familles » liées par le sang ou le mariage ; elle est cloisonnée, dotée de hiérarchies élaborées et de règles dont on ne dévie qu'au péril de sa vie. Elle fait enfin régner autour d'elle une impitoyable loi du silence. On rejoint un gang par affinité ou copinage – une mafia par cooptation familiale ou clanique, après initiation. Les mafieux passent, mais la « famille » perdure – certaines ont des siècles d'existence. Son chef mort ou incarcéré, un gang ne survit à l'inverse pas longtemps.

Les mafias ne recrutent que sur la base de la race et du sexe ; de là, du cousinage et du clan. Pas d'initiation dans Cosa Nostra pour qui n'est pas sicilien, né en Sicile même et de sexe masculin. Même implicites, ces règles existent toujours dans une structure mafieuse.

²¹ *Koha Ditore*/Courrier International, 23/12/1999.

Propre à résister aux pires répressions, une mafia est un État dans l'État, avec territoires, sujets, lois et forces armées. « la famille mafieuse ne s'éteint jamais. Vous en arrêtez deux, trois mais la famille reste et si les enfants ne suffisent pas, elle coopte des hommes plus audacieux, elle leur donne ses filles pour épouses »²². Cosa Nostra a survécu à vingt ans de fascisme. Les triades chinoises ont résisté à cinquante ans de communisme, dont dix d'une « Révolution culturelle » qui fit trente millions de victimes.

Est-ce bien d'une mafia *stricto sensu* qu'il s'agit au Kosovo ? Partant des définitions les plus strictes, voyons si les symptômes sont confirmés, ou démentis, par les faits vérifiés en notre possession.

²² Giorgio Bocca, *L'Enfer : enquête au pays de la mafia*, Payot, Documents, 1993.

II

Une vraie mafia ? Circonstances de son apparition

1. La « mafia albanaise » est-elle bien une vraie mafia ?

Plusieurs signes visibles montrent que la criminalité albanaise a atteint un haut degré d'organisation, de sophistication. Si ce stade n'est pas suffisant pour qu'on puisse parler de mafia, il n'en est pas moins éminemment nécessaire. Quels sont ces signes ?

- Une activité polycriminelle : les malfaiteurs albanais se livrent au trafic de stupéfiants, de migrants illégaux, d'armes, de véhicules volés, de cigarettes et d'alcool de contrebande. Ils s'adonnent au proxénétisme et au cambriolage à grande échelle, pratiquent les enlèvements contre rançon, les assassinats sur contrat, le piratage audio et vidéo, la falsification de documents officiels (visas, etc.) et le blanchiment d'argent criminel.

- Une impressionnante capacité à conduire des opérations transnationales hautement complexes.

Le transfert massif de migrants clandestins²³ des côtes albanaises à celles, toutes proches, de l'Italie est tout sauf spontané et anarchique. Suivant nombre de récits directs – et les meilleurs experts albanais et italiens – c'est au contraire une opération concertée, visant à faire des Pouilles un avant-poste criminel des Balkans dans l'Union européenne :

²³ Sur lequel nous revenons en détail plus bas, p. 57

– Au point de départ, les navires sont « réquisitionnés » par des équipes disciplinées et bien armées – et non par des hordes de malheureux paniqués ;

– Les passagers sont soigneusement sélectionnés sur la base de possibilités futures d'« entente »... et de leurs ressources en devises fortes ;

– À bord, l'ordre est assuré par des criminels en armes qui se volatilisent en vue des côtes italiennes.

La remarquable étude *Men of Purpose* (op. cit.) donne d'autres exemples de coopération internationale pratiquée par la criminalité organisée albanaise :

– Depuis l'Albanie, une société-écran sise en Albanie achète aux États-Unis, puis se fait livrer au pays, des coffres-forts, systèmes d'alarme et de sécurité perfectionnés. Par la suite, les experts en cambriolage de la bande viennent d'Europe et d'Amérique s'entraîner sur ce matériel « de démonstration » ;

– Toujours dans le domaine du cambriolage, les gangs spécialisés disposent d'équipes diversement qualifiées en fonction de la difficulté de la cible. Parmi celles-ci, des éléments d'élite dont les interventions s'accompagnent d'un luxe de sécurité et de protection.

• Une science consommée de la protection : d'autant plus intériorisée qu'à la disparition du régime communiste, les deux tiers des agents du très paranoïaque Guépéou albanais (la Sigurimi) ont fait l'objet de licenciements secs ; nombre d'entre eux rejoignant bientôt les clans criminels locaux. Ainsi ces individus avancent-ils tous sous couvert de pseudonymes, surnoms et fausses identités. Pire encore et selon leur origine locale, les montagnards albanais parlent des dialectes mâtinés d'argot que, même dans les vallées proches, leurs voisins ont peine à saisir. Cumulez ces difficultés (pseudos plus dialecte), puis imaginez le policier italien ou suisse devant décrypter le produit d'une écoute téléphonique...

Présentons maintenant des témoignages fiables de cette sophistication criminelle.

- Michael Lauber patron (en Suisse) de la lutte contre le crime organisé²⁴ : « Les Kosovars et les Albanais opèrent dans la plus grande clandestinité. Il est très difficile de leur arracher des renseignements lors des enquêtes car ils sont regroupés en petits clans hermétiques – presque des familles, comparables à l'ancien modèle de la mafia italienne. En outre, ils se montrent experts dans l'art d'utiliser les nouvelles technologies comme le portable et l'Internet ».

- Le député conservateur britannique Alan Clark révèle le 6 mai 1999 comment des magistrats de sa circonscription lui décrivent le système de défense des malfaiteurs albanais : ceux-ci disposent d'un collectif d'avocats payés au mois, se disent tous plus jeunes que leur âge réel en cas d'arrestation et, bien sûr, victimes du racisme et de la discrimination.

- Un officier du ROS italien (la section d'élite de la gendarmerie italienne, spécialisée dans les actions antimafia à haut risque)²⁵ : « Les Albanais du Kosovo sont parmi les trafiquants de drogue et d'armes les plus dangereux. Ces hommes sont déterminés, violents, capables du pire. Ils mobilisent en quelques heures une nuée d'hommes de main et disposent d'incroyables montants d'argent liquide. Pour se tenir en forme, ils cambriolent chaque nuit des domiciles et des commerces, en se déplaçant constamment d'une ville de Lombardie à l'autre ».

Mais si cette accumulation de faits et de témoignages révèle un haut professionnalisme criminel, elle ne permet pas encore de parler d'une mafia *stricto sensu*. Manquent les deux éléments décisifs, que voici :

²⁴ *Le Matin-Dimanche*, 15/08/1999.

²⁵ *Corriere della Sera*, 15/10/1998.

• **Une société clanique : « Kanun », honneur et vendetta**

En Albanie, et plus spécialement encore dans le nord montagneux du pays, survit de façon pourrait-on dire presque chimiquement pure – vu l'isolement constant du pays durant tout le XX^e siècle – la société clanique traditionnelle méditerranéenne, respectueuse d'ancestrales traditions d'honneur et de vengeance. Pour la plupart des mafias, ces règles et ces lois sont implicites, transmises oralement. Mais en Albanie le code d'honneur, ou « Kanun » est écrit et la brochure qui le présente est en vente dans les kiosques à journaux (voir en annexe, p. 119, le « Kanun (code) de Lek Dukagjeni »).

Cette société traditionnelle albanaise est en outre, et de longue date, fascinée par les armes à feu : « La fierté qu'a un éleveur de son troupeau et celle du collectionneur contemplant ses plus belles pièces ne sont rien, comparées à l'orgueil que ressent l'Albanais devant ses armes. Elles sont le gardien de son foyer, l'objet de son admiration. Elles lui assurent une gloire éclatante » (Un voyageur anglais dans les Balkans vers 1880)²⁶.

• **Une organisation complexe, une discipline de fer**

Arrivé à ce point, nous avons énuméré tous les éléments permettant de qualifier de mafia une organisation criminelle transnationale sophistiquée. Il en manque un seul, décisif ; à lui seul, il permet d'emporter la décision ou à l'inverse, disqualifie l'impétrant mafieux : celui du mode d'organisation. Car en effet, en Corse par exemple, une société clanique et une scène criminelle très active n'ont produit – faute d'un modèle organisationnel approprié, ou de la volonté de l'appliquer – qu'un *milieu* et pas une mafia.

Partons du socle de la pyramide : chez les criminels albanais, la cellule de base est une équipe de quatre à dix hommes, issus du même clan et du même village, souvent de la même famille biologique. Spécialisée dans un type précis d'activité criminelle (proxé-

²⁶ Noel Malcolm, *Kosovo, a Short History*, Macmillan, London, 1998.

nétisme, cambriolages, trafics divers, etc.) et le plus souvent très « professionnelle », l'équipe obéit aveuglément à un chef. Plusieurs équipes opèrent sur un territoire, dans un secteur donné. Dans l'émigration, la concertation de l'action des cellules de base est réglée par un officier de liaison-coordonateur qui opère le plus souvent sous couvert d'une activité culturelle ou folklorique.

Dans toute l'Europe, le diagnostic des policiers est le même : ces équipes vivent discrètement, sans attirer l'attention ; elles pratiquent systématiquement une contre-surveillance des forces de l'ordre. Les actions qu'elles montent ont souvent une précision militaire.

« Travailler » dans une cellule suppose d'appartenir à un clan criminel précis ; les conditions d'accès à ce clan criminel sont strictes, codifiées, ritualisées. Un code, le Kanun, un cadre biologique, la famille étendue. Une hiérarchie dans laquelle les liens du sang l'emportent sur ceux du mariage (voir p. 117 le glossaire des termes mafieux albanais). Par exemple, la coordination tactique, entre des équipes locales est confiée à un homme qui peut n'être entré dans le clan criminel que par mariage ; mais sur le plan stratégique, entre branches d'activité ou aires géographiques étendues et la direction criminelle sise au pays, le coordinateur appartient obligatoirement au clan par le sang et la famille biologique.

Au niveau intermédiaire, des sous-chefs contrôlent une zone géographique ou une branche d'activité. Selon le lieu et le moment, en souplesse et de façon décentralisée, les divers éléments du clan criminel agissent séparément ou s'unissent.

Au sommet un chef, assisté d'un conseil de direction qui fixe les grandes orientations et sert d'arbitre en cas de crise.

Au total, l'organisation est souple, flexible et évolutive. Dans le respect des traditions et de l'omerta, l'initiative personnelle y

est possible – recommandée, même ; inflexions et adaptations se font d'autant mieux que l'obéissance des troupes est assurée et le mépris des chefs pour la loi des pays dans lesquels ils opèrent, absolu.

2. Une distinction déterminante faite par les meilleurs experts italiens

À l'automne de 1999, la Direction des investigations antimafia (DIA) italienne transmet à ses autorités de tutelle un passionnant rapport de synthèse confidentiel intitulé *Importance stratégique et tactique des organisations criminelles albanaises*. Souvenons-nous que la DIA rassemble – et pour cause – les meilleurs experts des phénomènes mafieux, confrontés depuis des années aux familles criminelles les plus féroces, les plus intraitables de l'Union européenne. Des spécialistes de l'observation, de la pénétration – de la dissection, pourrait-on dire – des structures mafieuses et qui plus est, implantés de longue date sur le terrain, en Albanie même. Nul n'est plus qualifié qu'eux pour faire la différence entre une mafia, une vraie, et une simple bande criminelle.

Dans un texte d'une remarquable finesse d'analyse, les experts de la DIA signalent d'entrée de jeu un piège dans lequel ne pas tomber – et dans lequel la mafia albanaise entend bien nous faire choir le moment venu en nous poussant à confondre le désordre, le chaos régnant en Albanie même depuis une quasi-décennie et la réalité mafieuse de ce pays.

Pour la DIA en effet, rien ne serait plus faux de confondre la mafia albanaise avec « les groupes de pillards sillonnant le pays sans être inquiétés, groupes qui n'ont d'équivalent dans aucun pays européen »... Il s'agit ici d'une « multitude de bandes aguerries opérant au niveau local, non reliées entre elles, fonctionnant sous un régime de non-ingérence réciproque, sans que l'on puisse relever la présence [parmi elles] de cellules dominantes,

et se livrant à de purs et simples actes de pillage ». Des bandes « dont le fragmentation reflète la désagrégation sociale et politique de la nation [albanaise] ».

Or la mafia albanaise et ces bandes anarchiques ne se confondent pas. Pire : ces bandes gênent plutôt les mafieux locaux, hommes d'ordre préférant s'entendre avec des politiciens à leur solde et corrompre une police d'apparence répressive, que d'évoluer parmi des pillards menaçant leurs biens à eux, mafieux, et la quiétude de leurs familles (biologiques ou criminelles).

Et pourtant soyons-en sûrs : le jour où fatalement, le désordre albanais se résorbera ; le jour où un calme de façade régnera à Tirana, ce jour-là, les docteurs Tant-Mieux d'usage clameront la Bonne Nouvelle de la mort de la mafia locale. Or ce sera tout le contraire : le signe que cette mafia aura enfin imposé le calme à des voyous anarchiques, fauteurs d'un trouble préjudiciable au « business ».

Mais que disent les experts de la DIA de la mafia albanaise elle-même ? « Aujourd'hui, on peut parler d'une véritable mafia albanaise en évolution permanente ; elle se développe dans un contexte criminel pouvant effectuer des sauts qualitatifs notables. [...] Le niveau criminel actuel de la mafia albanaise ne trouve d'égal dans aucun pays du bassin méditerranéen, pas même la Turquie »...

- La mafia albanaise en Italie : « Elle y dispose d'un formidable réseau de complices et de soutiens, utilisés pour dénoncer les membres de groupes rivaux et favoriser les assassinats ».

- Implantation internationale ? « Les groupes [mafieux] albanais » opérant à l'étranger travaillent dans des conditions de parfaite sophistication criminelle et d'intégration territoriale dans les États où leurs membres sont implantés (Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Suisse)... Il y a « une parfaite osmose entre mafieux

albanais résidant en Italie et ceux vivant dans leur patrie d'origine»... Notons que certains clans mafieux albanais «mondialisés» ont leur direction hors de l'aire albanophone, en Turquie par exemple. C'est le cas du parrain Daut Kadriovski²⁷, longtemps établi à Istanbul. Sa «famille» est en affaires avec le milieu croate et expédie, par colis de quinze à vingt kilos, de l'héroïne à des «détaillants implantés en Europe, aux États-Unis (New York et Philadelphie) et jusqu'en Australie».

- Unité de la loi criminelle, concurrence sur le terrain : « Les groupes agissant en Italie opèrent dans un régime de concurrence et sont souvent en lutte les uns contre les autres, ce qui reflète les clivages existant en Albanie ».

- Centralisation des décisions : « Les homicides commis en Italie sont souvent la conséquence d'incidents survenus en Albanie au sujet de la répartition du marché italien, et donc européen, de l'héroïne ».

- Loi du silence : « Le caractère mafieux très prononcé des associations [criminelles] albanaises ressort également du comportement de ses membres après une arrestation. Jamais une révélation, pas même confidentielle, sur les caractéristiques du groupe d'appartenance. La réponse est immuable : ma famille [biologique] se trouve en danger en Albanie ».

- Finances et blanchiment : « Les groupes criminels albanais font montre d'une aptitude remarquable en matière de gestion financière et de capacités théoriques à effectuer un recyclage ».

Décidément, toutes les caractéristiques y sont. La cause est entendue. La criminalité organisée albanaise est une mafia – et de premier plan encore.

²⁷ En 1985, Kadriovski est arrêté en Allemagne avec quatre kilos d'héroïne mais s'échappe peu après de sa prison. Il est signalé en 1993 aux États-Unis, où il circule clandestinement.

Une mafia dont l'activisme va croissant dans sa base n° 1 en Europe, l'Italie. Début janvier 2000, la DIA publie un autre rapport, public celui-là, à l'intention des parlementaires. Il est intitulé *Vitalité de la mafia italienne, montée de la mafia albanaise*. Dans cette étude, celle-ci est qualifiée de « particulièrement agressive et déterminée » ; les experts soulignent qu'elle « a réussi à implanter ses réseaux et sa logistique dans les grandes métropoles du nord de l'Italie et sur la côte adriatique ».

En mars 2000 enfin, le chef de l'Unité criminalité étrangère de la DIA déclare : « Les gangs albanais présentent toutes les caractéristiques de la mafia : l'omerta, la violence, l'intimidation, des victimes, le strict contrôle du territoire et une structure hiérarchique ». les liens des mafias italiennes avec l'Albanie ? « Les mafieux italiens sont ravis d'entretenir des liens avec un pays qui est en train de devenir une Colombie aux portes de l'Europe ».

3. Sous nos yeux : comment est apparue la mafia albanaise

« La disparition du communisme dans la région, ainsi que la désintégration de la Yougoslavie, ont provoqué une augmentation de la criminalité dans les Balkans. Mais de tous les éléments criminels de la région, aucun n'a prospéré autant que les Albanais ».

Gus Xhudo, *op. cit.*

Qu'une mafia soit invisible ne signifie pas qu'elle n'existe pas. Il faut ici clairement distinguer une entité terroriste dont le fonctionnement est clandestin mais les actions (attentats, etc.) éclatantes ; et une société criminelle dont les activités sont elles-mêmes d'une totale et durable discrétion. Quoi de moins visible en effet que le trafic de stupéfiant en gros, que le piratage de

marchés publics ? Et quelles bourgades sont d'apparence plus calmes, plus paisibles que celles de l'ouest de la Sicile, Corleone en tête ?

C'est pourquoi la question de la genèse de la mafia albanaise, du moment de son apparition, se pose légitimement – et qu'il n'est pas si simple que cela d'y répondre. Cette question en suscite d'ailleurs une autre, plus vaste : quelles circonstances font qu'une société clanique fondée sur des valeurs d'honneur et de *vendetta* donne naissance à une mafia ? Car cette évolution n'est pas fatale – on l'a vu avec la Corse – ni même fréquente. La meilleure réponse qu'on puisse donner est : les circonstances sociales et historiques qui, de façon darwinienne, provoquent une mutation, brutale d'abord, suivie d'une criminalisation progressive. Une image botanique – presque un cliché – permet d'illustrer ce brusque sursaut : celle de ces graines enkystées, enfouies dans le désert parfois des décennies, et qu'une averse suffit à faire fleurir dans la nuit.

Dans le cas de l'Albanie, quelle est la genèse de cette éclosion criminelle ? Il nous semble qu'elle s'opère en trois étapes : d'abord préhistoire délinquante (jusqu'à la fin des années quatre-vingt), brusque constitution de familles mafieuses à l'orée des années quatre-vingt-dix, partant de clans anciens et déjà criminalisés ; enfin extension et professionnalisation tout au long de la décennie quatre-vingt-dix.

• Aux États-Unis

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les truands albanais travaillent le plus souvent pour d'autres mafieux, italiens, new-yorkais, turcs, etc. Mais en quelques années, plusieurs séries d'événements d'apparence hétéroclite se conjuguent aux États-Unis et dans les Balkans. Criminels, politiques ou historiques, ces événements poussent les criminels albanais, hier supplétifs ou domestiques, à prendre leur indépendance et à se « mettre à leur compte ».

Prélude aux États-Unis durant l'affaire dite de la *Pizza Connection*²⁸. Certes, elle se déroule pour l'essentiel à New York, et ses acteurs principaux sont des mafieux italo-américains ou siciliens (qu'en argot de Little Italy on appelle « *zips* »). Mais les obscurs et sans-grade de l'opération, les tueurs à gages anonymes, les convoyeurs de drogue ; ceux qui, dans les fameuses pizzerias, lavent la vaisselle et montent la garde durant les discussions sérieuses, sont le plus souvent albanais.

Car la communauté albanaise des États-Unis est proche des Italiens : Méditerranéens comme eux, élevés dans la culture de l'honneur du « respect » et de la vengeance comme eux encore. Ils se comprennent, se fréquentent et vivent souvent dans les mêmes voisinages, dans les États de New York, du New Jersey et du Connecticut. Mais au début des années quatre-vingt cette communauté albano-américaine (à l'époque de deux cent mille à trois cent mille personnes) ne recèle que de petites bandes peu organisées, vouées à un bas-de-gamme criminel : cambriolages, racket de bijouteries et de restaurants, hold-up, deal de rue. Plus ambitieux cependant, certains jeunes Albansais se mettent à fréquenter Little Italy – et finissent par être recrutés par des « soldats » des familles Gambino, Lucchese ou Genovese comme coursiers, livreurs de denrées illícites, ou même tueurs à gages. Signe de confiance inouï²⁹, Zef Mustafa, originaire du sud de l'Albanie, devient même dans sa jeunesse le chauffeur de Frank (« Frankie Loc ») LoCascio³⁰, à l'époque chef d'équipe dans la famille Gambino.

²⁸ Depuis la fin des années soixante-dix, une coalition de mafieux new-yorkais (la famille Colombo au premier plan) et siciliens importe par quintaux de l'héroïne turque aux États-Unis. L'argent est blanchi dans un réseau de pizzerias « en odeur de mafia » du nord-est du pays. En 1985, le FBI démantèle cette connexion mafieuse sous la double direction de Rudy Giuliani (plus tard maire de New York) et de Louis Freeh, l'actuel grand patron du FBI.

²⁹ Dans la mafia, le chauffeur du « boss » est le confident et souvent en réalité, le numéro 2 réel de la famille. Par la suite Zef Mustafa a repris son indépendance. Revenu au pays, il est devenu un important narcotrafiquant, actif en Europe du Nord, aux États-Unis et au Canada.

³⁰ LoCascio a été initié dans les années cinquante, du temps de Carlo Gambino ; sous John Gotti il est devenu chef d'équipe, puis sous-chef adjoint de la « famille » et dans les années quatre-vingt-dix, « *consigliere* » du « *capo* ». Il est condamné à la prison à vie pour meurtre en 1992.

Mais voici que se produit la mégarafle de la *Pizza Connection* : la répression frappe durement. Italo-Américains et *zips* adoptent un profil bas. Comme toujours en pareil cas, la mafia ordonne l'immersion profonde, se fait oublier. Qui pendant ce temps-là prend du galon, de l'assurance, accède à des postes plus stratégiques dans le narcotrafic – et rachète nombre des pizzerias compromises dans l'affaire pour en faire des clubs d'immigrés ? Des Albanais proto-mafieux, pour la plupart issus du quartier de Fordham, dans le Bronx.

Or ces truands albanais sont choqués par le « laxisme » de la nouvelle génération mafieuse italo-américaine. Déracinés et voyants, les John Gotti et consorts exhibent leurs maîtresses – donc ne « respectent » pas leur propre famille – et se confessent parfois aux journalistes, quand ce n'est pas – horreur ! – à la police, comme « Sammy the Bull » Gravano, sous-chef de la famille Gambino, devenu un « repent » célèbre. Dès la décennie quatre-vingt-dix, les sociétés criminelles albanaises implantées en Amérique du Nord n'éprouvent plus que du mépris pour ces Italo-Américains sortis de la tradition, et volent pour l'essentiel de leurs propres ailes.

• Dans les Balkans

À la fin des années quatre-vingt – dans les Balkans cette fois – l'histoire s'emballe : répression au Kosovo, éclatement de la Yougoslavie post-titiste, guerre en Bosnie-Herzégovine. Tout cela aux portes de l'Albanie, elle-même en plein dégel. Pour tous les criminels de toutes les communautés de la région, les opportunités sont immenses : trafic de migrants, d'armes, de prostituées, de stupéfiants, de voitures volées, etc. Mais aucun milieu criminel ne se développe autant, ne s'organise mieux que l'albanais.

Dans le trafic de l'héroïne, les choses vont si vite que les proto-mafieux albanais disputent bientôt leur position dominante aux mafieux turcs. Il faut dire que le Triangle d'or albano-phone (nord de l'Albanie, sud du Kosovo, ouest de la Macédoine)

est idéalement situé au cœur des Balkans – et à l'orée même de l'Union européenne. Le déplacement de puissance déjà observé en Amérique latine, des cartels colombiens affaiblis vers leurs homologues mexicains, s'opère aussi en Europe du Sud-Est, au dépens des Turcs et au profit des familles albanaises désormais structurées – et riches.

Riches en dollars bien sûr, mais aussi en ressources humaines. Début 1992, le parti démocratique albanais de Sali Berisha arrive au pouvoir à Tirana. Or Berisha, d'une timidité de violette dès qu'il s'agit de réprimer le crime, purge implacablement l'armée, la police et les services spéciaux de tous les (nombreux) séides du défunt régime stalinien. En quelques mois, les deux tiers des cadres de la Sigurimi (le Guépéou local), surtout de jeunes officiers, se retrouvent à la rue sans le sou. Pas pour longtemps : les « familles » mafieuses les payent grassement pour leur organiser des centres de commandement et de communication – entraîner leurs « soldats » et les doter d'une discipline militaire. Possédant les dossiers de la défunte police secrète d'Enver Hoxha, ces ex-sigurimistes sont aussi fort utiles pour faire chanter politiciens et fonctionnaires du nouveau système.

Dès la fin 1992, à l'intérieur du pays, dans l'aire balkanique, comme à l'international, la mafia albanaise est en ordre de bataille. Hier dispersée et désorganisée, la voilà prête à investir le « marché » européen – pour commencer, car n'oublions pas qu'elle dispose de bases sérieuses en Amérique du Nord. Intacte, encore invisible, elle ne tarde pas à rouvrir la route sud des Balkans.

III

Les clans albanais et l'héroïne : une genèse déjà longue, un travail méthodique

C'est une enquête publiée dans le *Wall Street Journal* du 9 septembre 1985, donc à l'époque de la *Pizza Connection*. En détail, le journaliste révèle que les gangs albanais sont l'élément clé de la route des Balkans ; à l'époque l'héroïne y est acheminée d'Istanbul à Belgrade et de là, en Europe occidentale.

Et jusqu'aux États-Unis. Toujours selon le WSJ, il y a alors cent mille Albanais dans l'agglomération new-yorkaise, d'autres communautés plus restreintes étant établies dans la banlieue de Detroit, dans le Massachusetts et l'Illinois. Au sein de cette émigration très fermée, des bandes criminelles prolifèrent. Déjà, elles importent de 25 % à 40 % de l'héroïne consommée dans le nord-est de l'Amérique.

Au cœur du trafic, l'agence de voyage Theresa Worldwide sise à Staten Island (l'un des cinq bourgs de New York). Son patron officiel et l'homme qui le « protège » sont tous deux Albanais. Ce dernier s'appelle Xhevedet Lika dit « Joey Lik » ; pour le FBI et de 1979 à 1985, l'homme a importé par le seul canal de Theresa Worldwide, plus de cinquante kilos d'héroïne.

« Joey Lik » est arrêté, jugé et finalement condamné à la prison à vie pour narcotrafic, meurtres et racket. Mais son procès sème l'épouvante chez les magistrats : les témoins y sont publiquement menacés de mort et – du jamais vu à New York, pourtant fief mafieux

n° 1 en Amérique – la rumeur criminelle rapporte qu'un « contrat » de 400 000 dollars a été mis sur la tête du procureur ! Indigné, le juge de la cour fédérale de Manhattan finit par déclarer que le comportement du clan Lika « traduit le mépris le plus accablant de la vie humaine qu'il lui ait été donné de voir ». On imagine l'admiration silencieuse des Genovese, Gambino et autres Colombo...

En Europe occidentale maintenant, le déploiement des clans albanais date du tout début de la décennie quatre-vingt-dix. En voici les principales étapes, à travers les grandes affaires de stupéfiantes par divers services de police et instances de répression du continent.

La première grande enquête sur les narcos albanais se fait en Suisse, en 1992 : une rafle de plus de trois cents personnes. Mais l'opération ne résout rien : deux ans plus tard, Bernard Soldini, numéro 2 de la brigade des stupéfiants de Lausanne, déclare : « Nous avons d'énormes problèmes avec les Kosovars et les Albanais : 70 % de l'héroïne importée en Suisse provient de la filière albanaise ».

En 1993, les organismes de surveillance des mouvements internationaux de capitaux remarquent un brusque afflux de milliards de dollars (par an) en devises diverses, d'Europe vers des familles albanaises du Kosovo, de Macédoine ou d'Albanie. Ce sont théoriquement (et réellement pour partie d'ailleurs) des « envois de travailleurs expatriés ».

En mai 1994, après un an de préparation, les polices italiennes de la FYROM (Former Yugoslav Republic Of Macedonia) montent une grande opération visant les narcos albano-macédoniens : quarante-deux kilos d'héroïne sont saisis.

En juin 1994, une grande enquête de l'*International Herald Tribune*³¹ révèle que des clans albanais du Kosovo et de Macédoine

³¹ En partie fondée sur une étude de l'Observatoire géopolitique des drogues.

(implantés à Pristina, Skopje, Shkoder et Kumanovo) échangent de l'héroïne contre des cargaisons d'armes en vue d'un futur conflit au Kosovo. Un troc qui implique aussi des clans criminels d'Arménie, de Géorgie et des séparatistes abkhazes³².

En France maintenant. En novembre 1994, dix-huit kilos d'héroïne turque sont saisis à Annecy ; leur possesseur Agim Malicia (déjà condamné en Suisse pour narcotrafic) dirige une équipe de six autres Kosovars demandeurs du statut de réfugié et récipiendaires du RMI. Dans ce cas, la « tête de réseau » se trouve en Suisse.

Le 1^{er} novembre 1994, grande enquête dans le quotidien britannique *The Guardian*. Elle dépeint les narcotrafiquants albanais du Kosovo comme « parmi les plus puissants d'Europe. [...] Ils dominent le trafic d'héroïne des Albanais en Europe. Les portes leur sont ouvertes, car ils sont considérés comme des réfugiés politiques fuyant l'oppression serbe et les communautés de réfugiés en Suisse et en Allemagne leur fournissent des bases d'opération parfaites. »

En juin 1995, une grande rafle sur la région Bretagne (Rennes, Nantes, Brest, Quimper) permet au SRPJ (Service régional de police judiciaire) de Rennes d'interpeller cinquante trafiquants et complices (dont vingt-cinq albanais à la tête du réseau) et de saisir un kilo d'héroïne, 450 000 FF d'argent liquide et des biens volés (bijoux, matériel hi-fi, montres, etc). Classiquement les malfaiteurs albanais sont « réfugiés politiques », touchent le RMI plus d'autres prestations sociales et familiales – tout en roulant en BMW, Mercedes et Porsche.

En 1996, autre grande opération antinarcos en Suisse. Sur soixante-treize individus interpellés, trente-deux sont des Albanais

³² Cherchant à constituer un foyer national à partir de leurs territoires du nord de la Géorgie.

du Kosovo et seize de Macédoine. Cent quarante-huit kilos d'héroïne et 750 000 FS sont saisis.

Deux rapports internationaux importants dans le domaine du crime paraissent en 1996. Tous deux soulignent l'importance croissante de la mafia albanaise :

- National Narcotics Intelligence Consumers Committee (NNICC), États-Unis, organisme produisant analyses et synthèses proche de la DEA : « Des organisations de narcotrafiquants composées d'Albanais du Kosovo sont les secondes, juste après les organisations turques, pour ce qui est du trafic d'héroïne le long de la route des Balkans. [...] Les narcotrafiquants kosovars sont connus pour leur violence et leur implication dans le trafic international des armes ». Une mafia albanaise active, précise encore le NNICC, en Bulgarie, en Macédoine et au Kosovo.

- Commission de prévention du crime (Nations unies, Vienne) : « Le centre de commandement des criminels albanais opérant en Autriche se trouve dans la région du Kosovo, en Yougoslavie. Leurs activités principales sont le trafic de stupéfiants, la prostitution, le trafic d'armes et les atteintes à la propriété ».

Janvier-mars 1997 : insurrection en Albanie. Deux mille morts³³, « disparition » d'une centaine de milliers de passeports vierges (revendus 100 dollars pièce), vol systématique des bouteilles d'oxygène des hôpitaux pour alimenter les chalumeaux des perceurs de coffres-forts...

Et surtout, pillage des arsenaux. À une conférence d'Interpol à la fin de l'année, le délégué albanais estime « qu'environ six cent mille armes de tous types ont été pillées au printemps 1997 », dont cinq cent mille ne sont pas récupérées fin 1998. Se sont notamment volatilisés : trente-huit mille armes de poing, deux

³³ Voir en annexe, p. 123 Albanie, repères politiques.

cent vingt-six mille Kalachnikovs, vingt-cinq mille mitrailleuses, deux mille quatre cent cinquante lance-roquettes antichars, trois millions cinq cent mille grenades, vingt-quatre *millions* de détonateurs et trois mille six cents tonnes d'explosifs... Un rêve de terroriste, un paradis pour armurier de la mafia. Bien sûr, les émeutiers ne sont pas tous des mafieux (voir plus haut, p. 36 « Une distinction déterminante faite par les meilleurs experts italiens »), mais seul le crime organisé a les moyens durables de stocker, exporter et commercialiser – ou utiliser pour ses besoins propres – de telles quantités d'armes de guerre.

En mars 1997, un magistrat en poste à la Direction nationale antimafia italienne³⁴ souligne les « liens confirmés et organiques entre les Albanais commettant crimes et délits en Italie et les mafias « historiques » Cosa Nostra, Camorra, Ndrangheta et Sacra Corona Unita », et encore « la remarquable capacité à s'organiser des bandes criminelles albanaises, dotées de structures hiérarchiques à base familiale et de type pyramidal », ainsi que « l'usage systématique et parfois inhumain de la violence par ces criminels ».

En avril 1997, le rapport annuel du Département d'État américain signale la présence en Albanie de laboratoires de production d'héroïne et souligne que les fameuses « pyramides financières » albanaises³⁵ « ne sont qu'un écran, dissimulant un blanchiment massif de narcodevises ».

Nancy, novembre 1997 : démantèlement d'un réseau de demandeurs d'asile (Albanais pour la plupart) pratiquant le trafic de stupéfiants et la prostitution (souvent de mineures) en Lorraine.

³⁴ « L'exode des clandestins albanais est une affaire juteuse pour les mafias italiennes », *Le Monde*, 25/03/1997.

³⁵ Châteaux de cartes financiers créés en Albanie en 1992 par des escrocs ou des mafieux (ou les deux à la fois...). Ces pyramides nommées Vefa, Sylva, Cenaj, Gallica ou encore Kamberi promettaient à leurs souscripteurs des retours sur investissement de 10 % par mois et plus. Elles s'effondrent au tout début de l'année 1997, provoquant une insurrection armée qui fit deux mille morts.

Roméo Ferraj, vingt-neuf ans est le chef d'équipe et bien sûr, « réfugié politique ».

En décembre 1997, une réunion internationale spéciale se tient à Lyon, au siège d'Interpol, sur le thème des « Organisations albanaises impliquées dans le trafic d'héroïne transitant par la route des Balkans ».

En avril 1998, à Lyon, démantèlement d'un réseau de narco-traffic turco-albanais opérant en France, Italie et Allemagne. À la fin de l'année, neuf Albanais du réseau écopent de deux à six ans de prison.

En mai 1998, un important « parrain » kosovar, Musa Rifat Selmani, du village de Pozarenje, est condamné à vingt ans de prison pour avoir introduit quatre cent soixante-cinq kilos d'héroïne en Suisse de 1992 à 1995. Ce mois-là, la police italienne renouvelle l'opération Macedonia (voir plus haut, mai 1994). Quarante kilos d'héroïne turque saisis.

Fin 1998, Interpol signale l'arrestation cette année-là de cent trente-cinq Albanais du Kosovo pour trafic de stupéfiants en Europe occidentale, dont soixante en Espagne. En possession de ces malfaiteurs : deux cent vingt-quatre kilos d'héroïne, neuf kilos de cocaïne, trois mille cent kilos de cannabis.

Enfin en janvier 1999 – et de retour dans l'actualité – une filière albanaise classique, c'est-à-dire pratiquant une doublette proxénétisme plus narcotrafic, est démantelée à Rennes³⁶. Trente-cinq malfaiteurs et complices sont interpellés, de l'héroïne, du cannabis et de l'ecstasy sont saisis.

³⁶ Même pratique à Nancy, où (en mai 1999) « l'argent de la prostitution servait au réseau albanais à alimenter un vaste trafic d'héroïne ».

IV

Une « Sicile balkanique » : la mafia albanaise en ses fiefs

À quoi peut bien ressembler un pays européen sous la coupe d'une mafia ? En Europe occidentale, on envisage mal une telle situation. En Sicile, en Calabre, à Naples, un semblant d'ordre règne encore ; l'État-nation n'a pas complètement démissionné. Mais en Albanie et dans toute l'aire albanophone des Balkans, la situation est quasi inimaginable pour l'Européen moyen. Car la conjugaison de l'omerta (loi du silence) des uns et le mutisme gêné des autres, fait que la réalité criminelle régionale est mal connue. Restent quelques brèves publiées un jour dans les quotidiens – et oubliées le lendemain – quelques confidences faites par des Albanais (hors de leur pays...). Elles viennent, telles un éclair dans la nuit, révéler quelques secondes un paysage incroyablement chaotique et dangereux.

Durant l'été 1999, l'OSCE ferme ses bureaux de Tropoje, tout au nord de l'Albanie, à la frontière du Kosovo. Deux de ses employés y ont été assassinés – à l'époque, souvenons-nous que le programme européen MAPE (Multinational Advisory Police Element) est en place (Tirana et Durres) depuis mai 1997. Depuis lors, la communauté internationale a tout fait pour endiguer la criminalité organisée en Albanie même : un plan en trois points a été conçu pour « remettre la police albanaise en état de marche ». Pour l'*International Police Review*³⁷ cela consiste à lui donner des moyens financiers et techniques, à développer ses contacts internationaux et, enfin, à lui fournir les modèles appropriés. De son côté, le FBI a

³⁷ Janvier-février 2000.

ouvert un bureau à Tirana, ville dans laquelle la justice italienne dispose aussi d'une équipe de magistrats à demeure.

Mais au début de l'année 2000, les résultats sont décevants. En décembre 1999 par exemple, le ministre de l'Ordre public albanais se présente à la frontière grecque dans sa voiture de fonction. M. Spartak Poci se rend en visite officielle à Athènes, pour parler sécurité dans les Balkans. Au passage de sa Mercedes noire, une alarme se déclenche. Le véhicule (dont les numéros de moteur et de châssis ont été maquillés) a été volé au début 1999 en Italie. Le ministre n'a pas élevé d'objection. Il est rentré en Albanie en avion.

Dans la zone albanophone de la Macédoine, c'est pire encore. La chape de plomb mafieuse est si lourde que rien ne filtre. À peine sait-on que les directions de plusieurs gros clans mafieux sont installées dans ce secteur, à Tetovo, ou à Racinovo, localité proche de Skopje, la capitale du pays. En novembre 1999, un réseau albanais a été démantelé à Skopje ; il importait du Pérou de la cocaïne diluée dans des bouteilles de vin rouge. Une drogue destinée aux marchés locaux : Macédoine, Albanie, mais aussi à la République tchèque.

Des sources policières européennes signalent aussi la production d'amphétamines (et même d'ecstasy) dans la zone macédonienne sous contrôle mafieux albanais. Des laboratoires seraient installés dans des villages de montagne, près de la frontière du Kosovo. Des soldats américains implantés en Macédoine seraient impliqués (consommation et même trafic).

À Racinovo, quatre policiers macédoniens ont été abattus le 12 janvier 2000, en plein jour, en pleine rue. À cette occasion, un porte-parole officiel a lâché du bout des lèvres que la ville était « un repaire du trafic d'armes et de drogue ».

Mais l'Albanie elle-même ? Mais le Kosovo ?

1. Scène du crime 1 : en Albanie, depuis la libération du pays

10 janvier 2000 : au centre de Tirana, un règlement de comptes ordinaire. Trois hommes de vingt à vingt-cinq ans sont abattus par des rafales d'armes automatiques. Les tueurs s'enfuient en voiture sans être inquiétés. Ce sont des représailles ; trois autres mafieux ont été mitraillés au même endroit fin décembre 1999. Il faut dire que Tirana abrite, hormis sa mafia autochtone, une sorte « d'ONU criminelle » : *capi* de la Sacra Corona Unità italienne (la mafia des Pouilles), parrains russes, bulgares et roumains, actifs dans les domaines du blanchiment, de la prostitution et du trafic de véhicules.

Encore s'agit-il de la capitale du pays, où s'agitent une multitude d'ONG et d'experts d'instances de répression étrangères (comme on l'a vu plus haut), s'ingéniant toutes à sécuriser l'Albanie. Mais le reste du pays est bien pire.

À l'échelle nationale et au-delà, dans l'aire albanophone des Balkans – ce malgré une omerta féroce – les noms des familles mafieuses, des clans criminels structurés et transnationaux pratiquant à grande échelle trafic d'héroïne et de cocaïne, racket, vol et trafic de véhicules commencent à circuler : les Genovese, Gambino, Bonanno, Colombo et Lucchese albanais s'appellent (entre autres) Hasani, Dzelijli, Fteja, Keka, Mehmedovic et Cakoni.

- Le nord du pays ? C'est le far-west américain à la fin du XIX^e siècle – mais aussi le flanc occidental du « Triangle d'or » balkanique (voir carte, p. 12). Des plantations de cannabis y ont été détectées en 1999 dans les montagnes de la région de Puka.

- La côte adriatique (étape entre le Proche-Orient et l'Union européenne) s'est spécialisée dans le trafic de migrants clandestins vers l'Italie, et dans le narcotrafic. La ville de Vlorë (une

agglomération de plus de cent mille habitants, le second port d'Albanie) est sous la coupe du parrain Myrteza Caushi dit « Zani », naguère incarcéré en Grèce pour narcotrafic et dont la bande armée a conduit (début 1997) l'insurrection locale. Ce farouche partisan de l'économie de marché ne méprise cependant pas les fonctionnaires de son pays : « Des voitures de luxe, Mercedes 600 et BMW derniers modèles remplies d'hommes en armes sillonnent à tombeau ouvert les rues de Vlorë sous le regard indifférent de policiers dont le niveau de vie a ces derniers temps considérablement augmenté grâce à de généreuses commissions »³⁸.

Trois jours après la dépêche de l'AFP, un reporter du *Figaro*³⁹ interroge le chef de la police de Vlorë, le colonel Arden Zylytari, qui déclare : « Nous contrôlons la situation. En un mois, j'ai mis à pied deux policiers. Une enquête est en cours ». Suit la réaction de Hashim (un passeur), qui éclate de rire. « Il [le chef de la police] a probablement viré les deux seuls flics honnêtes, » ironise-t-il...

Toujours dans la région de Vlorë

- En janvier 1999 à Vlorë, une opération policière conjointe albanais-italienne permet la saisie de six vedettes rapides servant au trafic vers les Pouilles (migrants clandestins, cigarettes, stupéfiants). Six trafiquants sont également interpellés. Le lendemain, le clan mafieux concerné bloque la route de Vlorë, capture un dirigeant de la police venu négocier, conduit *manu militari* ce dernier, M. Sokol Kociu, vers le quai où sont gardés les vedettes, les récupèrent, puis libère enfin le policier. Réactions ultérieures de la police albanaise : néant.

- Pendant la guerre des 78 jours, les camps de réfugiés de la région de Vlorë, sous « protection » italienne, sont régulièrement

³⁸ Agence France-Presse, 23/05/1999.

³⁹ *Le Figaro*, 26/05/1999.

pillés par des bandes armées du cru (parmi lesquelles, des policiers en uniforme) sans que les militaires-protecteurs ne bougent...

- En juillet 1999, on arrête dans le port de Durres Giuseppe Muolo, chef du clan Muolo de la Sacra Corona Unita, qui règne sur la région de Monopoli dans les Pouilles. Il réside dans la villa d'un mafieux albanais, avec système de sécurité hi-tech, gardes du corps, etc. La justice italienne le recherche pour meurtres, extorsion de fonds et – plus pittoresque – « dissimulation de cadavres ».

- En 1999, on signale des plantations de cannabis dans la région de Kalarat (à quatre-vingts kilomètres de Vlorë).

En janvier 2000, le scandale des camps de réfugiés de Vlorë s'amplifie en Italie. Pour la presse et lors de la guerre des 78 jours, les dirigeants dans ces camps de la Mission Arc-en-ciel, une ONG humanitaire italienne, étaient de mèche avec un parrain local, Rhami Isufi. Avec à la clé les conséquences fatales d'une telle association : prostitution, marchés truqués et disparition de fonds importants.

- Le sud de l'Albanie n'est pas plus sûr. Girokaster sert de base arrière au milieu grec, notamment pour le trafic de cigarettes, de cannabis, et la traite des Blanches vers la Grèce. Saranda⁴⁰ et Korca sont d'autres fiefs criminels, dans une région demeurée durant (au moins) tout le premier semestre de 1997 sous le contrôle exclusif de bandes criminelles surarmées. Ici, dans le sud, déclare alors à un journaliste⁴¹ un voyou local se présentant sous le nom de Shaban Dokaj : « Les armes font la loi et la mafia tient les armes ».

Depuis 1992 et toujours dans la moitié méridionale de l'Albanie, la culture du cannabis a explosé ; elle se ferait maintenant sur

⁴⁰ Fin août 1999, trois Albanais et deux Irakiens sont arrêtés à Athènes, en possession de trois cent quarante-six kilos de haschisch, d'une kalashnikov, de deux armes de poing et d'une grenade. Le cannabis a été cultivé à Saranda.

⁴¹ « Criminals Rule in Southern Albania », *Seattle Times*, 21/03/1997.

« des centaines d'hectares ». En témoigne l'augmentation des saisies de la police locale ⁴² (pourtant timide...) :

1994 :	92 kg
1995 :	482 kg
1996 :	1449 kg
1997 :	7389 kg
1998 :	2000 kg (janvier-avril)

Ces récoltes sont protégées par des professionnels : en janvier 2000, un agent de la police secrète albanaise et deux militaires sont interpellés à Elbasan, alors qu'ils convoient et « sécurisent » une cargaison de quatre cents kilos de cannabis destinée au marché grec (où le haschisch se vend 50 dollars le kilo au prix de gros).

Plus grave encore : depuis 1995 et dans la région de Chimarra (proche de la Grèce) des plantations de pavot ont été signalées – tandis que des rumeurs insistantes font état de la présence de laboratoires d'héroïne en Albanie.

Enfin, la pureté de la cocaïne vendue en gros par les mafieux albanais a frappé des experts européens, qui se demandent désormais si l'hydrochlorure de cocaïne (les blocs translucides réduits en poudre et « sniffés » par les toxicomanes) n'est pas raffinée par des laboratoires implantés dans l'aire albanophone des Balkans, avec de la cocaïne-base importée d'Amérique latine.

• Une spécialité criminelle albanaise : le trafic d'êtres humains

La prostitution

Début mai 1999, Mme Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés, accuse « diverses mafias » d'Albanie de contraindre à la prostitution de jeunes réfugiées kosovares : « Des

⁴² Dernières données disponibles. Source : Interpol local.

filles séduisantes sont emmenées et données à des trafiquants. Beaucoup sont envoyées en Italie». Un scandale dénoncé par les réfugiés eux-mêmes⁴³ : « Tout le pays est tenu par la mafia... Des proxénètes enlèvent les jeunes filles pour les envoyer en Italie. J'ai honte d'être Albanais ».

Selon des religieux italiens implantés à Vlorë, ce sont souvent des policiers albanais qui enlèvent les jeunes filles dans les camps – ou les achètent à leurs parents – et les emmènent « on ne sait où ». Un trafic qui porte sur « des milliers de femmes », selon des éléments fiables de la police locale. « On ne sait où » ? La justice belge le sait, elle⁴⁴ : vers des « centres de formation à la prostitution » évoqués par de jeunes prostituées (elles-mêmes souvent mineures, et presque toujours enlevées ou contraintes) opérant à Gand et Bruxelles. Selon les magistrats belges, la police albanaise connaîtrait au moins trois de ces sinistres « centres de formation » en Albanie même. Une fois « formées » les jeunes femmes sont « vendues » et vont travailler à Londres, Hambourg ou Paris⁴⁵. Selon leur beauté, leurs dons pour les langues étrangères et leurs aptitudes professionnelles, leur prix de vente à la fin 1999 allait de 10 000 à 15 000 FF.

Le trafic de migrants clandestins

Ce trafic ne concerne pas uniquement des migrants issus des Balkans, mais aussi des Kurdes, des originaires du sous-continent indien, des Philippins et même des Chinois.

Les départs se font de la région de Vlorë ville dans laquelle opèrent une trentaine d'équipes de passeurs, de cinq ou six hommes chacune, évoluant à partir de la presqu'île voisine de Karaburun. Ou encore depuis Ulcinj, port d'Albanais du sud du

⁴³ *Libération*, 12/05/1999. Le réfugié interviewé a rejoint l'Albanie pour s'enrôler dans l'UCK et en est revenu échaudé.

⁴⁴ *Le Soir*, 24/11/1999 et 11/12/1999.

⁴⁵ *Sunday Times*, 16/05/1999.

Monténégro. Les vedettes ou Zodiac rapides conduits par les contrebandiers (*scafistî*), sont contrôlés par des familles mafieuses albanaises ; elles transportent une trentaine d'émigrants par rotation, à 90 km/heure. Ces vedettes franchissent le détroit d'Otrante (soixante-dix kilomètres) en une heure et demie par mer calme, pour toucher enfin la côte des Pouilles. Les meilleures nuits, le *scafo* peut faire deux rotations.

Au plus fort de la vague d'émigration clandestine des Kosovars vers l'Europe (mai 1999) les observateurs de l'OSCE à Vlorë estiment que quatre cents personnes passent chaque nuit en Italie, à partir de ce seul point de départ. Résultat « Plus de dix mille Kosovars déferlent clandestinement chaque mois sur l'Europe »⁴⁶. Un *scafo* rapporte en moyenne (fin 1999) 200 000 FF par mois, tous frais payés et fait vivre une dizaine de familles (biologiques) en Albanie même. Le pilote touche 8000 FF *par nuit* et l'accompagnateur armé, 5000 FF. Au même moment, le salaire d'un fonctionnaire albanais est en moyenne de quelque 400 FF *par mois*...

À la fin 1999, le coût du passage (pour deux tentatives en cas d'échec de la première) était de quelque 7000 FF, la moitié pour un enfant. L'arrivée est plutôt brutale : les clandestins sont poussés dans les basses eaux, non loin de la côte. Et si un garde-côte italien serre le *scafo* d'un peu près, les mafieux albanais jettent un enfant à la mer « ce qui oblige la vedette à s'arrêter pour le recueillir »⁴⁷... Sur la côte des Pouilles, les migrants récupérés par des guides de la mafia italienne locale (Sacra Corona Unità, qui perçoivent pour ce service quelque 1500 FF par « client ») puis conduits à proximité des grandes villes de la région.

⁴⁶ Agence France-Presse, 23/05/1999. Les garde-côtes italiens disent avoir repéré treize mille cent dix-huit clandestins sur les côtes des Pouilles de janvier à juillet 1999. Mais combien sont passés sans être vus ?

⁴⁷ « Desperate Kosovo Refugees Are Preyed upon by Smugglers – and Worse », *International Herald Tribune*, 25/05/1999.

Bilan des carabinieri italiens pour l'année 1999 : cinquante-six mille clandestins arrivés d'Albanie sur les côtes des Pouilles, ayant chacun payé entre 3000 et 7000 FF pour le passage. Soit une manne de 168 à 390 millions de FF.

• Plus grave encore : le contrôle des émigrants officiels

Vous souvenez-vous du printemps 1999 ? Pour Tony Blair, le Kosovo avait été « transformé en abattoir ». Le ministre américain de la Défense s'alarmait de la disparition de « cent mille hommes en âge de porter les armes »⁴⁸. La télévision nous montrait chaque jour – avec quelle émotion ! – la pauvre marée humaine de réfugiés. Extraits des affreux camps de transit de la frontière albanaise, des familles misérables, crottées, vieillards prostrés et enfants en larmes, finissaient un jour par s'envoler pour un pays d'accueil, loin de la guerre, loin du chaos des Balkans. Les réfugiés arrivés en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, c'était la cérémonie d'accueil, souvent dans une salle des fêtes. Des personnalités politiques ou humanitaires y allaient de leur discours. Le Kosovo de demain ? Une société ouverte, démocratique, pluriethnique... Droits humains, égalité... Enchantés, des réfugiés reposés et habillés de neuf agitaient de petits drapeaux en criant gentiment (et selon le cas) « Vive la France ! Vive la Suisse ! vive l'Amérique ! ». Toutes les télévisions étaient là, bien sûr.

La réalité, elle, était plus sinistre. Mais voilà : en Europe aujourd'hui, il est malséant de parler de ce qui fâche, de démentir les images d'Épinal télévisuelles. Alors la note d'Europol⁴⁹ (l'office de coordination policier européen sis à La Haye, au Pays-Bas) du 31 juillet 1999, intitulée *Impact of Kosovo Conflict on the EU, as far as Organised Crime is Concerned* est restée confidentielle,

⁴⁸ Blair à la télévision britannique le 24/04/1999 ; Cohen sur CBS le 16/05/1999.

⁴⁹ Sur le statut et les missions d'Europol, v. *Le Crime organisé*, Xavier Raufer et Stéphane Quéré, Que Sais-Je N° 3538, Presses Universitaires de France, Paris 2000.

« For Law Enforcement Only », réservée à l'usage policier. Pas la peine d'inquiéter le bon peuple. Précisons qu'Europol a accès à la plupart des données secrètes recueillies par les polices de l'Union européenne dans leurs pays d'origine, mais aussi là où elles opèrent, donc au Kosovo.

Précision nécessaire, car ce qu'affirme, détails à l'appui, cette note dans son point 2 (« Crisis Following the War, Current Information ») est terrible : selon elle, la majorité des réfugiés partant pour un pays d'accueil durant la guerre des 78 jours a été sélectionnée avec soins par la mafia albanaise. Comme par hasard, lesdits réfugiés ont, en grande majorité, choisi de rester dans leur pays d'accueil : fin août 1999, la Gendarmerie royale révélait ainsi que sept mille cent trente-cinq Albanais du Kosovo s'étaient réfugiés au Canada au printemps 1999, mais que seuls neuf cents de ceux-ci avaient accepté de retourner chez eux. Tous les autres s'étant évaporés dans la nature...

On voit d'ici l'intérêt stratégique de cette implantation (fournie, en sus, à titre gracieux) pour des mafieux. Ce que confirme la note d'Europol, pour qui la distribution des stupéfiants de la mafia albanaise est le fait de « groupes d'Albanais du Kosovo s'étant établis dans plusieurs États membres de l'UE ». Parallèlement, la même note signale aussi « une forte augmentation de l'immigration clandestine kosovare vers l'UE » depuis le début de 1999. Émigration qui s'appuie sur « des groupes criminels bien organisés ».

2. Scène du crime 2 : au Kosovo, avant et après la guerre des 78 jours

« La mafia albanaise est de retour en force. À Pristina, les jeunes femmes ne sortent plus le soir, de peur d'être enlevées et prostituées. L'usage des stupéfiants explose chez les étudiants : les dealers sont revenus. La dernière semaine de novembre, il y a eu vingt-deux meurtres, dont plusieurs exécutions sommaires. »

Avant et durant la guerre, les Kosovars affirmaient que le Kosovo ne deviendrait pas une seconde Albanie, corrompue, anarchique, soumise au revolver et au gang. Mais le Kosovo ressemble toujours plus à l'Albanie... Les gangsters y ont occupé tout l'espace libéré par la lenteur des Occidentaux. »

Timothy Garton Ash⁵⁰

L'activité criminelle – mafieuse, même – n'est pas nouvelle au Kosovo. Dans sa phase la plus récente et la plus visible, elle s'épanouit vraiment à partir des années quatre-vingt-dix, quand des criminels kosovars s'établissent en Albanie, où ils rachètent des entreprises bradées par le régime post-communiste de Ramiz Alia d'abord, puis de Sali Berisha, dans une ambiance de foire d'empoigne⁵¹. Ces sociétés leur permettent des activités de couverture ou le blanchiment d'argent criminel. Et dans leurs locaux, ils peuvent stocker des marchandises illicites, à proximité de leur fief du Kosovo.

Un fief où l'activité de la police yougoslave se déploie alors surtout dans le domaine « politique » de la lutte contre les forces indépendantistes kosovares. Ainsi les malfaiteurs ont-ils le champ à peu près libre et la province devient peu à peu la plaque tournante régionale de tous les trafics : cigarettes, héroïne, voitures volées, prostitution, etc.

D'autres gangsters kosovars obtiennent le statut de réfugié politique en Europe, ou bien se livrent à un échange de passeports yougoslaves avec leurs « collègues » d'Albanie. Ce pays libéré du joug stalinien, ses ressortissants ont en effet perdu en Europe le si commode statut de réfugié politique. Contre un document d'identité yougoslave qui lui rend sa qualité de victime, le malfaiteur albanais doit jouer la « mule », c'est-à-dire le convoyeur d'héroïne vers l'Europe occidentale.

⁵⁰ « Anarchy and Madness », *New York Review of Books*, 10/02/2000.

⁵¹ Voir « Freedom for Albanians Brings Wave of Crime », *The Sunday Times*, 22/03/1992.

Avant la guerre des 78 jours, le Kosovo connaît aussi un important trafic d'armes de guerre, vendues par les mafieux turcs. Ainsi, durant l'été 1998, la Kalashnikov se vend elle, selon son état, de 700 à 1700 DM (env. 2300 à 5500 FF), l'arme de poing de 400 à 700 DM (env. 1300 à 2300 FF) ⁵².

Dès la fin de la guerre des 78 jours, la frontière albano-kosovare ouverte, les affaires sérieuses reprennent. Mais avant de la passer, le malfaiteur se doit de soigner son look. Au poste frontière de Morina et durant tout l'été 1999, des uniformes de l'UCK avec badges, écussons, etc. sont en vente libre. Albanais, Macédoniens : quiconque parle albanais peut en acheter un, l'arborer, circuler armé et à tombeau ouvert, dans des véhicules que nul n'osera contrôler – mais aussi faire la circulation, ou la police. Bref, ce talisman permet toutes les fantaisies. Bien entendu, les malfaiteurs et trafiquants possèdent tous cette tenue magique.

Ensuite, les moyens de transport. Les grosses Mercedes noires sans plaques d'immatriculation (« les Serbes me les ont volées »...) et les 4x4 flambant neufs se multiplient soudain. La mafia est à l'œuvre dès la fin juin 1999 et le trafic reprend : matériel hi-fi de contrebande, téléphones portables, cigarettes, carburant, véhicules.

Et les stupéfiants ? Suivant des sources implantées à Pristina, l'échange criminel est le suivant : la contrebande monte d'Albanie au Kosovo, les stupéfiants empruntent la voie descendante et sont transportés vers l'Italie à partir de la côte albanaise.

S'agit-il d'une prise en main insidieuse ? D'une indécidable infiltration ? Pas du tout. Cet été-là, il suffit de lire le quotidien albanophone de Pristina *Koha Ditore* pour être parfaitement édifié : « Le crime et la politique brûlent d'impatience de s'unir [...] La

⁵² Signe clair de l'abondance des armes dans un Kosovo « désarmé » depuis novembre 1999 : en février 2000, la Kalashnikov ne vaut plus que 80 DM au marché noir...

mafia, avec ses protecteurs politiques, tient à sa merci l'ordre public et la loi [...] La symbiose de la politique et du crime »... Tels sont (parmi vingt autres) les titres de ce quotidien.

Son de cloche identique en Albanie même : « La mafia albanaise est entrée au Kosovo dans les pas de l'OTAN » titre le 3 septembre 1999 *l'Albanian Daily News*. Confirmation de policiers albanais fiables : oui, dès juillet 1999, soixante-douze parrains et chefs mafieux albanais connus sont partis s'installer au Kosovo, alors que nombre de leurs collègues kosovars descendaient s'établir à Tirana. Pourquoi ce jeu des chaises musicales ? Parce que – invraisemblable négligence juridique – il n'y a pas à l'époque (et toujours pas en janvier 2000) de convention d'extradition entre le Kosovo sous contrôle KFOR-MINUK et l'Albanie voisine.

Admettons qu'un parrain albanais soit arrêté au Kosovo. Qu'il soit traduit (second miracle) devant l'un des rares magistrats kosovars autonomes. Que ce juge kosovar décide de placer ce mafieux en détention. Là, on peut parler de troisième miracle consécutif : le magistrat est lui-même albanais du Kosovo, sa famille est au village et il gagne l'équivalent de 500 FF par mois. Mais imaginons que l'un de ces juges soit un inflexible Caton : il ne peut sous aucun prétexte faire extradier son mafieux à Tirana, à supposer que la justice albanaise le demande.

En novembre 1999, des gardes civils espagnols en poste au Kosovo se confient à un de leurs compatriotes journalistes⁵³ : il y a des postes de police clandestins de l'UCK dans leur secteur, à Durakovac, Istok, Vrela. Les « policiers » qui y opèrent pratiquent ouvertement le racket. Les gardes civils finissent par en arrêter quelques-uns. Témoignage du colonel Vicente Diaz de Villegas : « Les juges [kosovars] les remettent sur le champ en liberté... Certains sont sympathisants de l'UCK, les autres sont menacés ».

⁵³ Agence de presse EFE, 20/11/1999.

Et les personnels de la KFOR, de la MINUK, de l'OSCE, de l'Union européenne ou du Haut-Commissariat aux réfugiés ? Leurs relations avec les kosovars libérés semblent se dégrader à partir de novembre 1999. On leur insinue que l'on sait où ils demeurent ; on leur sussure qu'il y a des affaires dont il ne vaut mieux ne pas se mêler. De petites tracasseries pour commencer... Mais c'est bien d'intimidation qu'il s'agit⁵⁴. Le monde extérieur, lui, se détourne peu à peu de la scène kosovare. « Plus le temps passe, plus on m'abandonne », gémit Bernard Kouchner dans le *Figaro* du 2 février 2000.

Un administrateur isolé, des personnels sur le terrain intimidés... Coïncidence ? Le même mois, la tension monte entre les troupes de la KFOR et les populations encadrées (de gré ou de force) par l'UCK⁵⁵ ; et le nombre d'assassinats (connus) dans la province augmente à nouveau. Cette fois, les victimes (identifiées) sont en majorité kosovares-albanaïses. Comme si un étau se resserrait. Comme si le contrôle devenait plus strict.

Les observateurs, eux, commencent enfin à admettre que ces crimes peuvent être « motivés par un désir de vengeance *ou par le développement des structures mafieuses* »⁵⁶. Une réalité confirmée par le chef de la police des Nations unies, le commissaire Frederiksen, que l'on sent cependant un peu dépassé par l'affaire : « Le grand problème avec le crime organisé, c'est que personne ne connaît vraiment l'étendue du phénomène... Ce n'est que quand nous aurons un service de renseignement criminel opérationnel que nous pourrons le combattre efficacement »⁵⁷. Quand cela se produira-t-il ? Nul n'a l'air vraiment de le savoir...

⁵⁴ V. « Kosovo Battles Resurgence of Organized Crime », *Los Angeles Times*, 27/11/1999 et « Two Kosovo Reports Show a Peace as Cruel as War », *International Herald Tribune*, 06/12/1999.

⁵⁵ Voir « Amid Inquiry, a Kosovo Town Is Estranged from its Nato Protectors », *International Herald Tribune*, 29/01/2000.

⁵⁶ Dépêche Reuters du 02/02/2000.

⁵⁷ Comtex-Newswire/UPI, 05/01/2000.

V

La mafia albanaise et la route des Balkans : l'exportation des stupéfiants

Été 1991 : l'éclatement des guerres interyougoslaves bouleverse les voies d'approvisionnement de l'Europe en héroïne. Classiquement, la « route des Balkans » partait d'Asie centrale (le « Croissant d'or » afghan, voir la carte, p...), traversait la Turquie d'est en ouest, remontait la péninsule balkanique plein nord, par la Yougoslavie dans sa longueur (Serbie – Croatie – Slovénie), pour aboutir enfin en Italie, en Autriche ou en Suisse, ses premiers centres de livraison en Europe occidentale. Rappel : les quantités de narcotiques empruntant cette voie sont énormes. Dans son rapport de 1996, le National Narcotics Intelligence Consumers Committee estime que de trois à dix tonnes de morphine-base sont introduites en Turquie chaque mois⁵⁸.

Cette voie impraticable, d'autres la remplacent, dont la principale passe par la Bulgarie et l'aire albanophone des Balkans (Kosovo – Macédoine – nord de Albanie). De là, les stupéfiants sont livrés en Italie à travers l'Adriatique, puis dans le reste de l'Europe – et jusque sur la côte est des États-Unis.

En 1996, selon Interpol, cent quatre-vingts trafiquants issus de l'aire albanophone des Balkans sont arrêtés le long de la « route des Balkans », soit 20 % du total des interpellations, au

⁵⁸ La déperdition étant minime durant le raffinage de la morphine-base en héroïne, cela équivaut à trois à dix tonnes d'héroïne. Sur l'économie politique du marché des narcotiques, v. *Stupéfiants, prix, profits* de Marie-Christine Dupuis, collection Criminalité internationale, PUF, 1996.

second rang desquelles ils se situent ; les premiers sont les Turcs (37 % du total). Cette année-là, notons-le, les prises « sont généralement inférieures ou égales à un kilo ».

À la fin 1997, les experts fiables de la police albanaise estiment que cent cinquante à deux cents kilos d'héroïne pure entrent dans le pays chaque mois.

Début 1999, Joem Kristensen, haut fonctionnaire de l'UNDCP⁵⁹, déclare à Sofia qu'une tonne d'héroïne a été saisie sur la route des Balkans pour les années 1997-1998 (dont quatre cent douze kilos en Bulgarie) et dix tonnes de cannabis. En 1998, la Turquie, elle, a saisi trois mille huit cents kilos d'héroïne sur son sol.

En mai 1999 la DEA américaine estime qu'au cours des dernières années, quatre à six tonnes d'héroïne ont traversé la Turquie chaque mois.

La guerre des 78 jours terminée et donc la route sud des Balkans à nouveau praticable, le rythme des livraisons empruntant cette route s'emballe⁶⁰ et les quantités d'héroïne transportées, elles, explosent :

- Le 3 octobre 1999 : saisie de cent cinq kilos d'héroïne à la frontière turco-bulgare, dans un camion macédonien,

- Le même jour, la police turque saisit une tonne d'héroïne (en une seule prise) à la frontière turco-iranienne.

- Le 4 octobre 1999, des gardes-frontières russes saisissent cent trente-huit kilos d'héroïne à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan.

⁵⁹ United Nations Drug Control Programme, l'instance spécialisée des Nations-Unies dont le siège est à Vienne.

⁶⁰ Le phénomène est également constatable plus haut, en Iran, première étape après l'Afghanistan (Kaboul-Istanbul). Dans la seule première semaine de février 2000, les forces de sécurité iraniennes ont saisi 1,74 tonne de morphine-base et trois cent quatre kilo d'héroïne.

- Le 15 octobre 1999, la gendarmerie turque saisit huit cents kilos d'héroïne à Istanbul.

Et cela alors que trois ans auparavant (voir avant) les saisies dépassaient rarement le kilo...

À la fin du mois d'octobre 1999, deux grosses opérations antidrogue révèlent l'implication des narcos albanais du Kosovo dans le trafic de l'héroïne en Europe :

- Un réseau international unissant Albanais et Turcs, opérant des Pays-Bas à Munich (Allemagne) et de là jusqu'en Turquie via l'Albanie, est démantelé. Plusieurs centaines de kilos d'héroïne sont parvenus en Europe dans des voitures à double fond. Le réseau desservait aussi la Suisse, l'Espagne et le Danemark.

- Un second réseau est démantelé par les policiers italiens. Là, douze individus sont arrêtés, tous Albanais du Kosovo ; trente-quatre kilos d'héroïne et vingt et un kilos de cocaïne sont saisis. Ce réseau fournissait des dealers de Turin, Milan, Rome et Naples et hors de l'Italie, était implanté en République tchèque, dans l'aire albanophone des Balkans et en Turquie.

Ce qui n'empêche en rien le trafic d'aller normalement son train : dans la ville italienne de Pavie, la Garde des finances intercepte à la mi-février 2000 un camion albanais en provenance de Vlorë et conduit par un habitant de cette ville. Sous une cargaison de pierres de taille, deux tonnes de cannabis.

À la frontière entre la Turquie et la Bulgarie, deux cent soixante et un kilos d'héroïne ont été saisis en 1999 (à 85 % en provenance d'Afghanistan) déclare en décembre 1999 Anguel Dontchev, chef-adjoint des douanes bulgares. Pour la seule journée du 10 décembre 1999, cinquante-deux kilos de « poudre » ont été pris à la frontière bulgaro-roumaine et cinq autres, à un point de passage bulgaro-macédonien. Le 12 février 2000 encore, nouvelle prise de trente-cinq kilos de « poudre » dans un camion bosniaque à la frontière bulgaro-turque. Dans la seule deuxième

semaine de février 2000 enfin, la police d'Istanbul a démantelé deux laboratoires de raffinage de la morphine-base dans la périphérie de la métropole et saisi cent dix-huit kilos d'héroïne en poudre, cent vingt litres de solution liquide d'héroïne et dix kilos de morphine-base.

VI

La mafia albanaise en Europe

Les grandes figures de la mafia italienne ou italo-américaine sont connues, parfois flamboyantes – célèbres, même. Tel n'est pas le cas des parrains albanais, d'une discrétion farouche. En de rares occasions, un nom émerge brièvement dans l'actualité, une silhouette s'esquisse – pour disparaître aussitôt. À vrai dire et dans la période récente, seuls deux *capi mafiosi* albanais ont défrayé la chronique. Voici leur portrait.

• Un parrain kosovar en Europe du Nord : Princ Dobroshi

Le 23 février 1999, Princ Dobroshi, trente-cinq ans, est arrêté à Prague, par une unité spéciale de la police, l'équivalent tchèque du RAID. Au volant d'une BMW, l'homme stationnait devant l'hôtel Hilton-Atrium. Peu après, son bras droit Murati Limani est interpellé à son tour, chez lui, à Prague.

Au logement de Dobroshi, on découvre un pistolet-mitrailleur croate, un fusil à lunette chinois avec silencieux, une arme de poing tchèque et un compteur de billets de banque (du type de ceux en usage dans les établissements bancaires). C'est l'arsenal habituel d'un narcotrafiquant – ce qu'est précisément Princ Dobroshi. Et à grande échelle encore : pour la police norvégienne, Dobroshi «contrôle le marché scandinave de la drogue» ; précisément, la voie nord de la route des Balkans (Turquie-Balkans-République tchèque-pays nordiques). En Scandinavie, Dobroshi a importé «des centaines de kilos, voire des tonnes d'héroïne».

Arrêté en Norvège en 1993, Dobroshi y est condamné fin 1994 à quatorze ans de prison pour narcotrafic. Il s'évade en janvier 1997 de la prison Ullersmo d'Oslo, après avoir soudoyé un gardien (payé 120 000 FF pour fermer les yeux). L'homme gagne

alors la Croatie, où une opération de chirurgie esthétique le rend méconnaissable. Il s'installe à Prague fin 1997.

Or, depuis quelques mois déjà, une opération conjointe (nommée Cage) des polices tchèque, norvégienne, danoise et suédoise, cible le réseau Dobroshi, dont quarante-deux membres sont interpellés jusqu'à février 1999. Mais quand son chef est arrêté, la « famille » fait vite savoir qu'elle tient la somme de quatre millions de francs français à disposition de quiconque en République tchèque est en mesure de le faire libérer.

Significativement, une note du BIS⁶¹ (les services spéciaux tchèques) expose qu'une part de l'argent du narcotrafic servait à l'achat d'armes pour l'UCK. Et quand les Tchèques décident d'extrader Dobroshi, la police norvégienne choisit finalement de le ramener à Oslo en avion privé : « Il serait trop dangereux de le transporter par vol commercial, en raison de ses liens étroits avec l'UCK »⁶². Dobroshi retrouve sa cellule norvégienne en août 1999.

• Un parrain kosovar en Europe du Sud : Agim Gashi

En juillet 1998, l'unité spéciale antimafia des carabinieri italiens, le ROS, lance l'opération Africa. Il s'agit de démanteler un important clan mafieux albanais, trafiquant l'héroïne par « centaines de millions de dollars »⁶³. Au total cent vingt-quatre arrestations ; en majorité des Albanais, mais aussi des Italiens, des Allemands, des Tunisiens, des Espagnols et des Turcs. À la tête de la « famille », Agim Gashi, trente-trois ans, un Albanais de Pristina (Kosovo), où il dirige au début de la décennie quatre-vingt-dix un réseau de narcotrafic, sous couvert d'instituts de beauté et d'agences immobilières.

En janvier 1992, Gashi s'établit dans la banlieue de Milan et épouse une italienne. À l'époque, les clans criminels albanais

⁶¹ Révélée en mars 1999 par le quotidien pragois *Lidove Noviny*.

⁶² *The Norway Post*, 13/04/1999.

⁶³ *The Philadelphia Inquirer*, 15/03/1999.

sont actifs à Milan – mais pas encore dans la drogue. Leur spécialité est alors l'esclavage d'enfants contraints de mendier, de devenir pickpockets, ou de se prostituer à des pédophiles. Violents et impitoyables, les gangsters albanais s'imposent vite dans les bas-fonds milanais. Et de la prostitution en viennent bientôt au trafic de stupéfiants.

Gashi règne sur ce trafic. Dès 1995, il possède des instituts de beauté et des parfumeries à Londres, des sociétés en Hongrie, en Allemagne, en Norvège. En Italie même, Gashi a noué des liens professionnels étroits avec la Ndrangheta, la mafia calabraise. S'agit-il d'importer les cargaisons de drogue en Italie ? Son associé Ademer Avni I., gros négociant spécialisé dans le commerce avec la Turquie, dissimule chaque *jour* « des dizaines de kilos d'héroïne dans ses conteneurs de noix, cotonnades, etc. ».

Gashi a beau vivre dans une luxueuse villa de la périphérie de Milan – en bon « bandit patriote », il n'oublie cependant pas son pays. « Quand la guerre a éclaté au Kosovo », remarque Carlos De Donno, commandant de l'Unité de renseignement des carabinieri, « les criminels kosovars implantés en Italie se sont soudain intéressés au trafic d'armes. Jusqu'alors, ils pratiquaient uniquement le trafic de narcotics »⁶⁴. Dès lors, l'activité en Italie de la mafia albanaise et celle des éléments extérieurs de l'UCK se confondent : tout le monde met la main à la pâte. Des interceptions téléphoniques opérées par le ROS le prouvent⁶⁵ : Gashi s'entretient avec des négociants en armement de Bulgarie, de Roumanie et d'Albanie, pour l'achat d'armes automatiques, de lance-roquettes, de grenades. Dans le cadre de ce « business », remarquons que Gashi s'exprime en serbo-croate...

Durablement incarcéré, Gashi fait moins peur. Ce qui explique sans doute qu'à la fin du mois de février 1999, son cousin et associé

⁶⁴ *The Philadelphia Inquirer*, op. cit.

⁶⁵ Voir le *Corriere Della Sera* des 15/10/1998 (Comment la mafia albanaise aide les combattants de la guérilla du Kosovo) et du 19/01/1999

Ekrem Gashi soit assassiné à Pristina, dans la plus pure tradition mafieuse : sa Mercedes est copieusement arrosée de rafales de Kalashnikov. Agim Gashi, lui, est jugé et lourdement condamné à Milan, en mars 1999.

L'Europe, maintenant. Qui étudie au plus près de sa réalité l'activité réelle de la mafia albanaise sur ce continent, perçoit vite un plan d'ensemble fondé sur des données géographiques, des circonstances historiques, des implantations humaines ; devine un projet appliqué de façon aussi méthodique que possible compte tenu des circonstances (répression, concurrence criminelle, etc.). Ainsi est-il clair que les diverses « terres de mission » de la mafia albanaise ne sont ni abordées ni exploitées de la même façon.

• Deux bastions de la mafia albanophone

L'Italie : « starting-block » pour l'Europe, zone de trafic et exploitation des migrants

Trafic international de stupéfiants, de migrants illégaux, d'armes, de faux documents d'identité, proxénétisme à grande échelle, contrebande de cigarettes : la criminalité organisée albanaise est hyperactive en Italie, qu'elle y opère seule ou en partenariat avec les mafias locales, surtout la Ndrangheta (Calabre) et la Sacra Corona Unita (Pouilles).

Son implantation sur l'autre rive de l'Adriatique – surnommée « la mer de toutes les mafias » – débute à la fin des années quatre-vingt.

En 1990-1991, des centaines de milliers d'Albanais tentent la migration clandestine vers l'Italie. Dans la première semaine de mars 1991, vingt mille d'entre eux arrivent à Bari, dans la zone Brindisi-Salento et à Otrante « grâce à des organisations crimi-

nelles spécialisées»⁶⁶. Malgré les rapatriements forcés, les autorités italiennes estiment qu'à la fin 1995, cent mille à cent vingt-cinq mille émigrés (jeunes en majorité) sont restés dans le pays – des proies idéales pour la mafia albanaise. Dès 1994, un rapport de la police italienne parle d'ailleurs de « montée fulgurante de la criminalité albanaise dans le domaine des stupéfiants » et de « violence extrême » de ses acteurs – qui remplacent peu à peu les dealers turcs à Milan⁶⁷.

En 1996, il y a en Italie soixante mille immigrants Albanais en situation régulière. Les clandestins ? Nul ne sait, le double peut-être. Cette année-là, la police parle d'« une myriade de cellules criminelles de quatre à cinq membres » vivant de vol à la tire et de l'exploitation de la mendicité ou de la prostitution de leurs congénères (souvent mineurs). Une nouvelle tendance se dessine : « Les clandestins albanais [arrivant par bateau] sont obligés de se charger du transport de drogue, probablement en échange de l'argent nécessaire pour payer le transport... Dans certains cas [...] aussi sur le territoire national [italien] ».

Le même document policier italien (publié fin 1996) montre l'évolution des saisies de cannabis sur des migrants clandestins capturés à leur débarquement :

1994 :	1,5 kilo
1995 :	37 kilos
Jan-nov. 1996 :	1,7 tonne

Au printemps 1997, ce débarquement criminel prend l'allure d'un « exode massif »⁶⁸ et tant de migrants clandestins

⁶⁶ L'immigration clandestine en Italie, rapport présenté au sixième colloque Interpol sur la criminalité organisée, Lyon, décembre 1996.

⁶⁷ Les policiers milanais s'aperçoivent du changement de la façon suivante : les narcos turcs sont le plus souvent indifférents en matière de religion, alors que leurs collègues albanais, musulmans stricts, cessent tout *deal* durant le mois de Ramadan, à la grande panique des toxicos locaux...

⁶⁸ Voir « L'Exode albanais, une colonisation mafieuse », *Courrier International*, 27/03/1997.

arrivent, chargés de tant de haschisch, que le prix de cette drogue sur le marché italien s'effondre à 2,50 FF le gramme... Plus grave encore : les services spéciaux italiens signalent qu'au premier semestre de cette année, quelque trois mille « soldats » de diverses familles mafieuses d'Albanie ont été infiltrés en Italie, la plupart avec succès, pour s'implanter ensuite dans l'Union européenne. Nombre de ces mafieux « sont d'ex-policiers ou gardiens de prison du temps du régime stalinien, passés de l'autre côté de la barrière ». À bord des bateaux, de fausses « mères » voyagent avec leurs « enfants », ensuite et selon leur âge, mis sur le marché de l'adoption illégale ou de la pédophilie.

En août 1997, choc à Milan : le *capo* albanais Naïm Zyberi est blessé par balles dans la rue et achevé quelques jours plus tard à même son lit d'hôpital, en plein jour « par des tueurs venus d'Albanie pour le *contrat* »... Pour l'année 1997, six cent cinquante Albanais d'Albanie, cent du Kosovo et trente-cinq de Macédoine sont impliqués en Italie dans des affaires de stupéfiants.

Ainsi est-il clair que « cette invasion de réfugiés n'est pas un exode de pauvres gens, mais une opération planifiée et savamment organisée par la mafia albanaise, de mèche avec les éléments les plus corrompus de ce qui reste de l'État albanais »⁶⁹ – et qu'un lien avéré existe entre réseaux criminels italiens et albanais, ainsi qu'entre les deux trafics qu'ils opèrent de concert : migrants et stupéfiants.

En 1998, l'Italie découvre l'ampleur des liens noués entre mafieux des deux rives de l'Adriatique :

- Dans les Pouilles, la Sacra Corona Unità a délégué à la mafia albanaise trafic de cannabis, prostitution et acheminement des clandestins, prélevant au passage sa dîme sur le chiffre d'affaires.

⁶⁹ Reportage de *L'Espresso*, de Rome, dans *Courrier International* du 27/03/1997.

faibles réalisés. Les deux mafias coopèrent en revanche dans le domaine des trafics d'armes et de faux documents d'identité. Dans cette province, et dans le seul port de Bari, les douanes italiennes ont saisi plus de dix tonnes de cannabis en 1999, sur des passagers ou dans des véhicules provenant d'Albanie.

- En Calabre, coopération intense entre clans mafieux de Tirana (dont des « ambassadeurs » résident en permanence dans les localités d'Africo, Plati et Bovalino) et « familles » de la Ndrangheta : la drogue et les armes, toujours.

Cette année-là, la guérilla s'intensifie au Kosovo : miracle immédiat, les clans mafieux albanais du nord de l'Italie cessent illico de s'entre-tuer – et même s'allient entre eux : la patrie est en danger... Résultat de l'alliance : dix meurtres de rivaux à Milan dans les deux premières semaines de janvier 1999. Une note du Ministère de l'intérieur italien l'affirme : les coupables sont des mafieux albanais « qui tuent sans hésiter, même dans les rues très fréquentées et dans les bars ». Ils sont organisés en cellules criminelles « étroitement liées à des organisations internationales qui gèrent l'immigration clandestine vers l'Italie ». Ces cellules font preuve d'une « importante mobilité sur le territoire » et « disposent d'importantes capacités organisationnelles et opératoires, avec une ample utilisation de téléphones mobiles GSM dotés de Mobicarte ».

En 1999, il y a « trente mille prostituées albanaises en Italie », arrivées pour les premières d'entre elles en 1992. Ce sont la plupart du temps des jeunes filles « d'environ quinze ou seize ans, contraintes à la prostitution et tuées en cas de productivité insuffisante [...] Tout l'argent récolté retourne en Albanie, où il est d'abord utilisé à acheter des entreprises de type familial, et des embarcations permettant le trafic de migrants ». Un trafic qui ne ralentit pas : les Kosovars d'abord, jusqu'à l'été 1999. Depuis, les Kurdes ou les tziganes – et s'accompagne toujours de la contrebande d'armes et de stupéfiants.

Dans le domaine de la drogue, la fin de la décennie quatre-vingt-dix est toujours très active :

- Le 10 décembre 1999, un chauffeur albanais de Durres est arrêté dans le nord de l'Italie, alors qu'il transporte cinquante kilos d'héroïne dans son camion.

- Le 30 décembre 1999 à Milan, un réseau de huit narcotrafiquants (Albanais et Libanais) est démantelé et trente kilos d'héroïne sont saisis.

- Le 14 janvier 2000, une Française de Mulhouse est interpellée à Bari (Pouilles) alors qu'elle arrive d'Albanie par ferry-boat. On trouve neuf kilos d'héroïne dissimulés dans son véhicule.

- Le 22 février 2000, un Kosovar habitant l'Allemagne est arrêté, toujours à Bari et en sortant d'un ferry arrivant d'Albanie. Quinze kilos d'héroïne dans le réservoir de sa voiture⁷⁰.

La Suisse : héroïne et bases arrières

La Suisse héberge un nombre important d'émigrés albanophones, qui représentent la seconde communauté étrangère du pays après l'italienne. Selon les sources, et une prise en compte approximative de clandestins, il y aurait dans le pays de 180 000 à 200 000 originaires d'Albanie et surtout, du Kosovo⁷¹. Les premiers émigrés kosovars sont arrivés pendant la rébellion de la province (printemps 1981) et ont alors obtenu sans peine l'asile politique. Depuis, à chaque événement malheureux d'une région où ils abondent, un nouveau flot de migrants a gagné la Suisse.

⁷⁰ À Bari, le trafic est intense, sans relâche. À la fin décembre 1998 déjà, quatre Albanais et un Italien étaient arrêtés dans ce port, en possession de soixante kilos d'héroïne, d'armes et de munitions et de 70 000 FF en espèces. La drogue qu'ils transportaient était destinée aux marchés allemand, français et néerlandais.

⁷¹ Les émigrés du Kosovo en Suisse représentent à peu près 10 % du total de la population albanaise du Kosovo.

Sur place, les Albanais du Kosovo ont rencontré une culture si étrangère à la leur qu'ils ont donc recréé leur société d'origine : familles étendues, villages, clans. Leur implantation se fait dans des villes précises : on trouve parfois trois cents Kosovars du même village, dans une identique localité helvétique – les originaires de Gjinlane à Genève, ceux de Pec à Lausanne, etc. Au total des structures étanches, quasi impénétrables⁷². Autorité familiale forte et soumission aux anciens, repli culturel, isolement, violence endogène et respect des traditions : dans un tel contexte, les mêmes causes ont fini par produire les mêmes effets. Et comme ce fut le cas pour les Italo-Américains à la fin du XIX^e siècle, un crime organisé de nature mafieuse a fini par apparaître au sein de l'émigration kosovare en Suisse.

Tous des mafieux, alors, les Kosovars ? Évidemment non. Ils sont au contraire et pour la plupart victimes de la peur qu'une mafia tente toujours de faire régner sur sa communauté d'origine. Car ni à Palerme ni à Pristina – ni dans les quartiers des villes européennes où résident les émigrés – la loi du silence n'est le fruit d'un pittoresque folklore. Elle est tout au contraire implacablement imposée par l'intimidation et la terreur. Même devant la justice, même en prison. Les témoins se rétractent à l'audience, car les prévenus « terrorisent leurs compatriotes par le biais de menaces sur leurs familles restées au pays »⁷³. Les accusés nient la totalité des faits, ils ont des migraines leur donnant « des trous de mémoire ». Ils nient même se connaître entre eux, y compris quand des analyses d'ADN démontrent qu'ils sont frères.

Abrités – bon gré, mal gré – par leur communauté, les clans criminels kosovars entreprennent dès le début des années quatre-vingt-dix de dominer le marché helvétique de l'héroïne. Résultat atteint en 1997 : « Le trafic d'héroïne est en quasi-totalité aux

⁷² V. *Les Damnés du troisième cercle : les Kosovars en Suisse, 1965-1999*, Ueli Leuenberger et Alain Maillard, Metropolis éditeur, 1999.

⁷³ Voir *Le Temps* du 16/3/2000.

maines d'Albanais du Kosovo et de nationaux albanais. La plupart sont demandeurs d'asile et la majorité, sans autorisation de séjour ». De vrais professionnels qui « changent quotidiennement les cartes de leurs téléphones portables – dans lesquels ils se parlent de toute façon en code – pratiquent la rotation des revendeurs, et menacent les interprètes »⁷⁴, le plus souvent albanophones eux-mêmes et seuls capables de traduire leurs propos aux policiers et magistrats helvétiques.

« Ces gens sont bien organisés. C'est un véritable travail de fourmis. L'héroïne vient des grandes villes. Elle est amenée à Neuchâtel par des requérants [demandeurs d'asile] qui vont jusqu'à changer quatre fois de train. C'est souvent un mineur qui la détient dans son sac à dos. Un sac qui est posé sur un porte-bagages, loin de lui. L'adulte responsable se trouve à l'autre bout du wagon ». Cette structuration caractéristique de ce type de réseau, on la retrouve au Tessin où, en août 1999, trois cellules criminelles albano-kosovares sont démantelées. Au total, vingt et une personnes sont arrêtées dont quinze demandeurs d'asile, six clandestins ; cinq des interpellés sont mineurs.

« [Sur le lieu de vente], les trafiquants enterrent la drogue dans les plates-bandes, sous les buissons. Celui qui négocie avec un consommateur ne porte pas de drogue sur lui. C'est un autre trafiquant qui donne le sachet... Le temps pour la police d'arriver et les personnes contrôlées ne portent plus rien sur elles. »

Comme en Italie, l'installation des mafieux albanophones en Suisse s'est faite dans le tumulte : il faut se partager le marché, se tailler des fiefs. À Lausanne notamment, les règlements de compte⁷⁵ se multiplient dans les bars, restaurants, boîtes de nuit, etc. Une violence intra-ethnique : de janvier à juin 1999, six

⁷⁴ Les citations des paragraphes qui suivent proviennent d'un ensemble d'interviews de responsables policiers suisses à des journaux helvétiques, publiées entre 1997 et début 2000.

⁷⁵ Alerte rouge à Lausanne, *L'Hebdo*, 01/07/1999.

cent soixante-dix individus sont interpellés pour des violences diverses : 63 % sont des « ex-Yougoslaves ».

La mainmise des clans criminels kosovars sur le marché de l'héroïne croît encore en 1999 : « Depuis le début de l'année, les polices cantonales, de Zurich à Lausanne en passant par Berne, confirment que les rues helvétiques appartiennent bel et bien aux trafiquants de drogue albanais, qui contrôlent désormais le marché de la cocaïne et de l'héroïne »⁷⁶. Du 1^{er} janvier au 30 juillet 1999, la police de Zurich saisit cent cinq kilos d'héroïne et cinq kilos sept cent grammes de cocaïne. Plus des trois quarts des dealers qu'elle arrête sont des Albanais.

Les clans s'enrichissent donc et, comme partout en Europe, l'argent gagné part immédiatement vers le Kosovo ou l'Albanie. Quant à la « poudre », elle arrive en telle quantité (le plus souvent dans des véhicules portant des plaques suisses, dont le réservoir⁷⁷ a été « bricolé ») que les prix s'effondrent : en 1991, le gramme d'héroïne coûte 500 FS (env. 2000 FF), dix fois moins sept ans plus tard... Même situation à Lausanne où le sachet de cinq grammes (une dose importante pour l'héroïne, mais on brade...) coûte 200 FS à l'été 1999, 100 FS pour un gramme de cocaïne. Les trafiquants ? L'axe de deal Bel-Air-Chauderon a été baptisé « Tirana boulevard » par ses riverains... Fin 1999, « le milieu albanais grossit, jusqu'à investir des quartiers entiers de Lausanne »⁷⁸.

Et au début de l'an 2000, le trafic ne diminue pas en Suisse : début janvier, cinq jeunes Albanais du Kosovo (de vingt à vingt-cinq ans) sont arrêtés à Zurich en possession de dix-neuf kilos d'une héroïne provenant de la République tchèque.

⁷⁶ *Le Matin-Dimanche*, 15/08/1999.

⁷⁷ Les chiens ne peuvent flairer la drogue dans les vapeurs d'essence. La contrebande se fait en général par dix à quinze kilos de « poudre » ; le passeur reçoit (en 1999) environ 150 000 FF par livraison arrivée à bon port.

⁷⁸ « Les Kosovars en Suisse, ou l'histoire d'un ratage », *Tribune de Genève*, 09/11/1999.

- **L'Europe occidentale : prostitution, mendicité, cambriolages, l'accumulation du capital criminel**

La France

Contrairement à l'Italie et la Suisse, la France a peu de réfugiés albanophones sur son sol. Selon les estimations policières, il y avait huit mille Albanais en France en 1998⁷⁹, auxquels se sont ajoutés les réfugiés (légaux) du Kosovo arrivés en 1999. De source officielle, la France a accueilli douze mille cinq cents Kosovars durant la guerre des 78 jours. Deux mille cinq cents sont supposés être « partis », les autres sont restés. Au total, quelque vingt mille personnes, femmes et enfants compris ; plus les clandestins, dont le nombre est par définition inconnu. Comme ailleurs en Europe, une minorité dans cette communauté albano-phone se livre à une criminalité « particulièrement violente et à fort caractère ethnique »⁸⁰.

En cas d'arrestation, ces malfaiteurs nient tout, crient à la machination ou au racisme, menacent témoins et interprètes. Comme le remarque un magistrat de l'ouest de la France⁸¹ : « Nous sommes dans un système mafieux dans lequel des hommes font pression sur d'autres ». Et quelles pressions : quand par exemple la « productivité » des prostituées est trop basse, on menace leurs famille, ou on enlève leurs enfants, restés au pays. Pour un rien⁸², les filles sont battues comme plâtre, violées à répétition, brûlées avec des cigarettes, torturées au couteau. Parfois même assassinées. Mais comment s'en apercevoir ? Nomades

⁷⁹ Six mille dans les départements de l'est, frontaliers de la Suisse, de l'Allemagne et de l'Italie, deux mille en région parisienne.

⁸⁰ Note de synthèse policière de juin 1999.

⁸¹ *Le Télégramme de Brest*, 16/06/1999.

⁸² Voir « Le calvaire des Kosovars clandestins », *Le Figaro*, 02/10/1999. Voir aussi une grande enquête du *Monde* : « Les réseaux albanais de prostitution prolifèrent en Europe », 15/3/2000.

involontaires, ces femmes très jeunes « tournent » en moyenne chaque trimestre entre divers pays d'Europe.

Activité la plus visible de la mafia albanaise en France, donc, la prostitution. On constate aujourd'hui la présence de filles albanaises (le plus souvent ; ou originaires des pays de l'Est⁸³ et ayant des proxénètes albanais) à Paris, Nice, Strasbourg, Lyon, Toulouse, Orléans, Grenoble, Nancy, Metz. Très jeunes, elles passent d'Italie en France, dans des camions conduits par des Albanais.

À Paris, on compte déjà entre six cents et sept cents de ces prostituées (sur un total de cinq mille). Toutes ont le même profil : « bruyantes et agressives », dépourvues de document d'identité, elles se disent Kosovares, demandent le statut de « réfugié politique » et sont domiciliées à France Terre d'Asile. On les trouve surtout le long des périphériques et boulevards adjacents, côté rive gauche de la Seine.

Les sommes gagnées par ces filles pour leurs souteneurs sont considérables : 80 000 FF en moyenne par mois, tous frais déduits⁸⁴. Sur un an, cinq prostituées laissent ainsi quatre millions de francs français (nets de tous impôts et taxes...) à leur proxénète. Même avec un train de vie fastueux, celui-ci peut investir chaque année trois millions de francs français, par exemple dans le trafic de stupéfiants.

Mais la « signature » de la cellule mafieuse albanophone est l'activité mixte drogue-prostitution :

- Rennes, novembre 1998 : la police démantèle un réseau associant narcotrafic (héroïne, cocaïne, cannabis et ecstasy : le grand jeu) et prostitution. Armando Meta, le chef du gang, est

⁸³ On a ainsi repéré en France des filles venues de Roumanie, Moldavie, Tchétchénie, Ukraine, et travaillant pour des proxénètes albanais.

⁸⁴ Les proxénètes albanais laissent 100 FF par jour à leurs filles pour se nourrir et envoient à leurs parents, restés au pays, 100 dollars US par mois. Tout le solde est pour eux.

condamné en août 1999 à six ans de prison – et s'évade dès novembre de la maison d'arrêt de Rennes.

- En février 1999, à Nancy, onze Albanais sont également condamnés pour « proxénétisme aggravé et trafic de stupéfiants ».

D'autres affaires de « simple » trafic de stupéfiants au détail n'en sont pas moins régulièrement constatées en France, ce notamment dans des villes de province sans histoires, comme Chaumont (Haute-Marne) ou dans diverses villes de Bretagne, Rennes par exemple. Enfin, un trafic de migrants vers la Grande-Bretagne a été repéré durant l'été 1999 à partir de ports comme Calais. Selon les policiers locaux, les passeurs « appartiennent souvent à la mafia albanaise ».

La Grande-Bretagne

Le 6 septembre 1999, John Abbot, directeur du National Criminal Intelligence Service (NCIS) alerte l'opinion sur le risque présenté par une mafia albanaise « bien organisée et d'une grande cruauté ». Pour lui, les gangs albanais commencent à se manifester en Grande-Bretagne, où ils s'infiltrent en se dissimulant parmi les réfugiés – durant le seul mois de juillet 1999, mille trois cent quarante personnes se disant « Albanais du Kosovo » ont demandé le statut de réfugié politique dans le pays.

Dès 1996, disent les experts du NCIS, on assistait aux premières tentatives de narcos albanais pour ravir aux Turcs le marché britannique de l'héroïne. Aujourd'hui, dans le pays, des mafieux albanais de plus en plus professionnels se livrent notamment au trafic de migrants (pénalement moins risqué que celui des stupéfiants). Autre activité des malfaiteurs albanophones : la prostitution. Il y a déjà « des centaines de prostituées albanaises/kosovares à Londres et alentours ». Sur le « marché » de Tirana, une jeune femme « jolie, propre et maline » est « vendue » durant l'été 1999, 15 000 FF pour le marché britannique (10 000 FF pour le marché italien ou allemand).

L'Allemagne : marché de l'héroïne et rapatriement des profits

Dans ce pays, les émigrés albanais sont moins visibles que les Turcs – bien qu'ils soient aussi fort nombreux : en 1997, le seul Land de Bade-Wurtemberg accueillait quatre-vingt mille Kosovars. Souvent « réfugiés politiques », ceux-ci sont donc moins surveillés, et les autorités plus compatissantes à leur égard.

Une aubaine pour les malfaiteurs albanophones qui, depuis le milieu de la décennie quatre-vingt-dix, ont ravi aux Turcs et aux Tchèques 80 % et plus du juteux marché allemand de l'héroïne. C'est pourquoi le Bundes Kriminal Amt (BKA, police judiciaire fédérale allemande) dispose depuis 1996 d'une unité⁸⁵ « qui enquête spécifiquement sur les organisations [criminelles] albanaises ». Cette unité constate que les mafieux albanais sont « d'une grande prudence dans le domaine des communications ». Leurs téléphones portables sont mis au nom de leurs épouses ou maîtresses allemandes. L'argent de la drogue « retourne au Kosovo et en Macédoine, caché dans des autocars de compagnies albanaises organisant des voyages à bon marché vers les Balkans ».

L'Autriche

« Dès 1997, les Albanais sont les premiers revendeurs de grosses quantités d'héroïne fournies par les organisations [criminelles] turques, avec lesquelles leurs relations commerciales sont très suivies. Au premier semestre 1997, cent cinq narcotrafiquants Albanais ont été arrêtés en Autriche, et soixante-cinq Turcs ».

Dans ce pays comme dans toute la Mitteleuropa, le schéma est le même : la production et le commerce de gros de l'héroïne sont l'apanage de la mafia turque ; le demi-gros et la revente tout au long de la route des Balkans, jusqu'au nord de la Scandinavie, l'affaire des Albanais.

⁸⁵ Les citations suivantes (Allemagne et Autriche) proviennent de notes prises durant un colloque international sur le narcotrafic en Europe centrale, en présence de policiers des pays de la région.

Norvège, Suède, Danemark : l'héroïne d'abord

Les unités antinarcotiques des trois polices nordiques constatent, unanimes, « des relations historiques étroites entre Albanais et Turcs, naturellement aussi entre trafiquants de drogues de ces deux pays ». Dès 1996, ces policiers soulignent que « cent soixante-quinze kilos d'héroïne ont été saisis [pour l'année, dans toute la Scandinavie], 60 % de la drogue étant en possession d'Albanais du Kosovo ou de Macédoine ». Au total et là aussi « 80 % du marché régional de l'héroïne se trouve entre les mains d'Albanais », réalisant ainsi chaque année des profits de « centaines de millions de couronnes norvégiennes ».

En juillet 1999, configuration classique, un Albanais de quarante-trois ans résidant à Copenhague depuis 1987 est arrêté alors qu'il a en sa possession trois kilos d'héroïne, 140 000 DM, 250 000 couronnes danoises et un kilo de bijoux en or.

En mars 2000, trois trafiquants albanais (un Albano-Macédonien de quarante-sept ans, deux kosovars de quarante-neuf et vingt-neuf ans) sont arrêtés dans la banlieue de Copenhague en possession de 5,7 kg d'héroïne et 260 000 FF (en couronnes danoises). Le chef de la brigade des stupéfiants de la capitale daloise, Erik Bjoern déclare : « Nous pensons que 80 à 85 % de l'héroïne introduite au Danemark proviennent du Kosovo ».

La Belgique : la prostitution au premier plan

Ce pays qui a accueilli vingt mille réfugiés Kosovars (officiels) semble être devenu « la vitrine de la mafia albanaise »⁸⁶, surtout pour ce qui est de la prostitution. Une activité dans laquelle sont « exploitées comme des bêtes de somme des mineures de parfois moins de quatorze ans ». Presque toutes sont contraintes à se prostituer⁸⁷, nombre d'entre elles ayant été enlevées, puis « expédiées », d'abord au nord de l'Italie, puis en Belgique. Ces très jeunes femmes

⁸⁶ *Libération*, 04/02/2000.

⁸⁷ Sur ce sujet, voir une longue enquête du *Monde diplomatique* de février 1999.

vivent en outre dans une telle absence d'hygiène qu'elles doivent souvent subir « des avortements à répétition ». Pour un procureur de Bruxelles « les réseaux albanais de traite d'humains sont une des formes de crime organisé les plus inquiétantes de notre pays ». Déjà, la moitié des prostituées de Bruxelles sont Albanaises.

Les proxénètes albanais contrôlent par ailleurs des filières d'immigration clandestine (notamment vers l'Angleterre) et des réseaux de trafic d'armes, de véhicules volés et de stupéfiants. Mais certains continuent cependant à pratiquer le cambriolage : en octobre 1998, la gendarmerie belge démantèle ainsi une bande de douze Albanais ayant commis cent soixante-dix cambriolages en moins de six mois (argent, bijoux, montres, véhicules, matériel hi-fi, etc.) au Luxembourg et en Belgique.

L'Espagne : cambriolages hi-tech

À première vue, l'activité des clans criminels albanais en Espagne semble « bas de gamme » : mendicité et vols à la tire avant tout. En septembre 1999⁸⁸, la police de Barcelone arrête ainsi une cinquantaine de « réfugiés du Kosovo », femmes et enfants, harcelant les touristes par petits groupes, attirant leur attention, puis leur déroband portefeuilles, sacs, caméras et autres objets de prix ; cela, entre deux vols dans les boutiques. L'opération policière dans le repaire de cette bande permet de confisquer motos puissantes et véhicules de luxe.

Mais le cambriolage représente le plus gros de l'activité de ces clans en Espagne. On est loin du petit « casse » de grand-papa : ce sont des opérations réglées comme des campagnes militaires, organisées selon les techniques des commandos. Au total et selon la police espagnole, ces cambrioleurs ultra-professionnels sont trois cents en Espagne, opérant de concert selon une planification soigneuse. À Madrid par exemple⁸⁹, en juin 1998, la

⁸⁸ *La Vanguardia*, 17/09/1999.

⁸⁹ AFP, 16/06/1998.

police arrête une bande de cinquante Kosovars, coupables de plus de mille cambriolages en moins d'un semestre ! Le produit de ces vols étant ensuite expédié et blanchi en Allemagne.

En Catalogne, durant l'année 1999, opèrent de véritables commandos spécialisés dans le cambriolage d'entreprises et zones industrielles. L'un d'entre eux, sept hommes, est interpellé en octobre 1999. En trois mois de « travail » cette seule équipe a expédié, en Allemagne encore, dix millions de francs français, produit de la revente de son butin. Après avoir repéré une cible intéressante dans une première zone industrielle, les malfaiteurs attendent que des complices déclenchent les alarmes d'une autre de ces zones, plutôt distante. Ils ont donc le temps d'éventrer des coffres-forts et d'en piller le contenu, argent, bijoux, valeurs, etc., qui sont transférés sur le champ à des complices. L'équipe interpellée en Catalogne était commandée par Astret M. (vingt-huit ans) et Iset M. (vingt-sept ans), tous deux « réfugiés politiques ». Sur eux⁹⁰, selon la police, « des documents permettant de les lier à l'UCK »...

Même technique militaire en Andalousie⁹¹, où les équipes de perceurs de coffres-forts hi-tech sont notamment formées d'expliciers ou militaires albanais ou kosovars. Enchaînant en une nuit plusieurs opérations, elles se déplacent fréquemment d'une région d'Espagne à l'autre. Déclaration d'un policier : « Ils sont très motivés ; pas seulement par l'argent, mais aussi parce qu'une partie du butin est envoyé à la guérilla au Kosovo ».

• L'Europe orientale et balkanique

La Pologne

Pour les mafieux albanais, la Pologne est à la fois un marché de détail pour l'héroïne, et un lieu de transit vers l'important marché

⁹⁰ V. *La Vanguardia* du 27/10/1999.

⁹¹ V. *El Pais*, 10/10/1999.

Scandinavie. En septembre 1999, la police polonaise saisit ainsi, à la frontière Allemagne-Pologne, un véhicule dont le réservoir, « bricolé » contient cent douze kilos d'héroïne brune provenant d'Albanie (3,3 millions de francs français à la revente au détail).

La République tchèque

Cela fait plus d'une décennie que d'importants parrains kosovars se sont établis dans le pays. Une implantation méthodique : mariages blancs, constitution d'entreprises, rachat de commerces, corruption systématique – et même lobbying en direction de la classe politique, des fonctionnaires locaux et des médias. Ainsi la police antidrogue est-elle à chaque interpellation taxée de « racisme antialbanais »... Désormais ces parrains possèdent dans le pays – surtout dans la région de Prague – restaurants, bijouteries, discothèques, qui leur servent de façades et permettent de blanchir en partie les narcodéviations.

Pour les policiers tchèques chargés de la lutte antinarcotiques, les *capi* kosovars implantés en République tchèque sont uniquement grossistes et peu impliqués dans le deal de rue. Ce sont plutôt des dépositaires, réceptionnant depuis les Balkans, puis stockant des livraisons de quatre-vingts à cent kilos d'héroïne, avant d'expédier la drogue en Scandinavie via la Pologne, par colis de cinq à dix kilos. Ainsi, en juillet 1999, un réseau de Kosovars trafiquants d'héroïne est-il démantelé à Pilsen (Bohême occidentale) et 5,5 kg d'héroïne saisis. Le chef du réseau a trente-trois ans et réside dans la ville depuis plusieurs années : un profil de narcotraffiquant très classique dans la région, où les saisies vont le plus souvent de cinq à trente kilos d'héroïne.

La Slovaquie

Le 11 février 2000, Fadil, un Kosovar propriétaire d'une discothèque à Kosice (dans l'est du pays), est assassiné de cinq balles à bout portant. La police slovaque le soupçonnait depuis longtemps de proxénétisme et de trafic de stupéfiants. « Fadil » était associé d'un autre mafieux de Kosice, assassiné, lui, à la mi-décembre

1999, dans des circonstances analogues. Pour les experts slovaques, la mafia albanaise domine dans ce pays le marché de l'héroïne, de la prostitution et des faux documents.

La Hongrie

Le centre de distribution de l'héroïne dans la Mitteleuropa, et au-delà. D'abord parce qu'en Hongrie, les ressortissants de la Yougoslavie – et les Kosovars sont dans ce cas – n'ont pas besoin de visa. Pour György Hollosi, chef de la brigade des stupéfiants de Budapest, et dans cette dernière ville : « Le marché est dominé par les Kosovars qui détiennent 80 % du trafic d'héroïne ». En 1998, on a saisi dans le pays six cent trente-quatre kilos d'héroïne – trois fois plus que l'année précédente – et vingt-quatre kilos de cocaïne.⁹²

On trouve en Hongrie cinq ou six grands clans de narcotrafi-quants albanais, regroupant entre sept cents et huit cents mafieux, tous « armés et violents ». Pour le Dr Peter Orban, directeur national de la police hongroise, ils forment « la puissance criminelle dominante » dans le pays pour le narcotrafic, localement et à l'exportation.

Les structures des clans mafieux albanais sont très organisées et hiérarchisées selon le niveau d'implantation du trafiquant dans le pays. Vous avez un permis de séjour, un domicile fixe et une société-écran et êtes donc un élément stable de la communauté criminelle albanaise ? Cela vous ouvre le droit de trafiquer des quantités de vingt à cinquante kilos d'héroïne. Vous êtes résident de court séjour ? On vous alloue cinq à six kilos de « poudre ». Touriste ? Un kilo ou moins.

En 1999, les douanes hongroises ont saisi cent cinquante-trois kilos d'héroïne. Mais en janvier 2000, cent trente-neuf kilos

⁹² Voir « A Successful Staging Post for the Heroin Trade », *International Police Review*, Jan-Feb. 2000.

de « poudre » ont été trouvés, en une seule prise, dans la ville de Gyula.

La Grèce : poumon extérieur, base de repli

De 1990 à 1992, des centaines de milliers d'Albanais ont fait irruption en Grèce ; dans leur grande majorité, de jeunes hommes non qualifiés et fréquemment illettrés. De janvier 1991 à juin 1993, ce pays a renvoyé six cent mille de ces migrants dans leur pays, mais combien sont revenus ? Ou sont passés entre les mailles du filet ? Toujours est-il que les jeunes Albanais restés en Grèce ont constitué une proie rêvée pour les narcotrafiquants ; de fait, en 1997, 85 % du haschisch saisi l'est sur des ressortissants albanais, comme 65 % de l'héroïne et 23 % de la cocaïne.

Les Albanais importent notamment, sur la côte ouest de la Grèce, grâce à des vedettes rapides, du cannabis qu'ils cultivent chez eux (voir carte, p. 15)

Narcotrafic, prostitution, trafic de migrants illégaux : le crime organisé a d'ailleurs connu une hausse spectaculaire en Grèce ces dernières années, surtout du fait de malfaiteurs originaires des ex-pays communistes. En août 1999, le criminologue Nestoras Kourakis déclare ainsi⁹³ : « Dix ou onze clans criminels albanais et russes se partagent le marché dans l'agglomération Athènes-Le Pirée, où se sont implantées de véritables communautés de clandestins ».

⁹³ AFP du 30/08/1999, reprenant le quotidien socialiste athénien *Ethnos*.

VII

Kosovo, guérillas, mafia : causalité ou symbiose ?

Depuis l'apparition publique de l'UCK durant l'année 1996, accusations et rumeurs n'ont pas cessé. L'Armée de Libération du Kosovo serait une narcoguérilla, financée par l'héroïne de la route des Balkans. S'agit-il des retombées d'une campagne propagandiste de Belgrade ? Non : dans une interview donnée à l'hebdomadaire *Der Spiegel*⁹⁴, Norbert Spinrath, président du syndicat des policiers allemands revenant d'un séjour au Kosovo, déclare « L'UCK est une organisation criminelle [...] L'UCK séquestre, vole, pille, enlève, pratique le chantage, fait pression sur les témoins et assassine »... Bref, elle « se comporte comme une mafia ». Peu après, Walter Kege, chef de l'équivalent policier suédois des Renseignements généraux affirme : « Nous avons des informations nous poussant à penser qu'un lien existe entre l'argent de la drogue et l'UCK ». En janvier 1999, *La Repubblica* de Rome – quotidien pondéré et respecté – titre : « L'héroïne vendue à Milan finance l'Armée de libération du Kosovo ».

Dès mars 1998, le commissaire Olivier Guénat, chef de la police de sûreté de Neuchâtel avertissait⁹⁵ : « La drogue finance la guerre ethnique ». Au Kosovo, bien sûr. Confirmation en juin 1998 : partie d'Italie, une opération policière internationale permet d'arrêter quatre-vingt-dix malfaiteurs et de démanteler huit réseaux de narcotrafiquants – dont « un groupe d'Albanais du Kosovo organisant une contrebande d'armes en direction de leur province en insurrection »⁹⁶. Au total et cette seule fois-là,

⁹⁴ le 15/12/1999.

⁹⁵ *Le Temps*, 28/03/1998.

⁹⁶ AFP, 09/06/1998.

cent kilos d'héroïne et de cocaïne sont saisis. La base des réseaux est à Milan, où les narcos disposent comme couverture d'une vaste infrastructure de cafés, restaurants, garages et sociétés diverses.

Par ailleurs et au Kosovo même, les accusations mutuelles de narcotrafic fusent entre guérilleros, UCK d'un côté, FARK⁹⁷ de l'autre : c'est dire si l'on ne peut rejeter ces accusations d'emblée, comme une astuce propagandiste de Belgrade.

Il faut donc essayer de comprendre. En admettant d'abord que dans les Balkans comme ailleurs – et comme toujours dans l'histoire – l'homme agit en priorité sous l'empire de la nécessité. En 1991, un journaliste européen questionne le ministre de l'Intérieur croate d'alors. Pourquoi y a-t-il tant de gangsters au front, dans les milices ? Réponse ironique d'Ivan Vekic : « Les curés et les bonnes sœurs volontaires n'étant pas assez nombreux, on a dû enrôler ceux qui voulaient bien combattre »... Voilà qui explique en partie que l'on trouve souvent des malfaiteurs au premier plan des guerres civiles.

Venons-en aux réalités régionales : même s'il paraît grave aux médias européens, le soupçon de narcotrafic pesant sur l'UCK – « la drogue finance la guérilla » – n'a pas grand sens, en ce qu'il calque sur la situation balkanique des schémas et mœurs propres à l'Europe occidentale, mais ignorés en Europe orientale, surtout dans l'aire albanophone des Balkans.

Notre société à nous, Européens de l'Ouest, est individualiste. La personne y est le moteur et l'acteur quasi unique de la vie sociale. S'engager dans un parti, militer dans un syndicat, entrer en religion ou rejoindre une association sont des actes personnels, relevant de la conscience politique, sociale ou spirituelle d'un individu.

⁹⁷ Voir en annexe p. 117 et suivantes une présentation de cette organisation kosovare.

Dans l'aire albanophone des Balkans, tel n'est absolument pas le cas. Guerre, guérilla, clans, etc. : nous ne sommes plus en Europe occidentale, mais plutôt dans le Liban, à l'époque de la guerre civile (1975-1990). Au sud de ce pays et en ce temps-là, ce ne sont pas des individus qui rejoignent Amal ou le Hezbollah – comme en France on adhère au RPR ou au PS – mais des villages, des familles entières, des clans. Dans une société de ce type, l'individu n'est rien hors de sa famille élargie.

Et quand dans la montagne, derrière Baalbek, un clan finance les études à l'étranger du meilleur élève du village, celui-ci est spontanément aux ordres de ses anciens. Un de ses oncles est le garagiste du bourg : il lui envoie de France des pièces détachées. Un autre fait-il « tourner » un labo d'héroïne ? L'exilé livre la « poudre » à Paris. Son troisième oncle est le mollah *hezbollahi* du cru. Le jihad est déclaré contre le satan français : sentinelle avancée de la guerre sainte, l'étudiant cache les clandestins et les bombes chez lui – quand il ne pose pas ces dernières lui-même.

En 1986, dans la forêt de Fontainebleau, voilà pourquoi les policiers déterrent une poubelle dans laquelle on trouve à la fois du plastic et de l'héroïne brune, une marchandise et un « outil » symboliques de l'activité d'un clan criminalisé. Mais entre la « poudre » et le terrorisme, nulle immédiate relation de cause à effet. L'une ne finance pas directement l'autre. Tous deux révèlent en revanche (au sens photographique du terme) un complexe système symbiotique-criminel multifacettes. Tenter là-dedans de démêler la guérilla du narcotrafic et du terrorisme est un exercice un peu futile.

Cela d'ailleurs, Washington le réalise en ce moment, loin du Kosovo. L'Amérique exige aujourd'hui du gouvernement colombien qu'il réserve les armes sophistiquées (hélicoptères de combat, etc.) qu'elle lui offre à la lutte contre les narcotrafiquants, mais s'abstienne d'en user contre les guérilleros. Or, bien souvent, le même individu est tour à tour l'un et l'autre, suivant l'heure de la journée et les ordres de ses chefs...

Mais revenons-en à l'aire albanophone des Balkans : depuis l'antiquité pré-Homérique, la dimension clanique est toujours réelle et les habillages de circonstance, une mascarade pour amuser la galerie. Malheureux marxistes-léninistes européens des années soixante, qui idolâtriez Enver Hoxha, révolutionnaires pur et dur : en 1962, sur les cinquante-huit membres de son Comité central, vingt-huit proviennent des mêmes clans et huit sont mariés entre eux. Le PC albanais ? Une coalition tribale, une simple affaire de famille...

Dans ce contexte, il est vain de chercher la preuve matérielle concrète d'un trafic de stupéfiants massif et organisé par l'UCK *elle-même*, avec factures et bons de livraison. Pas de « *smoking gun* » à espérer ici. Ni plus ni moins que (bon gré mal gré) la plupart des habitants de la province, l'UCK évolue au sein d'une économie criminelle, baigne dans un délictueux plancton nourricier. Cet « échange-marchandises » d'ailleurs classique est bien expliqué par un (anonyme) officiel américain en poste au Kosovo : « La mafia albanaise a joué un rôle clé dans l'ascension de l'UCK. Celle-ci avait besoin d'argent, de voies de contrebande et de contacts dans la diaspora kosovare ; en échange, l'UCK dotait les gangsters « patriotes » d'une légitimité politique »⁹⁸.

Ainsi, dans l'Europe entière, d'Oslo à Prague (avec Princ Dobroshi, voir p. 94), jusqu'à Milan (avec Agim Gashi) on voit les cellules et réseaux mafieux financer la Cause, acheter des armes pour le compte de la guérilla. Même les obscurs, les sans-grade du crime coopèrent. À Barcelone, titre la *Vanguardia*⁹⁹, « une bande qui cambriolait les entreprises de la région utilisait son butin pour financer l'UCK ». Donc en Europe, dans les Balkans comme au pays, on constate bien une symbiose entre guérilla kosovare et mafia albanaise.

⁹⁸ *International Herald Tribune*, 01/10/1999.

⁹⁹ Du 27/10/1999.

Reste le cas des cadres importants (« politiques » et « militaires ») de l'UCK. Sont-ils eux aussi de mèche avec des mafieux importants ? Cela semble être le cas, malgré de grandes difficultés à enquêter sur certains d'entre eux, comme le souligne *L'Humanité*¹⁰⁰ : « Qu'advierait-il si l'on apprenait que Hashim Thaci, l'ancien chef de l'UCK, l'homme sur lequel la communauté internationale a tout misé pour reconstruire cette province, était impliqué dans à peu près tous ces trafics ? C'est sans doute pour éviter de répondre à cette embarrassante question que Bernard Kouchner a décidé de filtrer toutes les enquêtes dirigées contre ce dernier ».

Mais malgré ces obstructions, on constate bel et bien des accointances mafieuses chez certains des dirigeants de l'UCK, ce, un cran au dessus de l'« armée » elle-même, et hors du Kosovo proprement dit... Là en effet, ce que l'on sait permet de parler de graves compromissions criminelles.

Parmi les seize délégués kosovars à la conférence de Rambouillet en février 1999, figure Xhavit H. présenté comme « membre du bureau politique de l'UCK ». Proche de Hashim Thaci (le chef politique de l'UCK), l'homme est influent dans la diaspora albanaise en Suisse et en Allemagne. Mais cet ancien conseiller d'Enver Hoxha du temps du régime stalinien, aujourd'hui lié aux services spéciaux et au gouvernement de Tirana, est surtout le lien de Hashim Thaci avec un autre Thaci (ou Thaqi, selon les transcriptions), Menduli de son prénom, l'un des chefs de la communauté albanaise de Macédoine.

Or tous les experts de la scène criminelle balkanique sont formels. Les partis albanais de Macédoine sont de pures et simples émanations de la mafia locale. Plusieurs de leurs dirigeants (dont Midhat E. et Hassan H.) ont naguère été condamnés pour trafic d'armes. De cela, ces experts ont prévenu le gouvernement français en temps utile, avant la rencontre de Rambouillet.

¹⁰⁰ Du 14/02/2000. Sous le titre « Bernard Kouchner protège Hashim Thaci ».

Des dirigeants de ces partis comme Menduli Thaci et son collègue Abdurahman Haliti, ajoutent-ils, dirigent depuis 1994 une milice communautaire armée formant en réalité un bloc criminel compact avec des éléments corrompus du SHIK, les services secrets albanais, et la mafia locale. Ce bloc opère dans tout le Triangle d'or en parfaite intelligence avec les chefs de l'UCK, grâce à la diligence de *consiglieri* comme Xhavit H.

Des Xhavit H., il y en a évidemment bien d'autres, dans l'ombre. Les identifier, révéler leurs connexions mafieuses permettra de dessiner une toile d'araignée criminelle au centre de laquelle, sans surprise, règnent les chefs de la mafia albanaise. Et qui sait ? Plus ou moins près du centre de la toile, identifiera-t-on tel politicien ou chef militaire kosovar. Mais ce dernier point est au mieux secondaire : dans la région, les candidats à la fortune rapide ne manquent pas...

VIII

Communauté internationale, ONU, OTAN, etc. : prétentions, illusions et confusions

Omnis festinatio ex parte diaboli est.
(Toute hâte vient du diable.)
Proverbe médiéval

• Les États-Unis, le Kosovo, les Balkans

En février 2000, une « réunion de travail » confidentielle se tient à Salonique (principale ville de la Grèce du Nord) entre services antidrogue des États-Unis, de Grèce, de Bulgarie et de Macédoine. Réunis au consulat général des États-Unis, ces services lancent un solennel cri d'alarme et dénoncent « l'ampleur croissante du narcotrafic dans la région » et « l'extension régionale du crime organisé ». Sans esprit polémique, on peut trouver déroutante l'attitude d'une Amérique qui, par OTAN interposée, installe d'abord une « Colombie au cœur de l'Europe » – rappelons que ce rapprochement entre la Colombie et le Kosovo a été fait dans le principal quotidien albanais de Pristina¹⁰¹ – pour s'indigner ensuite des inéluctables conséquences de ladite installation.

L'histoire récente des États-Unis donne plusieurs exemples d'attitudes tout aussi étranges. Comme si, dans le corps immense et complexe de l'appareil d'État américain, chaque organe, chaque membre, fonctionnait à son gré, sans grand contrôle central ni coordination. Faut-il un exemple ? Dès les années quarante,

¹⁰¹ Koha Ditore, in *Courrier international* du 23/12/1999.

ledit État tente sincèrement de démanteler la mafia, mais, durant la Seconde Guerre mondiale, confie à Cosa Nostra la surveillance des docks de New York, puis sous-traite peu ou prou la libération de la Sicile aux « compères » siciliens de ses mafieux autochtones.

Des compromissions toujours accompagnées de grands élans d'angélisme. Souvenons-nous de l'opération Restore Hope en Somalie en 1992, première grande crise internationale de la présidence Clinton. Madeleine Albright est alors ambassadeur des États-Unis à l'ONU. Elle définit ainsi cette action de « multilatéralisme volontariste » (ouf!) devant le Conseil de sécurité des Nations unies : « Une entreprise sans précédent visant à rien moins qu'à la restauration d'un pays entier comme membre fier, fonctionnel et viable de la société des nations ». En anglais le terme utilisé est *nation-building*, opération de type Meccano, visant à « la reconstruction des institutions politiques et de l'économie de la Somalie ».

En octobre 1993, c'est le drame à Mogadiscio¹⁰² : de violents combats éclatent entre rangers américains et miliciens du seigneur de la guerre et chef tribal Mohamed Farrah Aïdid. En une nuit, deux hélicoptères Black Hawk sont abattus, deux autres touchés, dix-huit rangers sont tués et soixante-quinze, blessés. Peu après ONU et armée US fuient la Somalie, laquelle, huit ans plus tard, n'est toujours qu'un puzzle de tribus, guerroyant sans fin entre elles. Conclusion *off the record* d'un officiel américain, qui définit le comportement des « pacificateurs » comme à la fois « ignorant, impatient et arrogant » et ajoute sagement : « Il est futile de tenter de résoudre des animosités locales par la force internationale ».

Récidive au Kosovo. Cette fois-ci il s'agit d'y « rétablir la paix et la concorde ». Madeleine Albright, encore elle, propose cette fois-ci une recette tenant du régime-minceur, ou de l'abandon du tabagisme : « Vous devez combattre la tentation de la vengeance, de la corruption

¹⁰² Sur la mésaventure somalienne, lire le remarquable ouvrage de Mark Bowden *Black Hawk Down, a Story of Modern War*, Atlantic Monthly Press, 1999.

et du crime»¹⁰³. Mais il y a mieux à faire encore, affirme un savant américain, Andrew J. Pierre, ex-diplomate et expert (ou enseignant) près d'institutions de savoir américaines prestigieuses¹⁰⁴. Ayant visité la région, ce fin observateur en a conclu que les gouvernements de Bulgarie, de Roumanie, de Macédoine, d'Albanie et de Slovaquie étaient de nuance «démocratique-réformiste».

Sa recette, elle, tient dans le titre de son *special report* publié sous l'égide de l'United States Institute of Peace : *Security and Stability in Southeastern Europe : De-balkanizing the Balkans*. Débalkaniser les Balkans. L'idée est géniale. Poussons-la plus loin. La vie des pêcheurs sur des mers déchaînées est fort dangereuse : pourquoi ne pas désaquatiser les poissons ? Ceux-ci broutant dans un pré après avoir, comme dit M. Pierre, « abandonné leur paradigme passé » – manœuvre dont l'intéressé semble imaginer qu'elle s'apparente au changement de cravate – la sécurité des marins-pêcheurs en serait nettement améliorée.

Continuons par un autre exploit balkanique de l'US Institute of Peace (USIP). D'abord, précisons : nul acharnement de notre part contre l'USIP, mais un intérêt légitime pour « une institution fédérale créée par le Congrès des États-Unis en 1984 » et dont le directeur « est nommé par le président des États-Unis, puis confirmé par le Congrès ». L'USIP est donc parfaitement symbolique et représentatif de la face angélique de l'Amérique, évoquée plus haut.

Cette fois-ci, il s'agit d'un document de soixante pages de l'USIP intitulé *Three Dimensions of Peacebuilding in Bosnia* (décembre 1999). Il énumère toutes les entreprises de l'USIP en

¹⁰³ *Peace Watch*, revue de l'United States Institute of Peace, octobre 1999 : « Next Steps in Kosovo ». Mme Albright réitère en février 2000, à Tirana, devant les dirigeants albanais : « J'engage les Kosovars à résister à la tentation de la vengeance, ce pour des raisons morales mais, aussi, pratiques ». (Dow Jones), 19/02/2000.

¹⁰⁴ United States Institute of Peace, Council on Foreign Relations, Carnegie Endowment for International Peace, Brookings Institution, Hudson Institute, Columbia University, John Hopkins University.

Bosnie, visant à y rétablir les droits de l'homme, l'État de droit, la réconciliation intercommunautaire ; ainsi qu'à édifier dans la région les institutions de la société civile. L'USIP a financé sur place (de 1996 à 1999) quarante-six projets, en liaison avec de grandes institutions américaines (Brookings Institution, Harvard, New York University, etc.), plus des ONG humanitaires ou religieuses. Des projets relevant tous de l'ingénierie sociale psychologisante (« comment s'entendre avec ses voisins ») ou éducative (« apprendre la tolérance »), ou encore féministe. On fait des recommandations (« créer des interactions positives », « susciter la non-violence ») ; on écrit des livres.

Tant de naïveté accable : qui peut croire une seule seconde qu'on arrivera à régler les problèmes communautaires dans l'ex-Yougoslavie par des week-ends d'ajustement psychologique, un peu comme on part deux jours en stage de tennis, ou d'initiation à la poterie ? Comment ignorer que des siècles – parfois un millénaire – de haines, de terreurs, d'allégeances claniques sont ici enfouies au plus profond de la psyché humaine ? Comment douter qu'il faille ici agir – si tant est que cela soit possible – sur les images primordiales, sur l'inconscient collectif de peuples entiers ?

On trouve dans l'inconscient, disait Jung, « des propriétés qui n'ont pas été acquises individuellement. Elles ont été héritées, ainsi les instincts, ainsi les impulsions, pour exécuter des actions *commandées par une nécessité*, mais non par une motivation consciente... Ces instincts et ces archétypes constituent ensemble l'inconscient collectif »¹⁰⁵. Peut-on vraiment le « réformer », cet inconscient, en participant à une conférence ? En lisant un livre ?

Enfin, aucun des quarante-six projets de l'USIP ne fait même mine de s'intéresser au crime, aux bandes armées, au narcotrafic, aux mafias, au racket. Et pourtant en Bosnie, la réalité, c'est ca. (voir p. 109 notre chapitre « Un futur pour le Kosovo : le « modèle » bosniaque ? »)

¹⁰⁵ *Aïon*, Albin-Michel, Paris, 1983.

Mais l'attitude des États-Unis vis-à-vis du Kosovo ne relève pas toujours de la naïveté.

UCK : le « parrain » américain

Certains mots imposent la prudence. « Famille » par exemple. Employé avec sa cousine, il évoque un foyer, frères et sœurs, parents et enfants. Mais parler « famille » avec un *capo mafioso* a un sens plus sinistre. « Vous être ma vraie famille... ma loyauté vous est acquise » : dire cela, au téléphone, à Charlie « The Crab » Carabbia, chef de la famille mafieuse de Cleveland n'est pas rien. C'est l'expression claire d'une allégeance criminelle. Or l'homme qui prononce cette phrase en 1980 ne parle pas à la légère. Il est même payé pour savoir qu'alors une guerre féroce oppose les clans mafieux de Cleveland et de Pittsburgh : c'est le shérif du canton.

Ce shérif aux drôles de fréquentations a aussi un drôle de nom : James Traficant est né à Youngstown, Ohio, en 1941, dans une famille italienne pieuse, pauvre mais honnête, les Traficante. Traficant (désormais sans e final) a sans doute mal intégré les Dix commandements : à peine élu shérif en novembre 1980, les ennuis commencent. Le 13 décembre suivant, Charlie « The Crab », parti pour un mystérieux rendez-vous, disparaît à jamais. Sa veuve accuse : le nouveau shérif, James Traficant, a fait tuer son époux pour le compte de la « famille » de Pittsburgh.

Pour preuve, la veuve Carabbia donne au FBI des bandes magnétiques enregistrées par le défunt – sur lesquelles Traficant clame sa fidélité à la « famille » de Cleveland. L'enquête révèle aussi que Traficant a touché 163 000 dollars pour sa campagne électorale de shérif, une commune subvention de Charlie « The Crab » et de Lennie Strollo¹⁰⁶, *capo* de Pittsburgh (avant la brouille des deux parrains). Inculpé le 9 août 1982, Traficant signe des aveux formels : il a bien touché de l'argent mafieux pour devenir

¹⁰⁶ Arrêté en 1997. Aujourd'hui en prison à perpétuité pour meurtres et racket.

shérif du comté de Mahoning. Le procès a lieu au printemps 1983. Et là miracle : Traficant explique tout. Il « tentait d'infiltrer la mafia »¹⁰⁷. Ses aveux ? Des faux. Impressionné – notons que comme *famille*, ce terme a plus d'un sens - le jury (local) l'acquitte.

En 1984, Traficant est élu au Congrès. En pleine vague reaganienne, c'est le seul démocrate des États-Unis à battre cette année-là un républicain. Depuis, il est huit fois réélu en seize ans. Sans qu'à Youngstown, les choses ne s'arrangent vraiment. La ville est « l'une des plus corrompues des États-Unis »¹⁰⁸. Passée au fil des années de quatorze à vingt-trois membres, la *task force* locale du FBI inculpe soixante-dix-huit officiels du comté de compromission mafieuse : magistrats, policiers – mais aussi le chef de cabinet de Traficant (collecteur de fonds de la mafia), son avocat (un « contrat » sur la tête d'un juge rétif, blessé dans l'attentat) et son shérif adjoint (corruption, extorsion, racket, etc.).

Aujourd'hui la nasse se resserre autour de ce « gros poisson échappant toujours à l'hameçon ». En février 2000, son bureau du Congrès est perquisitionné. Et au FBI, on dit que Traficant va bientôt tomber. Comme Al Capone. Pour fraude fiscale.

Arrivé ici, le lecteur éberlué se demande sans doute ce que fabrique M. Traficant dans un ouvrage sur la mafia albanaise. C'est que, par une amusante coïncidence, James Traficant est aussi le plus farouche partisan de l'UCK au Congrès américain. Chambre des représentants, médias : on n'entend que lui au premier semestre de 1999. L'Amérique doit armer l'UCK ! Reconnaître l'indépendance du Kosovo ! En février 1999, le voici à Tirana, à un séminaire de l'Institut albanais des études internationales sur « La sécurité démocratique et la stabilité régionale ».

¹⁰⁷ Indigné, le patron régional du parti démocrate qualifie alors cette explication d'« inepte conte de fée ».

¹⁰⁸ « The Sopranos Come to Youngstown, Ohio » *US News & World Report*, 6/3/2000. Voir aussi *Youngstown-Warren Tribune Chronicle*, 5/3/2000 « Similarities Exist to 1983 Traficant Trial » et 18/2/2000 « More Mob Connections Recorded in Traficant's Past ».

Le *congressman* Traficant prône carrément l'autodétermination du Kosovo – en pleine conférence de Rambouillet. Reçu par le Premier ministre albanais, il quitte l'audience sur un esclandre : trop mou à son gré, le gouvernement de Tirana n'exige pas clairement l'indépendance du Kosovo ! Le 23 février, Traficant annonce enfin à la presse de Tirana qu'il va « déposer au congrès un projet de loi en faveur de l'indépendance ».

Ce « politicien genre Pitbull » est le héraut américain de l'UCK. Pour la sagesse populaire, « qui se ressemble, s'assemble »...

Un gouvernement ambigu et empêtré

Le 12 mars 2000, le *Sunday Times* de Londres révèle avec un grand luxe de détails comment la CIA a aidé l'UCK au Kosovo, dès 1998, notamment en se faisant passer pour des travailleurs humanitaires de l'OSCE, organisation alors dirigée par William Walker, lui-même diplomate américain. Des démentis bien mous s'ensuivent, qui ne convainquent personne. Mais l'affaire est ennuyeuse pour Washington : et si des membres de l'UCK étaient convaincus de narcotrafic ? L'*US Foreign Assistance Act* de 1961 interdit en effet formellement toute aide à une entité entretenant des rapports avec des narcotrafiquants.

Alors, on biaise, on camoufle, on ment par omission. Au printemps 1999, le sénateur Charles Grassley (R-Iowa) demande à Bill Clinton une évaluation sur le narcotrafic de l'UCK. Réponse de l'intéressé le 15 juin (faisant référence aux enquêtes de la CIA et de la DEA) : « Aucune de ces deux agences ne dispose de renseignements démontrant que l'UCK s'est livrée à quelque activité criminelle que ce soit, ou ait des liens directs avec une société criminelle organisée ». Au pire, « des groupes criminels ont donné à l'UCK des fonds sans doute limités et peut-être des armes légères ». Pour plus de sécurité, les passages concernant le narcotrafic au Kosovo disparaissent du site Internet de la DEA, quelques jours avant le début des bombardements de l'OTAN...

En juin 1999, James Rubin, porte-parole du Département d'État américain affirme lui aussi ne pas avoir « de preuves crédibles d'un trafic de stupéfiants par l'UCK, pour financer sa lutte armée contre la Serbie [...] Nous avons vu des articles ici ou là dans la presse, mais n'avons jamais pu trouver d'éléments probants par nous-mêmes ». Et lors des entretiens du même M. Rubin avec Hashim Thaci, « les affaires de stupéfiants n'étaient pas à l'ordre du jour ».

• Les Occidentaux, le Kosovo, la guerre

Plus généralement, l'attitude des puissances occidentales au Kosovo durant le premier semestre de 1999, déroute. La *Frankfurter Rundschau* souligne dès l'automne 1999¹⁰⁹ qu'au Kosovo, seuls les Albanais savent ce qu'ils veulent : l'indépendance. L'OTAN, l'ONU n'ont pas de plan clair. Les représentants de ces institutions, ajoute le reporter de ce quotidien allemand pondéré et respecté, semblent perdus, entre songes creux et bricolages idéologiques inapplicables. Au total, le comportement de ces puissances (et de leurs émissaires actifs sur place) peut se résumer en une formule : déni de la réalité.

Fin 1998, Europol annonce une étude détaillée sur les gangs criminels et réseaux albano-kosovars « s'appuyant sur les données fournies par les États membres de l'Union européenne ». Éclate la guerre des 78 jours. Pourquoi gêner un allié ? Voilà (en version originale, pour éviter l'accusation de traduction biaisée) ce qu'explique la note interne d'Europol¹¹⁰ : « *In april 1999, the project was provisionally frozen due to the delicate situation in the region. However, following the cessation of the conflict, there was a decision in June to reopen the project* ». Dix mois plus tard, les conclusions de cette étude n'ont toujours pas été publiées...

Après le conseil de l'Union européenne du 30 septembre 1999, le groupe de travail de haut niveau Asile et migration publie sur l'Alba-

¹⁰⁹ Dans une grande enquête publiée le 05/10/1999.

¹¹⁰ Note confidentielle du 31/07/1999 sur le crime organisé, le Kosovo et l'Europe.

nie et sa région limitrophe un rapport intérimaire « politiquement correct », dans lequel les euphémismes délicats le disputent aux nuances exquises. Extraits commentés : « Peu de *progrès* sont observés dans le domaine de la sécurité [à lire la suite, que serait-ce s'il n'y avait pas eu *progrès* du tout... NDL'A]. Des *délits* graves tels quel vols, enlèvements et meurtres [*délits*? Ce sont des crimes] sont signalés régulièrement. Les *conflits entre bandes organisées* [lire : *guerres mafieuses*] sont permanents, les trafics de personnes, d'armes et de drogue sont notoires et plusieurs régions du pays demeurent *hors de contrôle du gouvernement* [traduire : *en proie à une totale anarchie*]. La plupart des camps de réfugiés du pays ont été pillés avant qu'il n'ait été possible de les démanteler. La corruption gangrène toujours l'administration et l'appareil judiciaire ». En vingt-deux pages, pas une fois l'expression *mafia albanaise* n'est employée.

Au Kosovo¹¹¹, quand un policier européen de la police internationale s'avise de signaler à un cadre de la MINUK qu'un élève policier de la future « police autonome » est un ex-chef de bande de l'UCK doublé d'un malfaiteur localement célèbre ; ou – pire encore – que le chef de cette même classe policière roule en Mercedes blindée les jours pairs, en Audi de luxe les jours impairs et exhibe complaisamment de fortes liasses de billets de 100 DM, alors que son salaire n'atteint pas les 1000 FF par mois – il s'entend répondre d'un air pincé que son attitude est « négative ».

Ces exemples, parmi bien d'autres, prouvent que longtemps, trop longtemps ni les dirigeants politiques de l'Amérique ni ceux de l'Europe, en proie à une sorte de transe médiatique, n'ont rien voulu savoir des réalités criminelles régionales. Or, disent les philosophes, la réalité est à la fois insupportable et irrémédiable. Depuis la fin de l'année 1999, les Européens et les Américains présents au Kosovo commencent à s'en apercevoir.

¹¹¹ Sur ce point, l'auteur possède plusieurs notes écrites avec noms, précisions et circonstances, transmises par des membres de la police internationale, indignés par la passivité de leurs supérieurs.

IX

Futurs : « bande de sécurité » d'Israël et « modèle » bosniaque ?

« The United States propped up the KLA in the Kosovo conflict. With Milosevic gone, and no one in control, the former freedom fighters are now transforming the province into a major conduit for global drug trafficking. »

*Mother Jones*¹¹², Jan-Feb. 2000

- **Les militaires et policiers internationaux engagés au Kosovo font face à un danger majeur, analogue à celui encouru par les soldats d'Israël au sud du Liban.**

En février 2000, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avertit¹¹³ : « De toute l'Europe de l'Est, de plus en plus de femmes sont envoyées de force au Kosovo pour se prostituer ». Pour Jean-Philippe Chauzy, porte-parole de l'OIM, « ce trafic est contrôlé par des structures mafieuses très bien organisées ». Mais surtout : « L'importante présence militaire internationale dans la province yougoslave pourrait être un des facteurs de cette hausse de la prostitution ». Or le contact des prostituées n'est pas seulement dangereux en termes de prophylaxie : partout et toujours, il est aussi fort corrupteur. Et à Pristina, où la prostitution est

¹¹² La plus grande revue de la gauche écologiste aux États-Unis.

¹¹³ AP, 09/02/2000.

étroitement sous la coupe de mafieux, le danger est encore plus grand pour les militaires de la KFOR : contre des prestations gratuites, ou pour plaire à une maîtresse locale « amoureuse », la tentation est grande de « rendre service » en apportant en Europe un paquet destiné à un « cousin », ou encore de faire sur l'oreiller des confidences dangereuses.

Considérons dans ce contexte la situation de l'armée d'Israël au sud du Liban, pourtant dans une situation morale mille fois supérieure à celle des troupes de la KFOR au Kosovo. Les militaires israéliens se battent en effet pour un objectif clair : défendre leurs frontières, leurs familles. Tous appartiennent à la même armée, obéissent à un unique commandement mononational. Au Kosovo en revanche, patchwork de nationalités, mandat confus et contradictoire, sources d'autorité diverses (et parfois conflictuelles).

Or dans le sud du Liban – et nous avons déjà souligné l'analogie de « culture criminelle » entre aires libanaise et balkanique – les soldats d'Israël sont toujours plus compromis dans le narcotrafic. Depuis la création, en 1985, de « zones de sécurité », la police d'Israël estime que plus de trois tonnes d'héroïne y ont transité, grâce notamment à des « dizaines de soldats et quelques officiers ». Le quotidien *Ma'ariv* du 27 janvier 2000 cite ainsi un rapport confidentiel de la police militaire d'Israël, soulignant « l'implication extrêmement développée de soldats [israéliens] dans le narcotrafic, depuis le Liban et l'Autonomie palestinienne, vers Israël ».

Or d'évidence, au Kosovo, le risque est bien supérieur encore, vu le nombre de prostituées manipulatrices et corruptrices à l'œuvre. Les officiels de l'OTAN et de l'ONU croient avoir réglé le problème en organisant des rotations courtes des militaires et policiers sur le terrain. Ce faisant, ils ont sans doute multiplié les difficultés. Car corrompre un individu mal payé, ne sachant pas trop pourquoi il défend ceci ou protège cela, prend nettement moins qu'un semestre (temps d'une rotation). Et en six mois,

impossible de s'imprégner des réalités criminelles locales, puis de faire un travail de police ou de sécurisation efficace.

• L'antimodèle de la Bosnie-Herzégovine indépendante

Dans leurs pires cauchemars, les dirigeants de la KFOR et de la MINUK voient le Kosovo se transformer lentement, inéluctablement, en une seconde Bosnie. Ce n'est pour l'instant qu'un cauchemar : le pire n'est jamais sûr. Les hauts dirigeants occidentaux dont dépend le sort du Kosovo peuvent encore se ressaisir, définir une politique régionale claire, réaliste et applicable, remettre en ordre de bataille leurs représentations locales, désigner et traquer l'ennemi principal : la mafia albanaise.

Mais si ce cauchemar les hante, c'est qu'il est à la fois très réaliste et tout proche.

Car depuis Dayton¹¹⁴, la Bosnie-Herzégovine – dont nul ne parle plus, dont les médias européens se désintéressent totalement – s'est effondrée et ne constitue plus qu'un patchwork de cantons ethniquement purs et criminalisés, vivant exclusivement d'aide étrangère ou d'industrie criminelle. Au point que dans l'*International Herald Tribune*¹¹⁵ – quotidien dans lequel l'emphase est rare et l'expression, mesurée – Mark Thompson, cadre de l'ONU puis de l'OSCE, en poste à Sarajevo durant quatre ans, qualifie lesdits accords de Dayton de « monstrueux échec » (« *abject failure* »). L'enquête souligne encore que « laissée à elle-même, la Bosnie exploserait en quelques semaines, sinon en quelques jours ».

Ce n'est pas les bonnes intentions qui manquaient à la Bosnie-Herzégovine, ni même les utiles relations régionales : en

¹¹⁴ Règlement global de paix pour la Bosnie-Herzégovine conclu le 21 novembre 1995 sur la base américaine de Dayton.

¹¹⁵ « This Peace Accord Failed to Create a Multiethnic Bosnia », *IHT*, 20/11/1999.

novembre 1997, ce nouveau pays participe à Héraklion (en Crète) à un sommet des États des Balkans ¹¹⁶, lors duquel les participants font une priorité de la « lutte contre la criminalité, le trafic de drogue et l'immigration clandestine ». Le même mois, autre grande réunion, à Sarajevo celle-ci des pays de l'Initiative Centre-Europe ¹¹⁷ (ICE) ; et autres serments de « coopération régionale renforcée... dans la lutte contre le crime organisé ». Bien entendu, ce combat coûte cher, ce que souligne Haris Silajdzic, ministre bosniaque des Affaires étrangères : « nous aurons besoin d'une aide substantielle de la communauté internationale. Votre soutien est d'une importance primordiale car nous partageons des engagements communs. »

Durant l'été 1999, Elizabeth Rehn, qui a commandé la force de police internationale de Bosnie sous les ordres du haut-représentant local de l'ONU en vient à affirmer que ¹¹⁸ « la plupart des juges sont corrompus, les procureurs sont effrayés et les témoins aussi ». Alors, que reste-t-il de ces engagements, serments et promesses, fleurissant naguère sur le sol même de la Bosnie-Herzégovine ? Et qu'est devenue l'aide financière apportée par milliards de dollars ?

- À proximité du camp des quatre mille hommes de l'armée américaine ¹¹⁹, des maisons de passe (baptisées Las Vegas ou Colorado, pour ne pas dépayser les *boys*), des tripots – et un « marché aux voleurs » « Arizona Market », où l'on trouve tout : cigarettes de contrebande, stupéfiants, voitures de provenance douteuse. Au printemps 1996, les militaires US avaient souhaité

¹¹⁶ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Macédoine, Roumanie, Turquie, Yougoslavie.

¹¹⁷ Albanie, Autriche, Belarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Italie, Macédoine, Moldavie, Pologne, Roumanie Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Ukraine.

¹¹⁸ La Bosnie, eldorado du crime organisé, Reuter, 24/07/1999.

¹¹⁹ À la fin de l'année 1999, il y avait en Bosnie-Herzégovine trente-deux mille « peace-keepers », soldats provenant de trente-sept pays.

la création à proximité de leur base d'une zone franche, où les indigènes pourraient s'initier aux beautés de la libre entreprise : les voilà servis, dans le cadre d'une « explosion de l'activité criminelle »¹²⁰.

- Dans la zone croate de la Bosnie¹²¹, des forces hybrides associant des membres des services spéciaux de la république de Croatie et des bandes paramilitaires criminalisées bosno-croates détiennent de facto le pouvoir. Se dissimulant derrière des « associations d'anciens combattants de la guerre de Bosnie », elle se livrent à la contrefaçon de cartes de crédit, au blanchiment d'argent de grande ampleur, à la production de films et revues pornographiques, au trafic de véhicules volés, etc.

- Pour le porte-parole du haut-représentant de l'OTAN¹²², la corruption en Bosnie est « épouvantable » (« *appaling* »), endémique, touche tous les cantons (serbe, croate, musulman) et porte sur « des centaines de millions de KM (marks convertibles) » par an. La justice ? Elle ne fonctionne pas « surtout dans le domaine économique ». Les structures mises en place par la coalition ? Elles sont « ésotériques, d'une lourdeur bureaucratique effroyable ».

Plusieurs missions d'inspection se sont rendues sur place. Leurs avis convergent : Depuis Dayton, la Bosnie-Herzégovine a reçu (à la fin 1999) 5,1 milliards de dollars US. Soit un milliard de dollars par an. Pour quel résultat ? Le pays est toujours divisé en trois États-pirates impénétrables. Aucun des deux millions de réfugiés n'est rentré chez lui. Rien ou très peu n'a été reconstruit. La banque centrale de Bosnie (BIH) ? C'est une « coquille vide »,

¹²⁰ « In Bosnia, Free Enterprise Has Gotten out of Hand », *International Herald Tribune*, 27/12/1999, enquête se fondant notamment sur un rapport récent de la Commission européenne sur le crime organisé en Bosnie.

¹²¹ Dépêche Reuter du 10/11/1999.

¹²² Centre de presse et d'information de la coalition, SFOR, compte rendu publié par *Comtex/Newswire*, 24/06/1999. Longue interview de huit pages.

réduite à l'automne de 1999 à l'état de « mort vivant ». Des centaines de millions de francs (français et suisses, envoyés par ces deux pays) y ont été injectés, pour disparaître aussitôt. Aucun impôt n'a été levé sérieusement. Le 2 septembre 1999, Richard Holbrooke, ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU et « monsieur Balkans » de l'administration Clinton, déclare, à propos de la Bosnie : « On ne peut prétendre avoir des fonctionnaires quand ce sont en fait des mafieux, membres de bandes armées ».

Tentez-vous de remettre un peu les choses en ordre ? Le recours est immédiat à la technique favorite des mafieux : l'intimidation¹²³. Fin 1999, des diplomates américains en poste en Bosnie sont ainsi cambriolés, mis sur écoute, surveillés ostensiblement par des agents des services spéciaux croates, après que ces diplomates eurent dénoncé l'activité des bandes criminelles évoquées plus haut. Une pratique de l'intimidation qui se révèle efficace. En juin 1999, une conférence de presse se tient au centre d'information de la SFOR. Un journaliste demande au porte-parole du haut-représentant de l'ONU, James Ferguson, de donner un cas concret de corruption en Bosnie. Réponse de l'officiel, paniqué : « Je ne peux pas... Ces affaires impliquent des personnages dangereux... Il est trop risqué de donner les détails de cas comme ceux-ci... ».

Que faire du Kosovo ? Les avis peuvent diverger. Mais à la question qu'éviter au Kosovo, la réponse est claire. Ce qu'il faut éviter à tout prix, c'est que cette malheureuse province ne devienne une seconde Bosnie. Et pourtant, les choses vont dans cette direction. En juin 1999, nous étions les libérateurs du Kosovo. En décembre de la même année, Bernard Kouchner fait l'objet dans la province de menaces de mort précises, crédibles, émanant de mafieux redoutables – et il le sait¹²⁴.

¹²³ « US Suspects Croatian Regime of Intimidating Envoys », *International Herald Tribune* 20/11/1999.

¹²⁴ Sources personnelles de l'auteur.

X

Avril 2000 : épilogue

• Les yeux se dessillent

Début mars 2000, le général Klaus Reinhardt, qui commande alors la KFOR, évoque le « climat d'impunité » régnant au Kosovo. Il sait de quoi il parle : peu auparavant, il s'est fait voler son arme de service, lors d'une manifestation, à Pristina. Ni le pistolet ni le voleur n'ont été retrouvés.

Peu après, Javier Solana, désormais Monsieur PESK à l'Union européenne, exprime l'idée que « les nations de l'Union européenne devraient avoir une force policière de réaction rapide pour intervenir dans les zones troublées ».

Le 9 mars, le sénateur américain John Warner, président de la puissante Commission des forces armées du Sénat, stigmatise le « niveau inacceptable et dangereux d'activité criminelle » au Kosovo.

Le 15 mars, le ministre britannique des Affaires étrangères, Robin Cook, déclare qu'il est « vital de commencer à maîtriser la criminalité organisée » au Kosovo. La Grande-Bretagne décide alors d'envoyer dans la province une unité de renseignement criminel forte d'une vingtaine de policiers.

À la fin du mois, l'ex-ministre tchèque des Affaires étrangères Jiri Dienstbier, rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, révèle que le Kosovo est « dirigé par les structures clandestines de l'UCK », organisation dont c'est « un non-sens total de dire qu'elle est dissoute ». La pro-

vince est « un paradis pour les mafias » et « la situation y est catastrophique »¹²⁵.

- **La route des Balkans est toujours aussi fréquentée**

Pour les policiers d'Europol, la mafia turque et les cartels colombiens ont désormais confié à la mafia albanaise – jouant désormais le rôle de demi-grossiste – la sous-traitance de leur héroïne et cocaïne pour l'Union européenne.

Une situation constatable à travers de lourdes enquêtes internationales comme l'opération Pristina initiée par les carabinieri italiens en 1999. La conjonction des forces de sept polices européennes et d'Europol permet de démanteler un réseau kosovar rayonnant dans neuf pays d'Europe occidentale et de là, en Asie centrale, en Amérique latine et aux États-Unis. Quarante arrestations, cent soixante-dix kilos d'héroïne saisis.

Aux États-Unis, 20 % de l'héroïne saisie en 1999 était de l'afghane, importée pour l'essentiel par des Kosovars.

Pour janvier-février 2000, douaniers et policiers bulgares ont saisis deux cent cinquante kilos d'héroïne sur la route des Balkans. Aux mêmes endroits, ils en avaient confisqué deux cent soixante-dix kilos pour toute l'année 1999...

Mais il n'y a pas que l'héroïne. En mars 2000, deux Albanais sont arrêtés en Moravie (République tchèque) en possession de vingt kilos d'amphétamines destinées au marché scandinave.

¹²⁵ Reuter & AFP, 20/3/2000; « West has Failed in Kosovo, UN Aide Says », « Le Kosovo est devenu un paradis pour les mafias », *Le Point*, 24/3/2000; *International Herald Tribune*, 30/3/2000;

- **« Parole donnée à un moujik n'engage pas noble seigneur » (vieux proverbe tsariste).**

Le 20 septembre 1999, le « lieutenant-général Agim Ceku, chef d'état-major de l'UCK » signe en grande pompe la déclaration suivante : « L'UCK a achevé sa démilitarisation... À compter de minuit de ce jour, nous cesserons de revêtir les uniformes et insignes de l'UCK... L'UCK se prononce pour un Kosovo libre, pacifique, démocratique et multiethnique ». Le texte est contresigné par le général Mike Jackson, commandant de la KFOR.

Le 5 mars 2000, Hashim Thaci s'adresse à une foule de vingt mille Kosovars rassemblés à Prekaz, au centre de la province. Il termine son discours par « Longue vie à l'UCK ! ».

À la mi-mars, des militaires américains inspectant la frontière Kosovo-Serbie dénichent « vingt-deux caisses de munitions, deux cents uniformes, des tubes de mortiers, des grenades à main, des fusils d'assaut, des mines, des explosifs, des détonateurs, des rations de combat » ; cela, « dans un bâtiment sis sur une colline et protégé par un champ de mines »¹²⁶.

Le 30 mars, Bernard Kouchner, lui, considère – sans rire – que le désarmement de l'UCK est « acquis ».

¹²⁶ « Peacekeepers Raid Albanian Stronghold », *International Herald Tribune*, 17/3/2000.

Annexes

Les termes mafieux, court glossaire albano-français

BESA Parole d'honneur.

BAJRAK À l'origine, terme militaire ottoman désignant une subdivision territoriale ; aujourd'hui, conseil de direction (d'une famille mafieuse) sur son territoire.

FARES (FIS) Étymologiquement « graines », « plantes issues de la même souche ». Par extension, famille élargie, clan. Le système clanique est plus que millénaire en Albanie.

GJAK (SANG) (lié au concept de vendetta). On entre dans une famille criminelle de préférence en fonction de liens de sang, ou à la rigueur en fonction de son mariage (voir plus bas, **MIQSI**).

GJOBA Amende, ou racket levé par les mafieux.

HAKMARRËJE OU GJAKMARIA Selon le dialecte, vendetta, dans un sens extensif. En Albanie, la vendetta peut durer plus de cinquante ans. Elle implique toute une famille, biologique ou criminelle, ou les deux.

KRYE Tête, sommet, en dialecte albanais du nord.

KRYETAR Guide, chef.

NËN-KRYETAR Sous-chef.

MIQSI (ou, en dialecte du sud, **MIQËSI**) Relatif aux liens par le mariage.

Le Kanun («code») de Lek Dukagjeni

Ce code albanais complexe fixe les coutumes et règles de la vie en société (respect, loyauté, allégeances, loi du silence, etc.) et notamment les limites de la vendetta, donnant ainsi au clan le moyen de défendre et de garder son honneur. De conception patriarcale, raciale et tribale, il est en vigueur au moins depuis le haut Moyen Âge. Il est observé sans failles dans les montagnes du nord du pays, spécialement par les familles criminelles.

Le fondement du *Kanun* est un respect quasi mystique de la *besa*, parole donnée ou parole d'honneur. Cette *besa* est inviolable ; qui la transgresse est puni de mort ou de l'enfermement à perpétuité sous le toit de sa famille. On peut comparer ce kanun au *Pushtunwali*, code d'honneur des tribus pashtounes d'Afghanistan – autres montagnards peu commodes.

En cas de meurtre, le *Kanun* prévoit que le clan agressé peut, pour se venger, tuer dans les premières vingt-quatre heures n'importe quel homme du clan adverse. Dans la première année suivant le meurtre, on peut tuer tout membre de la famille proche de l'assassin. Après un an, il faut tuer le meurtrier lui-même, ou un homme de sa famille biologique vivant sous son toit (son fils, par exemple).

Au XV^e siècle, peu avant l'invasion des Ottomans, Lek Dukagjeni («Alexandre, duc Ianni», ou Jean : on voit l'influence byzantine), seigneur *gheg* de Dagmo et de Zadrina, compila par écrit cet ensemble de règles et de lois (en vigueur pour la plupart depuis la préhistoire, en Illyrie et en Épire) et lui donna son nom. Dukagjeni combattit les Ottomans jusqu'en 1472 puis, vaincu, franchit par bateau le canal d'Otrante avec d'autres clans albanais ; lui se fixa dans les Pouilles, d'autres, en Calabre, apportant avec eux leur *Kanun* (en langue albanaise, les populations albanophones du sud de l'Italie sont appelées les *Arbëresh*).

Les experts des sociétés criminelles du *Mezzogiorno* estiment que ce *Kanun* a fortement influencé les modes de conduite des mafias italiennes et le comportement de leurs « hommes d'honneur ».

Aujourd'hui encore, le *Kanun de Lek Dukagjeni* est en vente dans les kiosques et librairies des villes albanaises. Il prévoit même le cas des accidents de voiture mortels. Selon le quotidien *Albania*¹²⁷, les vendettas réglées par le *Kanun* ont, de juin 1997 à juin 1999, fait mille huit cents morts (connus) en Albanie et trois mille cinq cents blessés sérieux.

¹²⁷ Du mardi 29 juin 1999.

L'Albanie, données de base

L'Albanie (env. 28 000 km²) compte en 1999 quelque trois millions d'habitants¹²⁸, dont environ sept cent mille dans l'agglomération de Tirana. Le pays compte 70 % de musulmans, 20 % de chrétiens orthodoxes et 10 % de catholiques (nord et villes côtières).

En 1998, le PIB (estimé) de l'Albanie était de 3,3 milliards de dollars américains (3,8 milliards en 1994). En 1999, le PIB moyen par habitant est de 4975 FF (765 euros).

En 1990, le pays comptait (en tout et pour tout) mille deux cents voitures. Il y en avait trois cent mille en 1999, dont quelque deux cent mille Mercedes. Or le concessionnaire Mercedes de Tirana a vendu cinq de ces voitures (neuves) entre 1996 et 1999...

Les Albanais parlent deux versions de leur langue, formant deux dialectes différents : dans le nord du pays et au Kosovo, le *gheg* et au sud, le *tosk*. Une langue académique albanaise standardisée a été fixée en 1972, Enver Hoxha *regnante*, sur la base du *tosk* (Hoxha et nombre de dirigeants staliniens albanais étaient des sudistes). Aujourd'hui au Kosovo se pose le problème des programmes scolaires et de la langue à enseigner¹²⁹.

Peuple albanais, population albanophone¹³⁰

Dans les Balkans, les Albanais vivent pour l'essentiel entre l'Albanie, le Kosovo, la Macédoine occidentale et le sud de la Serbie.

¹²⁸ Un demi-million d'Albanais a émigré de 1992 à 1998.

¹²⁹ Voir *The Economist* du 08/01/2000 : « The Great Ethnic Albanian Taboo ».

¹³⁰ Les chiffres qui suivent sont des estimations, vérifiées et recoupées. Il n'y a en effet jamais eu de recensement sérieux dans les Balkans et en Europe. Les migrants clandestins sont par définition, en nombre inconnu.

Kosovo :	1 700 000 (env. 90 % de la pop. de la province ¹³¹)
Macédoine :	500 000
Montenegro :	100 000
Serbie :	50 000

Les migrations albanaises hors des Balkans

• En Europe

Allemagne :	400 000
Belgique :	25 000
France :	20 000
Grande-Bretagne :	30 000
Grèce :	500 000
Italie :	100 000
Suède :	40 000
Suisse :	200 000
Turquie :	65 000 ¹³²

• En Amérique du Nord

États-Unis & Canada : env. 500 000

Aux États-Unis, l'émigration albanaise est implantée en majorité à New York (Bronx), Detroit, Chicago, Philadelphie et Boston.

¹³¹ La moitié de la population du Kosovo a moins de trente ans.

¹³² Emigrants récents. Il y a en Turquie quelque deux millions de personnes d'origine albanaise, issus de migrations antérieures (depuis la fin du XIX^e siècle).

Albanie : repères politiques

En 1878 à Prizren, Kosovo, se crée la Ligue albanaise favorable à la Grande Albanie. Un rêve réalisé en août 1941, sous forme d'un protectorat de l'Italie fasciste.

Novembre 1985 : mort d'Enver Hoxha ; il dirigeait d'une main de fer la République populaire d'Albanie depuis sa fondation (1946).

Janvier 1990 : l'accès à la propriété privée est autorisé dans le pays, auparavant encore strictement collectiviste.

Juin 1990 : la liberté de circulation est rétablie et des Albanais par milliers commencent à quitter le pays.

Décembre 1990 : Ramiz Alia, successeur de Hoxha, accepte le pluralisme politique et la mise en place d'un système pluripartite. À la fin du même mois, le droit de grève et la liberté de culte sont rétablis.

Mars 1992 : le Parti démocratique albanais (PDA) de Sali Berisha remporte les élections législatives.

Mai 1996 : second succès électoral (truqué) de Berisha.

Janvier-mai 1997 : insurrection suite à l'effondrement de « pyramides financières » montées par des escrocs ou des mafieux. Anarchie, pillage de casernes, le pays sombre dans le chaos : 40 % des tribunaux détruits, 2000 morts ; le PIB chute de 8 %.

Juin 1997 : victoire électorale du Parti socialiste albanais (PSA) de Fatos Nano.

L'UCK, chronologie sommaire, des origines à la fin de la guerre des 78 jours

Vers les années soixante-quinze, l'Université de Pristina (qui produit mille diplômés par an pour une capacité d'absorption régionale réduite) devient un centre d'agitation communiste-stalinienne albanaise. Surgissent alors le Groupe marxiste-léniniste du Kosovo, le Mouvement de libération nationale du Kosovo, le Parti communiste marxiste-léniniste de Yougoslavie, qui se livrent à une agitation et à des surenchères croissantes. Ces groupes finissent par s'unir en un Mouvement pour une République d'Albanie en Yougoslavie, vite décimé par la police titiste.

En janvier 1982 (Tito est mort en mai 1980), trois marxistes-léninistes kosovars, les frères Jusuf et Bardosh Gervalla (Mouvement de libération nationale du Kosovo-ML) et le journaliste Kadri Zeka (Groupe M-L du Kosovo, GMLK), sont assassinés en Allemagne, près de Stuttgart (peut-être par l'UDBa, les services spéciaux yougoslaves).

Le sang a coulé : peu après apparaît le Mouvement populaire du Kosovo (Levizje Popullore ë Kosoves, LPK), maoïste dans la ligne d'Enver Hoxha, organisé en cellules clandestines et prônant l'insurrection armée. Le LPK est réputé se financer par le marché noir et des trafics divers – dont celui des stupéfiants. Le LPK dispose de réseaux en France (Paris), en Belgique (Bruxelles), en Allemagne (Francfort) et en Suède (Stockholm).

En mars 1989, la constitution serbe est révisée et le Kosovo et la Voïvodine voient leur autonomie (accordée par Tito en 1974) à peu près abolie : émeutes et grève générale au Kosovo.

Dès 1991, on signale au Kosovo les premières opérations de guérilla, les premiers attentats.

Début 1993, des sources kosovares crédibles annoncent qu'à partir du LPK s'est créée une Armée de libération du Kosovo (*Ushtria Clirimtare ë Kosoves*, UCK), recrutant dans une nouvelle génération d'activistes apparue après l'abolition de l'autonomie du Kosovo.

En 1993, scission entre le LPK, guérilla nationaliste prônant la guerre de libération et le Mouvement de libération nationale du Kosovo (*Levizje kombëtar për çlirimin ë Kosoves*, LKCK), resté plutôt communiste et partisan de la stratégie de l'Intifada. En mai 1993, premier attentat grave : à Glocovac, deux policiers yougoslaves sont tués dans un attentat, cinq blessés.

En février 1996, premier communiqué officiel de l'UCK qui revendique des « opérations militaires » commises dans la région de Shalja et de Bajgores (entre Podujevo et Kosovska Mitrovica, dans la Drenica), où des guérillas de l'UCK sont en effet signalées. Dans ce secteur du Kosovo, la répression ne tarde pas : arrestations, peines sévères prononcées.

En janvier 1997, attentat à la voiture piégée contre le recteur (serbe) de l'Université de Pristina, qui est sérieusement blessé. L'UCK revendique. Ce mois-là, l'UCK a son premier mort au combat.

En novembre 1997, premier affrontement armé grave entre policiers et militaires yougoslaves et une unité de vingt à quarante guérilleros de l'UCK. Ce même mois, les guérilleros de l'UCK apparaissent pour la première fois en public dans la Drenica, lors des obsèques militantes (copiées sur celles de l'IRA) d'un instituteur.

En février 1998, dans la Drenica, autre vague d'attentats de l'UCK, suivie de représailles des forces de l'ordre yougoslaves.

Les dégâts sont importants; deux cent mille habitants de la région fuient les combats et se réfugient ailleurs dans la province.

Ce même mois, Robert Gelbard, émissaire spécial des États-Unis dans les Balkans déclare à Pristina¹³³ : « Nous condamnons avec force les actions terroristes au Kosovo. La KLA (UCK) est sans conteste un groupe terroriste ». Gelbard déclare peu après à la commission des relations internationales de la Chambre des représentants : « L'UCK a commis des actes de terrorisme, mais n'est pas légalement considérée par le gouvernement des États-Unis comme une organisation terroriste ». Peu après encore, le Département d'État américain définit l'UCK comme « une organisation terroriste internationale financée par le trafic de l'héroïne et les dons de terroristes comme Oussama Ben Laden ». Qui a dit cafouillage ?

En mars 1998 et selon ses dires, l'UCK dispose de quelque mille cinq cents guérilleros armés, mais mal organisés, capables d'embuscades suivies de repli rapide; pour l'essentiel dans la Drenica.

En avril 1998, une analyse de la *Dépêche internationale des drogues* (reprise par Reuters) dépeint l'UCK comme regroupant quelques centaines de guérilleros, avec son quartier général pour l'Europe en Suisse. L'UCK a des liens avec de « puissantes familles mafieuses albanaises » trafiquant la drogue et les armes dans toute l'Europe. Cet argent sert notamment à l'achat en Suisse d'armes légères, ensuite utilisées au Kosovo par les guérilleros.

Au même moment un rapport des services spéciaux suisses signale comme actifs au Kosovo dans le champ de la lutte armée : l'UCK, le LPK et le LKCK. Ces groupes seraient financés par « des fonds recueillis dans la diaspora albanaise en Europe et en Amérique du Nord ». Le recueil des fonds est l'affaire de l'Appel de la patrie (*Vendlindja Thërret*) disposant de relais dans les pays suivants : Suisse, Allemagne, Autriche, Danemark, Norvège, France,

¹³³ Agence France-Presse, 23/02/1998.

États-Unis, Australie. Depuis Pristina, c'est l'hebdomadaire clandestin du LPK *Zëri i Kosoves* qui publie les communiqués et revendications de l'UCK.

Dans le numéro d'avril 1998 de la revue islamiste *Nida ul-islam* (favorable aux Taliban et à Oussama Ben Laden) le cheikh Mohamed Stubla, président de la Société islamique albanaise à Londres, déclare : « L'Armée de libération du Kosovo est une organisation islamique albanaise déterminée à défendre son peuple, sa patrie et sa religion par tous les moyens ».

Mars 1998 : le président yougoslave envoie la police militaire fédérale au Kosovo pour y mater l'UCK.

Fin mai, début juin 1998 : importante offensive yougoslave visant à éradiquer les guérillas UCK du Kosovo ; résultats modestes.

À la mi-octobre 1998, seconde grande offensive de Belgrade. L'UCK est militairement battue ; les deux parties concluent un cessez-le-feu.

En janvier 1999, l'UCK déclare réunir quelque trente mille hommes, dont six mille à dix mille organisés en unités mobiles de guérilla.

Au printemps 1999, des camps de l'UCK sont signalés au nord de l'Albanie, à Krume, Kukes et Bajram Curri.

En mai 1999, le porte-parole de Military Professional Resources Incorporated (MPRI), une société d'engineering militaire privée américaine ayant formé les armées croates et bosniaques déclare : « L'UCK ? Nous n'avons aucune espèce d'intention d'avoir le moindre rapport avec cette bande ». Le même mois la police italienne inspecte dans le port d'Ancône des camions, appartenant prétendument à la société catholique Caritas. Ils arrivent de Sarajevo (Bosnie) et sont destinés au Kosovo, via l'Albanie. Les

papiers sont faux et les camions, maquillés, contiennent trente tonnes d'armes destinées à l'UCK (lance-roquettes, armes anti-char, etc.) provenant d'Europe de l'Est. Les chauffeurs sont des musulmans bosniaques.

Après les poussées militaires des forces yougoslaves au Kosovo, lors des vagues de bombardement de l'OTAN (24 mars-10 juin 1999) l'UCK ne contrôle plus guère que quelque quatre mille guérilleros en état de combattre.

Les Forces armées de la République du Kosovo (FARK)

À l'origine de la fondation de cette éphémère guérilla, Bujar Bukoshi, cinquante et un ans en 1999, urologue longtemps établi en Allemagne et homme politique au Kosovo. Lors des élections clandestines dans la province, en octobre 1991, Bukoshi devient « Premier ministre » d'une République kosovare virtuelle dont le président est Ibrahim Rugova. Depuis l'Allemagne, Bukoshi contrôle dès 1992 les fonds du gouvernement clandestin, provenant de collectes (s'élevant en général à 3 % du revenu) prélevées sur la diaspora kosovare en Europe. Contribution volontaire ou pur et simple racket que cet « impôt révolutionnaire » qui rapporterait dix millions de marks allemands par an ? Dans une société fermée où règne l'omerta, voilà une question destinée à rester sans réponse claire...

En 1998, crise entre l'UCK et Bukoshi, qui soutient verbalement l'Armée de libération du Kosovo, tout en refusant de remettre à Hashim Thaci la caisse de son gouvernement kosovar clandestin. En juillet 1998, Bukoshi suscite parmi les déçus de l'UCK une guérilla rivale, *Forcave Armatosure e Republikes e Kosoves*, les Forces armées de la République du Kosovo, ou FARK. Ces forces dépendent en théorie d'Ahmet Krasniqi « ministre de la Défense » du gouvernement Bukoshi. Elles disposent d'un camp d'entraînement dans la région de Tropoje et sont encadrées par plusieurs ex-officiers kosovars de l'armée yougoslave.

Implantées dans la Drenica, les FARK « actives » se limitent en réalité à la seule « brigade » du « colonel » Tahir Zema. Celle-ci se dissout au printemps 1999 et se fond dans l'UCK. Le colonel Zema disparaît en Albanie.

Le Kosovo, dates clés de l'histoire récente

Mai 1980 : décès du maréchal Tito (Josip Broz), président de la Yougoslavie depuis janvier 1953.

Mars-avril 1981 : suite à un incident insignifiant, des bagarres éclatent à l'Université de Pristina ; tournant vite à l'émeute, elles impliquent quelque vingt mille jeunes manifestants à l'échelle de la province, autonome depuis 1974. Selon les sources ce soulèvement fait entre dix et cent morts ; s'ajoute à cela un millier d'arrestations. Les émeutiers demandent pour le Kosovo le statut de république fédérée.

C'est en 1981 qu'est pratiqué (par le gouvernement yougoslave) le dernier recensement plausible au Kosovo :

Albanais :	1 226 736	77,5 % de la population
Autres musulmans :	71 075	4,5 %
Serbes :	209 497	13,2 %
Monténégrins :	50 207	3,1 %
Autres (gitans, etc.) :	26 935	1,7 %
Total :	1 584 440 habitants au Kosovo.	

Avril 1985 : décès d'Enver Hoxha à Tirana.

Octobre 1988 : grandes manifestations serbes pour dénoncer l'« albanisation » de la province.

Mars 1989 : l'autonomie du Kosovo est abolie par le gouvernement serbe. La grève générale est déclarée et des émeutes éclatent à Pristina, Pec, Mitrovica, Lipjan, Podujevo, Magusa ; elles font au minimum vingt-cinq morts en deux jours. L'état d'urgence est appliqué dans la province et le couvre-feu est instauré à Pristina.

Septembre 1990 : la nouvelle constitution serbe abolit définitivement l'autonomie kosovare.

Juin 1991 : éclatement de la Yougoslavie titiste.

Août 1991 : six mille enseignants albanais sont licenciés au Kosovo.

Mai 1992 : des élections présidentielles clandestines sont organisées par les Kosovars albanais. Ibrahim Rugova est élu président.

Novembre 1995 : les accords de Dayton mettent fin à la guerre ouverte en Bosnie-Herzégovine. Lors de ces entretiens, le sort du Kosovo et de ses habitants n'est même pas évoqué.

Mars 1998 : réélection (clandestine) d'Ibrahim Rugova comme « président de la République du Kosovo ».

Du 1er janvier au 30 septembre 1998 (selon les autorités yougoslaves) : cent soixante-neuf civils sont tués au Kosovo (dont soixante-dix-neuf Albanais) ; quatre-vingt-quatorze policiers et trente-deux militaires yougoslaves sont assassinés par les guérilleros.

Février 1999 : sous l'impulsion du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie ¹³⁴, négociations de paix entre autorités yougoslaves et kosovares (y compris l'UCK) à Rambouillet, dans la région parisienne. Échec après une reprise en mars.

24 mars-10 juin 1999 : guerre des 78 jours de l'OTAN contre la Yougoslavie : les troupes, réseaux de communication et sites industriels de Belgrade sont durement bombardés.

¹³⁴ Créé en avril 1994 à propos de la Bosnie et aujourd'hui composé de six membres : États-Unis, Russie, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie..

Juin 1999 : après le retrait total des forces yougoslaves, le 20 de ce mois, la KFOR (Kosovo FORce) de l'OTAN et la MINUK (Mission des Nations unies pour le Kosovo) de l'ONU dominant la province, de facto coupée de la Serbie. Le 30 juin, Kofi Annan nomme Bernard Kouchner administrateur civil du Kosovo.

Index mafia albanaise

A

Abbot John, 82
Albright Madeleine : 98
Alia Ramiz, 61, 123
Annan Kofi, 135
Appel De La Patrie, 127

B

Ben Laden Oussama, 127, 128
Berisha Sali, 43, 61, 123
Bjoern Erik, 84
Blair Tony, 59
Bonanno famille mafieuse, 53
Bukoshi Bujar, 131

C

Cakoni clan mafieux, 53
Carabbia Charlie, 101
Caselli Giancarlo, 18
Caushi Myrteza, 54
Ceku Agim, 115
Chauzy Jean-Philippe, 107
Clark Alan, 33
Clark Wesley, 27
Cleveland famille mafieuse de, 101
Cook Robin, 113
Colombo famille mafieuse de, 46, 53
Corps de protection du Kosovo (CPK), 23, 27

D

De Donno Carlo, 71
Dienstbier Jiri, 113

Direction des investigations
antimafia (Italie), 36, 37, 39
Dobroshti Prins, 69, 70
Dokaj Shaban, 55
Dontchev Anguell, 67
Dukagjeni Lek, 34
Dzelijli clan mafieux, 53

F

Ferguson James, 112
Ferraj Roméo, 50
Forces Armees de la Republique
du Kosovo (FARK), 92, 131
Frederiksen Sven, 64
Fteja clan mafieux, 53

G

Gambino famille mafieuse, 41, 42, 46, 53
Gashi Agim, 70, 71, 72
Gashi Ekrem, 72
Gelbard Robert, 127
Genovese famille mafieuse, 41, 46, 53
Gervalla Bardosh, 125
Gervalla Jusuf, 125
Gotti John, 42
Grassley Charles, 103
Gravano Sammy, 42
Groupe Marxiste-Leniniste Du Kosovo, 125
Gueniat Olivier, 91

H

Haliti Abdurahman, 96
Hasani clan mafieux, 53

Holbrooke Richard, 112

Hollosi György, 88

Hoxha Enver, 43, 94, 123, 133

I

Isufi Rhami, 55

K

Kadriovski Daut, 38

Kege Walter, 91

Keka Clan Mafieux, 53

KFOR Kosovo FORces, 22, 26, 27, 28, 63, 64, 108, 109, 135

Kociu Sokol, 54

Kouchner Bernard, 19, 25, 64, 95, 112, 115, 135

Kourakis Nestoras, 89

Kristensen Joem, 66

L

Lauber Michael, 33

Lika Xhevedet, 45

Limani Murati, 69

Locascio Frank, 41

Lucchese famille mafieuse, 41, 53

M

Mafia Turque, 83

Malicia Agim, 47

Mehmedovic clan mafieux, 53

Meta Armando, 81

Military Professional Ressources Incorporated (MPRI), 128

Milosevic Slobodan, 17, 18, 19

MINUK Mission des Nations-Unies au Kosovo, 22, 24, 26, 27, 63, 64, 105, 109, 135

Mouvement de liberation Nationale du Kosovo (Lkck), 125, 126, 127

Mouvement Populaire du Kosovo (Lpk) 125, 126, 127, 128

Mouvement pour la Republique d'Albanie en You-goslavie, 125

Muolo Giuseppe, 55

Mustafa Zef, 41

N

Nano Fatos, 123

Ndrangheta, 71, 72, 75

O

Ogata Sadako, 56

Orban Peter, 88

P

Parti communiste Marxiste-Leniniste de Yougoslavie, 125

Pierre Andrew, 99

Pittsburgh famille mafieuse de, 101

Pizza connection, 41, 42

Poci Spartak, 52

R

Rehn Elizabeth, 110

Reinhardt Klaus, 113

Rubin James, 104

Rugova Ibrahim, 131, 134

S

Sacra Corona Unita, 55, 58, 72, 74

Selmani Musa Rifat, 50

SHIK (sercives spéciaux albanais post-Hoxha), 96

Siclarì Bruno, 18

Sigurimi (Guépéou Albanais), 32, 43

Silajdzic Haris, 110
société Islamique Albanaise
(Londres, Uk), 128

Solana Javier, 28, 113

Spinrath Norbert, 91

Strollo Lennie, 101

Surroi Veton, 24

T

Thaci Hashim, 95, 104, 115, 131

Thaci (Thaqi) Menduli, 95, 96

Thompson Mark, 109

Tito (Josip Broz) 133

Trafficant James 101, 102, 103

U

UCK- KLA (Armée de Libération
du Kosovo), 22, 23, 25, 27, 28, 62, 63, 64, 70,
71, 86, 91, 92, 94, 95, 96, 103, 104, 115, 126,
127, 128, 129

UNIPTF (police intérimaire des Nations-Unies
au Kosovo), 22, 26, 27

US Institute of Peace (USIP), 99

V

Vekic Ivan, 92

W

Walker William, 103

Warner John, 113

X

Xhudo Gus 18, 39

Z

Zeka Kadri, 125

Zema Tahir, 131

Zyberi Naïm, 74

Zylytari Arden, 54

Table des matières

Préface de l'éditeur	5
Cartes	11
Introduction	17
I. Kosovo, Albanie : que se passe-t-il vraiment au début de l'an 2000 ?	21
Les mafias, les vraies	29
II. Une vraie mafia ? Circonstances de son apparition	31
1. La « mafia albanaise » est-elle bien une vraie mafia ?	31
• Une société clanique : « Kanun », honneur et vendetta	34
• Une organisation complexe, une discipline de fer	34
2. Une distinction déterminante faite par les meilleurs experts italiens	36
3. Sous nos yeux : comment est apparue la mafia albanaise	39
• Aux États-Unis	40
• Dans les Balkans	42
III. Les clans albanais et l'héroïne : une genèse déjà longue, un travail méthodique	45
IV. Une « Sicile balkanique » : la mafia albanaise en ses fiefs	51
1. Scène du crime 1 : en Albanie, depuis la libération du pays	53
Toujours dans la région de Vlorë	54
• Une spécialité criminelle albanaise : le trafic d'êtres humains	56
La prostitution	56
Le trafic de migrants clandestins	57
• Plus grave encore : le contrôle des émigrants officiels	59
2. Scène du crime 2 : au Kosovo, avant et après la guerre des 78 jours	60
V. La mafia albanaise et la route des Balkans :	

l'exportation des stupéfiants	65
VI. La mafia albanaise en Europe	69
• Un parrain kosovar en Europe du Nord : Princ Dobroshi	69
• Un parrain kosovar en Europe du Sud : Agim Gashi	70
• Deux bastions de la mafia albanophone	72
L'Italie : « starting-block » pour l'Europe, zone de trafic et exploitation des migrants	72
La Suisse : héroïne et bases arrières	76
• L'Europe occidentale : prostitution, mendicité, cambriolages, l'accumulation du capital criminel	80
La France	80
La Grande-Bretagne	82
L'Allemagne : marché de l'héroïne et rapatriement des profits ..	83
L'Autriche	83
Norvège, Suède, Danemark : l'héroïne d'abord	84
La Belgique : la prostitution au premier plan	84
L'Espagne : cambriolages hi-tech	85
• L'Europe orientale et balkanique	86
La Pologne	86
La République tchèque	87
La Slovaquie	87
La Hongrie	88
La Grèce : poumon extérieur, base de repli	89
VII. Kosovo, guérillas, mafia : causalité ou symbiose ?	91
VIII. Communauté internationale, ONU, OTAN, etc. : prétentions, illusions et confusions	97
• Les États-Unis, le Kosovo, les Balkans	97
UCK : le « parrain » américain	101
Un gouvernement ambigu et empêtré	103
• Les Occidentaux, le Kosovo, la guerre	104
IX. Futurs : « bande de sécurité » d'Israël et « modèle » bosniaque ? ..	107
• Les militaires et policiers internationaux engagés au Kosovo font face à un danger majeur, analogue à celui encouru	

par les soldats d'Israël au sud du Liban.	107
• L'antimodèle de la Bosnie-Herzégovine indépendante	109
X. Avril 2000 : épilogue	113
• Les yeux se dessillent	113
• La route des Balkans est toujours aussi fréquentée	114
Annexes	117
Les termes mafieux, court glossaire albano-français	117
Le Kanun (« code ») de Lek Dukagjeni	119
L'Albanie, données de base	121
Peuple albanais, population albanophone 130	121
Les migrations albanaïses hors des Balkans	122
• En Europe	122
• En Amérique du Nord	122
Repères politiques	123
L'UCK, chronologie sommaire, des origines à la fin de la guerre des 78 jours	125
Les Forces armées de la République du Kosovo (FARK)	131
Le Kosovo, dates clés de l'histoire récente	133
Index	

La mafia albanaise

« Je vois déjà les consciences morales adopter la stratégie du soupçon. Parler de la mafia albanaise ? C'est faire le jeu de Milosevic. Voire même, donner dans le racisme anti-albanais. C'est naturellement tout le contraire. »

Voici ce que va démontrer ce livre, le premier consacré à ce sujet, qui traite de choses terribles avec le sérieux et la pudeur qui s'imposent.

Tous les pays ont un « milieu » criminel. Peu nombreux sont cependant ceux qui ont suscité une authentique mafia, une société secrète permanente, dotée de rites d'initiation, d'une loi du silence et pratiquant un recrutement clanique. Mais si désormais Cosa Nostra de Sicile, triades chinoises et Yakuzas japonais sont célèbres, on connaît en revanche mal la nouvelle et fort dangereuse mafia albanaise, telle qu'elle opère dans ses fiefs d'Albanie, de Macédoine ou du Kosovo ; et au-delà, partout en Europe — même en Amérique du Nord.

Et pourtant ! La mafia albanaise contrôle :

- plus de 70 % du marché de l'héroïne en Suisse, en Autriche, en Allemagne et dans les pays scandinaves, alors qu'en France le problème est encore embryonnaire mais son développement est imminent,
- des milliers de prostituées « travaillant » dans des conditions horribles, de l'Italie à la Suède,
- des dizaines de commandos de cambrioleurs ultra-professionnels, formés d'anciens militaires ou policiers.

La mafia albanaise est crainte pour sa férocité, ses vengeances implacables ; au point qu'elle inspire même un grand respect aux puissantes familles mafieuses de Sicile.

Xavier Raufer est à la fois homme de science et de lettres. Directeur de collection aux Presses universitaires de France, il est aussi chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris et chercheur. Il dirige les études portant sur les menaces criminelles contemporaines au Centre Universitaire Juridique de recherche. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont Le Chaos balkanique (La Table ronde 1992), Les superpuissances du crime, enquête sur le narco-terrorisme (Plon 1993), et Violence et insécurité urbaine (PUF, 1999).

Stephane Quéré est responsable des archives et de la documentation du centre MCC et co-auteur du Que sais-je sur le crime organisé.